

# dfi compact

Septembre 2011  
N° 10

**Colloque pour élus et responsables au niveau communal  
en France, Allemagne et Belgique  
Le rôle de la culture pour la cohésion sociale dans les villes  
multiethniques  
7 et 8 octobre 2010 à Berlin**

Robert Bosch **Stiftung**



König-Baudouin-  
Stiftung

ISSN 1619-8441

dfi Deutsch-  
Französisches  
Institut

**Colloque pour élus et responsables au niveau communal  
en France, Allemagne et Belgique  
7 et 8 octobre 2010 à Berlin**

Introductions	6
Françoise Pissart	6
Olaf Hahn	7
Table ronde : La politique culturelle communale, un état des lieux	10
Susanne Keuchel	11
Philip Heylen	24
Paul Meyer	36
Sabine Schirra	45
Groupes de travail	
Groupe de travail 1 : Les biens culturels promus par les pouvoirs publics au niveau communal en vue de la reconnaissance de la diversité sociale et ethnique : l'offre et la demande	85
Claire Bazin	86
Tina Jerman	101
Ahmed Mouhssin	113
Groupe de travail 2 : La visibilité des cultures d'origine des migrants dans la ville (espaces, formats, médias)	127
Myriam Stoffen	127
Salah Amokrane/Tayeb Cherfi	136
Anja Dauschek	146
Présentation des résultats des groupes de travail en assemblée plénière	162
Présentation des résultats du groupe de travail 1	162
Présentation des résultats du groupe de travail 2	166
Discussion de clôture	172

## **Introductions**

### **Françoise Pissart**

*(Directeur de la Fondation Roi Baudouin, Bruxelles)*

Bienvenue à toutes et à tous à cette quatrième conférence franco-allemande des maires et responsables communaux. C'est un honneur pour moi d'introduire cette conférence au nom de la Fondation Roi Baudouin et j'en profite pour directement remercier mes collègues de la Fondation Bosch et de l'Institut Franco-Allemand.

Nous retrouvons aujourd'hui des responsables, des représentants du monde associatif, qui étaient là lors des conférences précédentes. Merci à vous tous et à vous toutes d'être là pour apprendre, échanger, comparer des expériences. Vos contributions sont précieuses car elles sont fondées sur les pratiques de terrain. En effet, dans ce genre de colloque, le risque est de s'en tenir à des généralités, à des discussions sur des concepts et de rentrer chez soi, certes peut-être un peu plus malin, mais pas nécessairement mieux armé pour affronter les réalités de terrain. Au contraire, notre but avec cette conférence, est que vous rentriez avec des valises remplies, non pas de théories, mais d'exemples inspirants, de contacts utiles, et aussi d'une bonne dose de motivation supplémentaire pour vos activités au quotidien.

Le thème choisi cette année possède quatre composantes : la culture, la ville, la cohésion sociale et le multiethnique. Ce n'est pas forcément un thème quotidien chez nous. A la Fondation Roi Baudouin, il n'y a pas de domaine d'action traitant de manière systématique ces quatre composantes. Certains domaines d'action, comme la justice sociale, la migration et l'intégration dont je suis responsable, nous amènent à soutenir des projets à caractère culturel. La Fondation a également une autre porte d'entrée qui vise à valoriser le rôle de Bruxelles comme capitale de l'Europe. Et évidemment, dans ce cadre, nous sommes entre autre amenés à soutenir des projets multiculturels où la culture est le levier privilégié pour agir.

La participation à la vie culturelle est essentielle, elle permet de se sentir acteur dans la société. On verra d'une façon beaucoup plus concrète pendant ces deux jours qu'elle contribue à l'émancipation sociale, accroît la confiance en soi mais aussi en l'autre et qu'elle renforce les liens. La culture est un puissant vecteur d'émancipation,

c'est aussi un vecteur efficace de cohésion sociale. Cette participation doit être accessible à tous, mais cela n'est pas facile à initier. Elle exige donc des politiques volontaristes qui s'adressent à toutes les catégories sociales ainsi qu'aux différentes communautés issues de l'immigration. Elle exige aussi des actions et des initiatives dépassant la culture d'une communauté particulière. Il importe en effet de miser sur l'enrichissement mutuel mais de ne pas favoriser ou renforcer les ségrégations.

Nos sociétés évoluent, nos villes changent à toute vitesse. Il nous faut donc innover de même à toute vitesse. Alors notre responsabilité à nous, villes et associations, est la création de nouvelles conditions pour que de nouvelles pratiques émergent, soient acceptées, reconnues et surtout soutenues.

Je vais terminer en remerciant la Fondation Robert Bosch et en particulier mon collègue Olaf Hahn, que j'ai l'habitude de croiser dans d'autres cercles puisque entre fondations, nous collaborons particulièrement sur ces thèmes de l'intégration et de la migration. Je remercie aussi chaleureusement Frank Baasner, de l'Institut Franco-Allemand de renouveler à chaque fois sa proposition de partenariat à la Fondation Roi Baudouin. Je cède maintenant la parole à Olaf Hahn.

**Dr. Olaf Hahn**

*(Directeur du département « Société et Culture » de la Fondation Robert Bosch, Stuttgart)*

Meine sehr geehrten Damen und Herren,  
Mesdames, Messieurs,  
Dames en Heren,

J'ai le vif plaisir de vous accueillir aujourd'hui pour l'ouverture des 4<sup>èmes</sup> Consultations franco-germano-belges pour élus et responsables au niveau communal, qui se tiennent à Berlin au siège de la Fondation Robert Bosch. Je dirige au sein de cette fondation le programme « Société et culture », qui recouvre également les questions de l'inclusion, de l'intégration et de la cohésion sociale.

Voilà maintenant quatre ans que la Fondation Roi Baudouin, l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg et la Fondation Robert Bosch organisent ce colloque. Nous sommes convaincus que cela a du sens

de remettre chaque année sur la table les questions de la cohésion sociale et de l'intégration, dans une perspective à la fois communale et internationale. Dans cette optique, le principe d'un colloque à destination des responsables au niveau communal a fait ses preuves, puisque chacun peut y apporter et partager ses expériences spécifiques dans tel ou tel domaine.

Après nous être penchés les années passées sur les thèmes de la formation, de la santé et de l'immigration turque, il nous a paru temps de centrer les débats autour d'une question rarement abordée dans un tel cadre mais qui néanmoins, à mon sens, a un grand rôle à jouer dans le vivre-ensemble, tout particulièrement en milieu urbain : « Le rôle de la culture pour la cohésion sociale dans les villes multiethniques ».

Le terme « culture » recouvre à lui seul un vaste domaine, et il revêt autant de significations que les différentes définitions qu'on peut en proposer. Si cela est déjà le cas pour une langue donnée, c'est encore plus vrai pour des langues et des traditions différentes. On peut comprendre ce terme dans un sens relativement étroit, au sens purement esthétique de l'art et de la culture. Mais la culture peut également désigner, dans une acception très élargie, tout ce qui n'est pas la nature. On entend aussi par là les établissements culturels classiques comme les théâtres, les musées, les théâtres lyriques ou les salles de concert. Enfin, cette notion peut désigner un mode d'être ou d'agir en lien avec l'origine de la personne, par exemple lorsque l'on dit de tel ou tel comportement qu'il est « culturel ». La portée de ce concept s'étend encore plus loin puisqu'on peut parler de « culture hispanique », voire de « culture culinaire », et que l'on dit également de quelqu'un qu'il a plus ou moins de « culture ».

Il ne s'agira pas ici pour nous de débattre du contenu linguistique ou philosophique de ce concept. Cependant, la diversité des significations du terme « culture » ainsi que les positions et les exigences politiques qu'elles sous-tendent ne manqueront certainement pas de resurgir au fil des discussions internationales entre Belges, Français et Allemands. Peut-être cela contribuera-t-il aussi à rationaliser un débat actuellement très intense sur l'intégration des immigrés dans la plupart des pays européens.

Mesdames et Messieurs, j'aimerais à présent remercier la Fondation Roi Baudouin, et notamment Madame Françoise Pissart, ainsi que

le directeur de l'Institut Franco-Allemand, Monsieur Frank Baasner, pour leur collaboration à la conception et à la réalisation de ce colloque. Enfin, je vous souhaite à tous des échanges fructueux et un agréable séjour à Berlin.

## **Table ronde : La politique culturelle communale, un état des lieux**

Prof. Dr. FRANK BAASNER, *directeur de l'Institut Franco-Allemand* :

Je me réjouis que nous ayons pu organiser ensemble, ici à Berlin, ces quatrième consultations. Ceux qui y ont déjà pris part réalisent certainement tout l'intérêt qu'il y a à pouvoir aborder à intervalles réguliers des thèmes apparentés. Pourquoi avoir privilégié le niveau communal ? Nous sommes animés par la conviction que les sociétés urbaines sont souvent plus avancées dans la recherche de solutions pragmatiques, ou du moins qu'elles ont la capacité de réagir rapidement lorsqu'elles sont contraintes de s'adapter à une nouvelle réalité sociale. L'hypothèse positive que nous avons choisie pour point de départ est que les communes bénéficient d'une certaine avance dans de nombreux domaines, qu'il convient de savoir apprécier et valoriser ; concernant tel ou tel problème, nos échanges permettront de mettre en lumière les solutions qu'elles ont pu expérimenter. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas opté pour une comparaison entre pays, préférant plutôt privilégier l'échange d'expériences portant sur des situations urbaines globalement comparables.

La diversité : notre thème, considéré sous l'aspect culturel, se trouve une fois encore au cœur d'une actualité préoccupante à certains égards. Vous aurez certainement eu vent, ces derniers temps, de l'agitation qui a entouré la parution du livre de M. Thilo Sarrazin, un politicien allemand d'une grande notoriété, qui a été sénateur de Berlin avant de devenir l'un des membres du directoire de la Deutsche Bundesbank. Ce livre très complexe a déclenché une polémique qui n'était malheureusement pas du niveau de ce qu'elle aurait pu être. Ce que j'ai trouvé le plus inquiétant, c'est que dans de nombreuses émissions télévisées l'on disait que M. Sarrazin avait certes écrit un livre au contenu inacceptable, mais qu'il avait au moins eu le mérite de lancer le débat. Vous savez tous que notre tradition de débat remonte à loin et qu'elle a connu des progrès. Or nous avons soudain eu l'impression de prendre conscience pour la première fois qu'il nous fallait simplement apprendre la manière dont nous pourrions et dont nous voudrions vivre ensemble dans une société très dynamique. Et ce fameux « *bien vivre ensemble* » – en d'autres termes, comment ren-

forcer la cohésion sociale ? – est justement le thème central qui nous occupe ici, en l'occurrence sous l'angle de la culture.

On nous exposera aujourd'hui trois études de cas portant sur trois villes : Anvers, Strasbourg et Mannheim. Mais auparavant, Madame Keuchel vous présentera les résultats d'une étude actuelle qu'elle a menée avec un collègue et qui offre un bon aperçu de la situation en Allemagne. Elle met en évidence une tendance générale et, ce faisant, cherche à comprendre ce qui se passe, au niveau communal, dans les lieux culturels classiques que sont les musées, les théâtres, etc. Cela nous fournira une bonne entrée en matière pour la thématique qui nous occupe et je me réjouis d'accueillir parmi nous l'auteur de cette étude.

**Prof. Dr. Susanne Keuchel**

*(Directrice du Centre de recherches culturelles, Sankt Augustin)*

### **Le travail de formation interculturelle dans les établissements culturels classiques – Contexte, mise en œuvre et visions pour l'avenir**

J'aimerais rebondir sur le discours d'ouverture de M. Hahn en commençant par proposer une définition du concept de culture, pris dans un sens large : la culture est tout ce qui est produit et créé par l'homme, par opposition avec la nature, avec ce qui n'a ni produit ni modifié. Les productions culturelles sont toutes les modifications et les évolutions apportées à un matériau donné, que ce soit par la technique, dans l'art ou encore par le travail intellectuel, par exemple dans le droit, la morale, la religion, l'économie ou les sciences. Si une personne change d'aire culturelle, on peut dans un premier temps parler d'un gain en terme d'expérience. Aux expériences culturelles des migrants, héritées de leur pays d'origine, s'ajoutent en effet de nouvelles expériences culturelles acquises dans le pays d'accueil. Voilà pourquoi l'on peut parler d'une situation gagnant-gagnant puisque ce dernier, accueille une personne qui vient l'enrichir de nouvelles expériences culturelles ; mais cela suppose aussi en retour un véritable dialogue culturel. Le migrant doit être prêt à accepter et à assimiler les pratiques culturelles du pays où il arrive, tandis que la population locale doit être prête à tenir compte des nouvelles habitudes cultu-



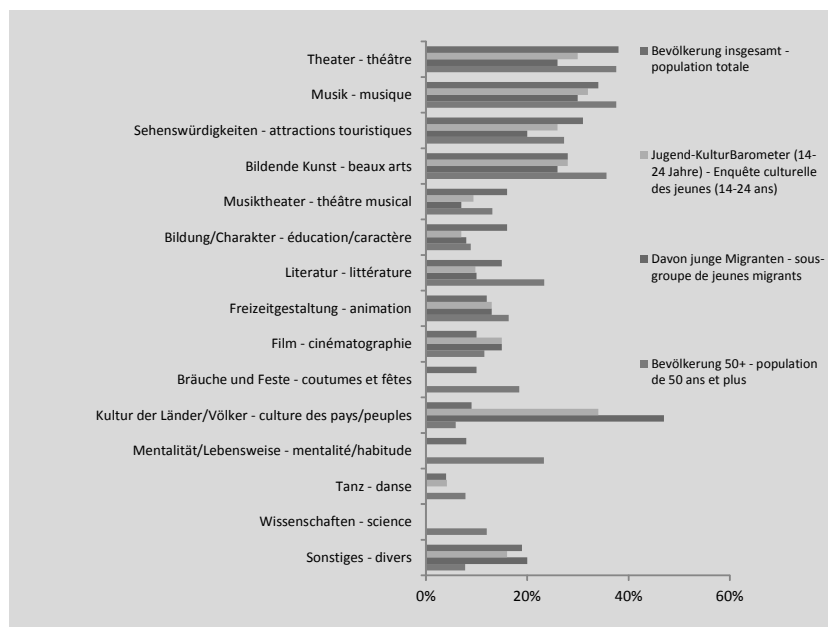
relles venues des pays d'origine. L'expérience pratique montre cependant que cette situation gagnant-gagnant est rarement exempte de conflits. Ainsi, dans les différentes aires culturelles se sont développés des systèmes de pensée et des valeurs en partie contradictoires, notamment dans le domaine de la religion, du droit et de la morale, si bien que les personnes issues de l'immigration et le pays d'accueil ne peuvent s'épargner un débat critique pour déterminer quelles valeurs éthiques doivent primer, lesquelles conserver afin d'assurer une coexistence pacifique entre communautés, et le cas échéant, dans quelle mesure les adopter. On mène actuellement ce débat essentiel, sur le plan théorique mais aussi pratique, en particulier sur des thèmes sujets à conflit comme la religion ou le droit. L'islam et le christianisme ou encore l'égalité des sexes constituent ainsi des thèmes clés de recherche.

Ceci étant, on peut s'étonner qu'un domaine de recherche comme l'art demeure à peine abordé, alors qu'il serait très intéressant d'y analyser les formes de dialogue. En effet, puisque l'art est une forme dépourvue de fonction, ce qui lui autorise une certaine liberté, les formes de dialogue au sein des arts devraient receler un faible potentiel de conflit, même si l'Histoire nous a enseigné que l'art a pu être instrumentalisé, par exemple pour façonner l'opinion ou servir de démonstration de pouvoir – raison pour laquelle les États totalitaires ont généralement sévèrement restreint la liberté artistique. Ainsi – il n'y a qu'à analyser nos propres tactiques d'appropriation des autres cultures lorsque nous voyageons dans un pays étranger – ce dialogue se retrouve de diverses manières dans l'Histoire, dans l'héritage culturel et dans l'art, qui sont au cœur de notre discussion, et plus précisément par exemple lorsque l'on visite un musée ou un site touristique ou que l'on assiste à un spectacle de danse ou à un concert. Ce sont autant de façons d'éveiller notre intérêt pour d'autres cultures, ce qui nous permet souvent aussi d'aborder les choses sous un nouvel angle. C'est pourquoi on peut regretter que l'étude des migrations laisse si peu de place à la recherche sur le dialogue dans l'art et sur l'intérêt suscité par les traditions culturelles et artistiques autres, et déplorer qu'il y ait aussi peu de recherche fondamentale sur la formation culturelle dans les processus interculturels. Ces derniers temps, quelques études ont été menées (telles l'étude « *Sinus-Milieu* »), qui ont analysé l'usage fait par les personnes issues de l'immigration des

infrastructures culturelles du pays où elles vivent, en particulier à des fins de marketing culturel. Il serait intéressant de pouvoir mener ici aussi un échange approfondi sur le processus de dialogue culturel et d'analyser de quelle manière concrète on peut utiliser l'art et la formation culturelle dans le but d'améliorer la compréhension réciproque. Le Centre de recherches culturelles de Sankt Augustin prépare actuellement une étude sur ce thème intitulée « Baromètre inter-culturel » (*InterKulturBarometer*) et il nous reste seulement à espérer que d'autres projets de recherche suivront dans ce domaine.

L'observation d'autres études culturelles empiriques est révélatrice du fait que notre institut est actuellement très impliqué dans ce domaine. Ainsi, en 2004, dans le cadre de notre « Baromètre de la culture des jeunes », nous avons interrogé à l'échelle de l'Allemagne un panel représentatif de jeunes sur ce qu'ils entendaient par le terme de culture, en leur posant cette question ouverte : « Pour vous personnellement, qu'est-ce que la culture ? ». Nous avons complété ces réponses par d'autres provenant d'études portant sur la population senior et la population adulte de l'Allemagne. Nous avons constaté avec intérêt que dans l'espace germanophone, les jeunes assimilent très fortement la culture à la notion classique d'art, ce qui n'est pas le cas dans les autres pays, c'est-à-dire au théâtre classique, à la musique classique, aux monuments historiques, que les jeunes eux-mêmes ne visitent pas, et qui ne correspondent pas du tout à l'idée pratique de la culture. Dans cette comparaison intergénérationnelle, une autre chose nous a frappés : les jeunes – dont une très forte proportion ayant un passé migratoire – ont défini le concept de culture en insistant sur un nouvel aspect, à savoir la culture des pays et des peuples (*cf. graphique 1*).

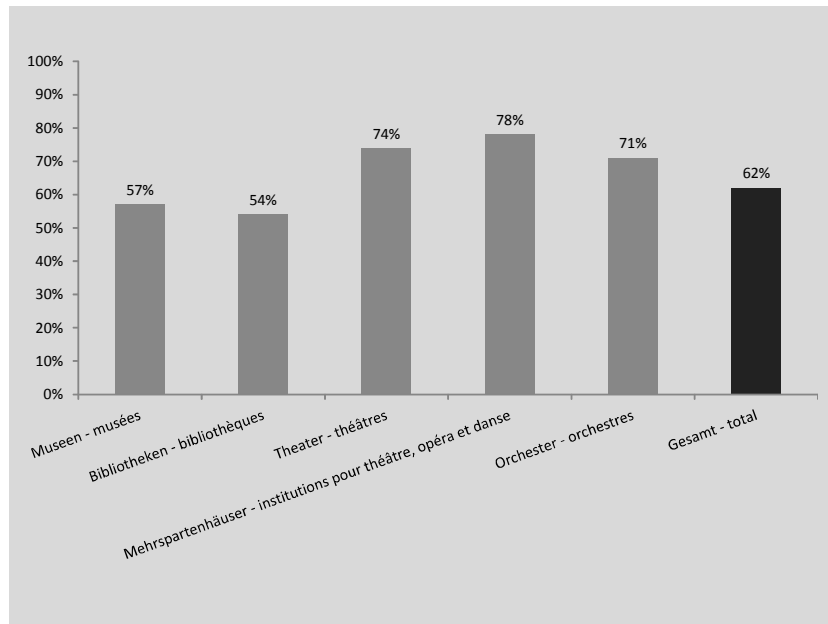
Il apparaît de façon très nette que, dans notre société, notre intérêt pour la culture et la conception que nous en avons sont étroitement corrélées au facteur du passé migratoire. Dans nos analyses de l'usage fait de la culture, nous constatons encore qu'il persiste un fort intérêt pour « l'autre », pour les autres formes de culture. Quelle influence exerce ce changement dans notre conception de la culture et dans l'intérêt que nous lui portons sur l'offre des institutions culturelles publiques ? Comme je vous l'ai précisé, nous avons mené récemment une étude dans les lieux culturels classiques en Allemagne, musées, théâtres, bibliothèques et théâtres lyriques. Nous avons ainsi



Graphique 1 : Définition personnelle de la culture

cherché à savoir de manière très ciblée quelles offres proposaient ces établissements en termes de médiation culturelle, et en particulier pour chaque groupe cible - enfants, seniors et personnes issues de l'immigration. Nous leur avons également demandé si leur programme comportait des actions dirigées spécifiquement vers ces publics et de quelle manière ils estimaient atteindre la population issue de l'immigration dans le cadre de leurs offres classiques. Si l'on considère à présent les réponses obtenues, cela nous donne une image qui ne nous laisse guère d'illusions. Il en ressort une grande incertitude de la part des institutions culturelles classiques, que nous avons déjà repérée dans le cadre de nos entretiens, quant aux possibilités de toucher les populations issues de l'immigration. Ainsi, 62 % des établissements culturels interrogés ne pouvaient fournir aucune estimation sur ce point. Quant à ceux ayant donné une estimation, ils évaluaient la part de ces populations fréquentant les lieux culturels comme étant nettement plus faible que la proportion d'immigrés au sein de la population, 12 % contre 19 %. En outre, il existe de grandes disparités entre,

d'une part les établissements culturels ayant une production artistique, c'est-à-dire les théâtres, les orchestres et les lieux polyvalents, et d'autre part, les musées et bibliothèques (cf. *graphique 2*).



Graphique 2 : Visiteurs issus de l'immigration

Par conséquent, il se révèle intéressant d'observer quelles offres de médiation culturelle ils proposent spécifiquement à destination de cette population. Nous leur avons demandé combien d'offres de médiation ils avaient menées en 2008 en direction des populations ayant un passé migratoire, et l'analyse a montré que les actions de formation culturelle n'avaient généralement pas (ou très rarement) pour groupe cible ces populations-là en particulier. Grâce aux réponses qui nous sont revenues, nous avons pu définir deux types précis de formation culturelle s'adressant exclusivement aux personnes issues de l'immigration. En guise d'illustration, voici un exemple concret : deux programmes portaient un titre similaire : « Apprendre l'allemand au musée ». Il s'agissait pour les participants, dans le cadre de visites de groupe, d'améliorer leur connaissance de la langue en se confrontant

à des œuvres d'art sur un mode ludique et créatif, sous forme de jeu théâtral. Sachant que les institutions culturelles classiques considèrent la plupart de leurs offres de médiation à destination du public issu de l'immigration en recherchant un dénominateur commun avec les autres publics, on peut alors formuler deux observations : il s'agit surtout de programmes éducatifs qui s'adressent généralement à des groupes scolaires, et bien souvent à des classes issues des quartiers sensibles, car ce public issu de l'immigration recoupe largement le groupe cible défini comme celui des « populations vivant dans des foyers où règne un faible niveau de formation ».

Si l'on jette à présent un œil sur les statistiques, cela ne coïncide certes pas exactement avec le niveau de formation de la population immigrée qui vit ici en Allemagne, mais on a *de facto* une répartition tout de même relativement comparable en terme de formation. Dans certains sous-groupes, par exemple issus de l'immigration turque, le niveau d'instruction n'est pas tout à fait comparable à celui de la population d'origine allemande. Cependant, il va de soi que l'on doit juger prudemment : ainsi, l'existence de la catégorie « sans diplôme » est liée évidemment en partie à la question de la reconnaissance des diplômes. Il convient de garder cela à l'esprit lorsqu'on évalue, dans les programmes de médiation proposés par les établissements culturels classiques, les points communs avec les groupes cibles ayant un passé migratoire. J'ai essayé de représenter sur le *graphique 3* toutes les offres destinées à ces publics que les établissements culturels nous ont communiquées, réparties en fonction de leur contenu – on trouve notamment des offres destinées à améliorer la maîtrise de la

	<b>plusieurs réponses possible</b>
Offres aidant les connaissances en langue	15 %
Offres avec les sujets des autres cultures (pour autres cibles aussi)	4 %
Offres pour les enfants dans un contexte scolaire	66 %
Offres aidant l'échange entre les populations autochtones et issues de l'immigration	7 %
Divers	20 %

Graphique 3 : Typologie des offres éducatives pour les migrants

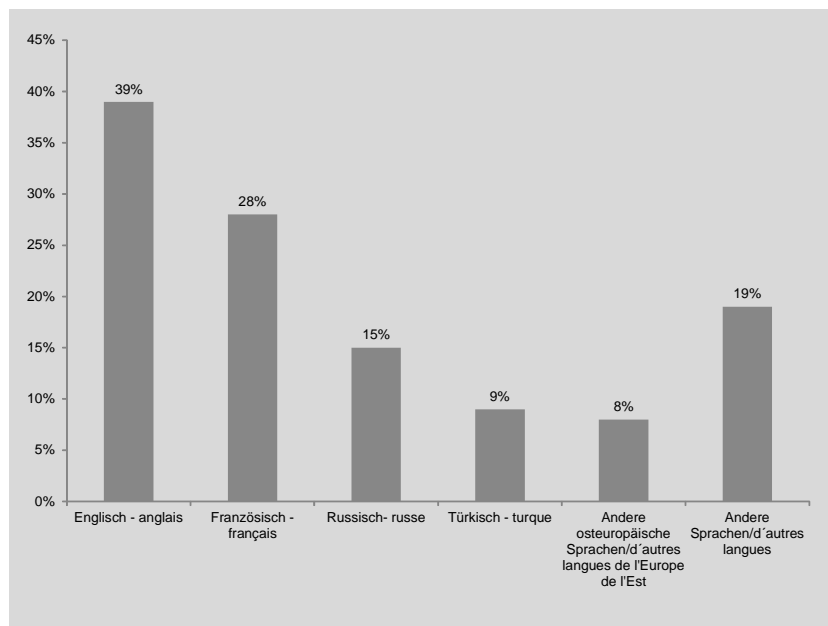
langue. On note que le public scolaire représente une part importante. Pour ce qui est des programmes de médiation, très peu d'offres développent des thèmes en lien avec d'autres aires culturelles, et parmi elles une très faible part porte sur l'échange entre les différentes populations avec et sans arrière-plan migratoire.

J'aimerais poursuivre avec un exemple que nous avons analysé : dans le cadre du programme éducatif « *Zukunft@BPhil* » et d'un cycle de médiation, une institution culturelle, en l'occurrence l'Orchestre philharmonique de Berlin, reprend des thèmes musicaux venus des pays d'émigration dans une série de concerts intitulée « *Alla turca* ». Cette manifestation propose ainsi des rencontres avec des artistes et entre musique orientale et occidentale sous forme d'un dialogue interculturel, organise des ateliers pour les enfants et leur famille, et prévoit également des rencontres entre des chœurs de profils différents et entre des groupes de musique traditionnelle turque auxquels s'adjoignent les musiciens professionnels de l'Orchestre philharmonique de Berlin.

Toujours dans le cadre de notre enquête, nous avons demandé aux établissements dans quelle mesure leur programme en général, et pas uniquement celui des offres de médiation, établit des liens avec les pays d'origine. J'ai fait cela à titre d'exemple pour des thèmes en lien avec des pays n'appartenant pas à l'Union européenne car l'Allemagne accueille en son sein une communauté importante venue de Turquie. Il suffit de faire le parallèle pour constater qu'il est relativement rare, dans les lieux culturels classiques, que justement ces liens interculturels soient établis. On trouve des exceptions ponctuelles en ce qui concerne les bibliothèques et les musées, où l'on rencontre plus souvent ce genre d'initiatives. Ainsi, il n'est pas rare que les bibliothèques fassent l'acquisition de documents en langue étrangère, par exemple en turc ou en russe, ou encore qu'elles organisent des lectures qui mettent en lumière certains pays d'émigration. L'analyse des musées proposant des offres du même type montre qu'il s'agit presque exclusivement de musées ethnologiques ou de musées d'Histoire des civilisations, qui ont dans leurs collections permanentes des objets qui les rattachent à ces cultures.

Cette enquête nous a également permis de nous renseigner sur l'offre existante des actions éducatives en langue étrangère. On peut d'ailleurs s'interroger et débattre à ce sujet sur l'importance et l'utilité

d'une telle démarche. L'analyse a toutefois montré que le tourisme culturel en bénéficiait largement. Si des actions éducatives sont proposées en langue étrangère, c'est généralement en anglais ou en français. Il est plus rare qu'il s'agisse de langues typiques des pays d'émigration, comme par exemple pour l'Allemagne le russe (15 %) ou le turc (9 %) (cf. *graphique 4*).



Graphique 4 : Institutions avec offres langues étrangères

A ce propos, je vous citerai l'exemple d'une offre éducative proposée en langue turque : il s'agit d'un travail de coopération entre l'Amicale germano-turque de Lemgo et le Musée de la renaissance de la Weser du château de Brake, qui ont commencé leur collaboration par l'élaboration conjointe d'une exposition intitulée « Orient et Occident », pour laquelle le musée a demandé à l'Amicale s'il ne pourrait pas enrichir l'exposition avec des lectures, des danses, de la musique et des conférences tant en allemand qu'en turc. Cela a donné lieu par la suite à une coopération permanente puisque le programme Renaissance de la Weser, coordonné par l'Amicale germano-turque, propose régulièrement des visites guidées en langue turque, ce qui a eu naturelle-

ment pour conséquence de modifier le profil du public fréquentant le Musée de la renaissance de la Weser.

En soi, le thème « Coopération avec les associations culturelles de migrants » ne manquait pas d'intérêt et nous avons pu l'approfondir au cours de notre enquête. Il en est ressorti qu'il est encore rare de trouver de telles coopérations dans le cadre des institutions culturelles publiques, et qu'elles se font surtout entre orchestres. Comme on pouvait s'y attendre, cela concerne surtout des groupes de musique folklorique ou des chœurs ayant engagé un travail de coopération avec des orchestres classiques.

Toujours dans le champ social, on relève également l'importance du thème des « médiateurs », c'est pourquoi nous avons questionné les établissements culturels afin d'évaluer la proportion de personnes issues de l'immigration travaillant dans le domaine artistique ou bien ayant des postes administratifs à responsabilité, c'est-à-dire qui occupent une position supérieure dans les programmes en question. Ici encore, on a pu observer que ce pourcentage est nettement inférieur à celui des personnes issues de l'immigration au sein de la population entière. En revanche, les orchestres font exception puisque les pays d'origine de leurs membres ne correspondent pas aux pays d'émigration classiques ; il s'agit plutôt des pays de l'Asie de l'est – Japon, Corée du Sud – et de l'Amérique. Cependant, il n'en reste pas moins fort intéressant d'étudier la situation au sein des différents établissements culturels, afin de repérer la place qu'y occupent les collaborateurs issus de l'immigration, que ce soit parmi les artistes, parmi les personnes chargées de la programmation ou parmi les médiateurs culturels. Les divers programmes exercent-ils là une influence ? Y a-t-il davantage d'offres de médiation culturelle pour le groupe cible du public issu de l'immigration ? Nous nous sommes contentés de prendre en compte les lieux culturels proposant des offres de médiation, ce qui nous a permis de remarquer que l'on peut répondre par l'affirmative à ces deux questions, en ce qui concerne les musées et les bibliothèques. Près de la moitié des lieux culturels a ainsi déclaré proposer de telles offres. En revanche, on n'observe pas de tels effets dans les lieux assurant une production artistique et dont la programmation est naturellement très fortement influencée par la personnalité qui est à leur tête.



A la lecture des éléments révélés par cette enquête, on peut d'ores et déjà formuler quelques propositions sur la manière dont on peut améliorer et intensifier le dialogue interculturel dans les institutions classiques. D'une part, on ne peut que recommander de prendre toujours plus en compte l'art et la culture issus des pays d'émigration typiques – ce qui est encore trop peu souvent le cas – ou bien encore de mettre davantage l'accent sur les démarches artistiques privilégiant le thème de la migration. Les exemples que nous avons réunis ont montré que des formes de coopération étaient possibles. En d'autres termes : favoriser l'échange et la coopération avec les associations culturelles de migrants est une démarche tout à fait bénéfique. D'autre part, il peut être très profitable de recourir de manière ciblée à des artistes et à des médiateurs issus de l'immigration, afin qu'ils jouent le rôle de « passeurs » dans les actions de médiation culturelle et d'éducation à la culture.

Enfin, dernière et principale recommandation, nous préconisons de renforcer et d'étendre dès à présent les actions interculturelles dans les lieux de production artistique et dans les lieux de rencontre culturels, pour tous les publics mais peut-être davantage encore pour ceux ayant un arrière-plan migratoire. Sur ce point, il demeure toutefois la question de savoir pour quels groupes cibles l'on conçoit ces offres de médiation. Doivent-elles s'adresser exclusivement à un public issu de l'immigration, comme dans les exemples que j'ai évoqués, ou bien une telle homogénéisation du public visé ne contribue-t-elle pas de surcroît à la création de stéréotypes et d'une sous-catégorie dont une partie du public serait exclue ? Par ailleurs, les analyses ont mis en évidence que le fait de s'identifier avec des personnes ayant une histoire personnelle comparable, et le fait d'avoir un passé migratoire, peut devenir le motif déclencheur qui nous poussera à nous intéresser à de nouvelles cultures. C'est finalement un équilibre difficile à trouver entre les deux missions suivantes : d'un côté, créer des rencontres interculturelles dans des lieux culturels dont c'est la vocation, et de l'autre, proposer à des publics cibles issus de l'immigration des thèmes et des offres variés en parvenant à les toucher et à les intéresser, sans pour autant laisser de côté le reste de la population qui n'a pas forcément de passé migratoire. L'analyse montre que les idées et les stratégies pour y parvenir nous font encore défaut, et il convient selon nous de soutenir encore davantage les institutions cul-

turelles comme toutes les initiatives émanant de la société, afin les aider à développer des programmes et des actions appropriés favorisant le dialogue interculturel. Ce serait déjà une réussite si ce colloque pouvait contribuer à faire avancer un peu les choses.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Merci bien pour ce riche exposé qui nous sera fort utile par la suite puisque nous aurons demain l'occasion, dans le premier groupe de travail, d'aborder précisément ces thèmes, en particulier la question de savoir comment les offres classiques sur lesquelles vous avez mis l'accent, font face à cette situation. Cela amène la question suivante : que se passe-t-il par ailleurs avec les formes d'art alternatives ? Peut-être sont-elles tout aussi intéressantes et proposent des solutions complètement différentes.

HAMZA FASSI FIHRI, *Député et Echevin de l'Etat-civil, de la Culture et de l'Emploi-Formation, Bruxelles :*

Trois questions rapides, tout d'abord sur le choix des lieux culturels. J'ai cru comprendre qu'il était question ici d'analyser l'offre proposée par les institutions culturelles en direction des populations issues de l'immigration, et je ne retrouve pas d'analyse sur l'offre des cinémas, alors que je considère qu'ils font aussi partie de l'offre institutionnalisée. Ils constituent à mon sens un vecteur vers une population plus large que certains autres lieux. Ma seconde question est méthodologique et porte sur l'un des volets abordés dans l'étude, qui est le choix des collaborateurs dans les institutions. Nous avons régulièrement en Belgique un débat sur l'opportunité ou non de connaître l'origine ethnique des personnes et donc des collaborateurs d'institutions. Comment avez-vous pu le faire et comment cela se passe-t-il en Allemagne ? Enfin, ma troisième question porte sur l'objectif visé par les recommandations : selon moi, c'est un objectif qui vise à valoriser et à reconnaître les cultures d'origine des populations présentes. Or étant donné que ce sont des populations qui sont aujourd'hui installées ici, n'y aurait-il pas des recommandations à faire non pas dans une logique de valorisation des cultures d'origine, mais peut-être en vue de construire un socle culturel commun ?

Prof. Dr. SUSANNE KEUCHEL :

Pour répondre à la première question concernant le choix des lieux culturels : il s'agissait d'une étude commandée par le Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche, lequel nous a fourni la liste des établissements culturels participant à l'enquête. Il était spécifié qu'elle ne concernerait que les musées, les théâtres classiques, les théâtres lyriques, les bibliothèques et les orchestres. Il manque donc là bon nombre d'établissements, dont certains tout à fait dignes d'intérêt, et j'espère pouvoir encore approfondir ce champ de recherche. Il manque par exemple les salles de cinéma, mais aussi les centres socio-culturels et tous les lieux indépendants, théâtres, scènes et lieux alternatifs dédiés aux arts. Nous nous en sommes tenus là pour commencer et aussi pour des questions d'organisation, mais je veux croire que nous étendrons notre champ de recherche à l'avenir. Nous avons en outre collaboré avec les associations professionnelles concernées pour avoir d'autres échos et affiner notre perception. J'ajouterai encore un mot concernant l'échelle de notre étude : nous avons enquêté en Allemagne auprès de l'ensemble des institutions assurant une mission de production artistique et auprès d'une partie des musées et des bibliothèques, en veillant à tenir compte de la taille des communes et des différentes sortes de musées. Cela a eu pour conséquence de faire apparaître une grande disparité entre les offres proposées par les communes, en fonction de leur taille.

Par ailleurs, nous avons intégré à l'enquête la question de l'origine des collaborateurs, étant donné qu'il n'existe aucune donnée ni aucune source qui en font mention, et nous avons nous-mêmes interrogé les établissements culturels pour avoir un aperçu de la situation.

Quant au dernier point que vous avez évoqué, il reste de l'ordre de l'objectif que l'on aimerait atteindre. On observe, dans les institutions classiques, que les premiers dialogues s'amorcent de façon ponctuelle lorsque le pays d'origine comme le pays d'accueil sont pris pour thèmes, sous quelque forme que ce soit, et confrontés l'un à l'autre. C'est ce que j'ai tenté de formuler dans ma conclusion. J'estime qu'il nous reste encore du chemin à parcourir, mais ce serait bien sûr formidable si les grandes institutions classiques ayant une activité de production artistique se décidaient à l'avenir à ouvrir leurs portes aux

formes nouvelles et transculturelles qui se développent actuellement en Allemagne mais plutôt dans les lieux culturels indépendants.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Il va de soi que nous n'avons eu ici qu'un petit aperçu de ce que serait une analyse exhaustive, mais il a néanmoins son importance. Une question me vient : avez-vous eu le sentiment en réalisant cette enquête que l'on a réalisé beaucoup de choses ces dernières années, peut-être grâce à une prise de conscience récente ? En se fondant sur ce qui vient d'être dit, peut-on évaluer d'une manière ou d'une autre ce phénomène ? Existe-t-il une dynamique qui n'était pas encore à l'œuvre il y a dix ans ?

Prof. Dr. SUSANNE KEUCHEL :

Nous n'avons pas seulement répertorié les offres de médiation culturelle pour les personnes issues de l'immigration, mais également celles destinées aux enfants, aux jeunes, aux seniors et aux autres groupes cibles. Nous sommes parvenus à un résultat très frappant puisque depuis 2005, en Allemagne, ces offres ont généralement été multipliées par trois voire par quatre et se sont nettement diversifiées, si bien que désormais non seulement davantage de personnes bénéficient de visites guidées dans les musées, mais on crée également plus d'offres ciblées pour certains groupes tels que les enfants, les établissements de l'enseignement secondaire ou encore les seniors. Quant au dialogue interculturel, c'est un forum ouvert et tout neuf. Nous avons pu discuter des résultats obtenus avec les établissements et les associations professionnelles concernés et il est clairement ressorti de ces échanges qu'il plane une grande incertitude sur ce thème : non pas que l'on veuille l'évincer, mais on se demande comment mener à bien le dialogue interculturel et comment maintenir l'équilibre entre conservation de l'héritage culturel et innovation. Il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

J'aimerais à présent en venir à la première des trois études de cas qui nous attendent, et qui porte sur Anvers. Nous nous sommes déjà penchés sur cette ville dans nos précédents colloques. Pour ceux qui nous accompagnent depuis le début, l'occasion se présente donc

pour la seconde fois de porter notre attention sur cette ville belge située en territoire flamand. Je suis très heureux que Philip Heylen, échevin de la ville, siège aujourd'hui parmi nous.

**Philip Heylen**

*(Echevin de la Culture et du Tourisme de la ville d'Anvers)*

**La culture avec et pour tous les citoyens – un plan de participation pour Anvers**

Je me réjouis aujourd'hui de pouvoir vous parler de la participation dans le cadre de la politique culturelle de la ville d'Anvers. Je dois vous dire honnêtement que ma collègue, madame Keuchel, et moi-même n'avions rien convenu ensemble. Cependant mes collègues et moi avons étudié beaucoup d'éléments de recherche qu'elle vient de mentionner dans sa présentation. Je pourrai donc réagir aux questions en me basant sur l'ensemble des faits récents. En effet, les résultats du plan de participation ont été approuvés il y a à peine deux mois.

Anvers, mesdames et messieurs, est une ville qui se vante d'appartenir à tous : il faut donc que l'offre culturelle s'adresse elle aussi à tous. Pour moi, une politique culturelle est une sorte d'épreuve olympique. Comme vous pouvez le voir, je ne suis pas un marathonnien, pourtant j'achève des marathons. Et il en va de même avec un plan de participation. Cela a demandé beaucoup de temps, plus de 2 ans, pour mener les recherches et trouver des gens prêts à répondre sincèrement. Lors d'une épreuve olympique, la participation est plus importante que la victoire. Dans le domaine de la culture, la participation en elle-même représente déjà une grande victoire. Il est très important de pouvoir participer à la culture et ce que vous voyez ici en est un bon exemple. Il s'agit de la parade Murga. Les murgas illustrent parfaitement ce que nous avons réalisé ces dernières années dans notre ville : ces fanfares interculturelles rassemblent plus de mille personnes à Anvers au cours de leur parcours à travers la ville. Bref, la culture peut être une langue universelle, à condition de l'interpréter très largement et de lui offrir un cadre. Voici quelques chiffres sur Anvers. Anvers est la ville qui, avec Amsterdam, compte le plus de nationalités sur son territoire (pas moins de 168). Les groupes

les plus importants sont les Marocains, les juifs et il y a même un fidjien.

Quand on regarde la ville d'Anvers, on voit une population de 482.000 habitants. Mais lorsque l'on regarde la composition - l'ADN - de notre ville, on s'aperçoit qu'Anvers est une sorte de laboratoire de recherche. Cet ADN nous apprend que c'est une ville avec beaucoup de gens seuls et de jeunes, et que plus on s'éloigne du centre historique, plus l'âge moyen de la population augmente. En tant que responsable politique, j'attache beaucoup d'importance au fait qu'en 2020 50 % des enfants d'Anvers auront pour langue maternelle une langue autre que le néerlandais. Il s'agit là de la génération future qui participera à la culture.

J'ai remarqué la présence ici de collègues de Gand, d'Anvers, de Bruxelles et du Limbourg. Parce qu'en Belgique - vous savez que ce pays est parfois compliqué- la culture relève des communautés, il existe donc une politique culturelle au niveau des communautés, plus précisément de la Flandre ou de la Communauté francophone. Nous avons ajouté à cela un volet anversoïse. Lorsqu'on parle de participation, il existe toujours deux voies : une voie intégrale, où la culture s'adresse au groupe dans son ensemble, et une voie par catégorie, où on s'adresse à certains groupes cibles. C'est cette approche par catégorie que l'on a voulu réaliser avec l'accord politique de 2007-2013.

Je vous parle ici de la Flandre. Je parlerai seulement de choses que je crois connaître. Depuis plusieurs années nous attachons de l'importance à la participation mais les résultats demeurent vraiment mauvais. Il ne suffit pas de proposer deux fois par an une programmation destinée aux autres cultures pour améliorer les choses. Ce n'est pas parce que votre salle est pleine de personnes que vous pouvez affirmer que l'année est réussie. Il ne suffit pas de tenir des discours pleins de principes. Moi, comme échevin de la culture, quand je prépare chaque année mon budget, je demande, et ce depuis des années, qu'il y ait une certaine participation des différents acteurs. Alors je reçois toutes sortes de plans et de déclarations qui donnent l'impression que tout est en ordre. Cependant, les chiffres dont nous disposons maintenant, les résultats recueillis auprès de toutes les institutions culturelles et les recherches menées entre autre à travers de l'étude que je vous présenterai maintenant prouvent le contraire. La

situation m'évoque l'image d'une équipe de pompiers regardant droit dans l'objectif sans voir que la maison est en flammes.

La question de notre perspective se pose. Ma perspective est que la culture est un monde de différences. Le philosophe français Michel Foucault a dit un jour, et j'aime à le citer, « Vive la proximité pour devenir citoyen du monde ». Je crois que cela résume bien la situation, si les gens veulent être citoyens du monde, cela commence dans leur propre quartier. Il me semble que nous devrions voir une représentation du quartier et du public au travers de l'offre culturelle. Voici l'objectif parce que la culture est le fondement et le ciment de la société. Mais lorsque nous allons un pas en avant, nous nous demandons si la participation est vraiment un droit, ce qui est un point de départ très important. Dans son œuvre *Jules César*, Shakespeare débute par le vers « Lend me your ears », ce qui exprime parfaitement, à mon avis, ce que nous entendons par politique culturelle à Anvers : il faut que des gens risquant de faire naufrage à cause d'un handicap, de leur origine ou de leur âge puissent assister à des représentations culturelles. Je dirais que tout le monde voudrait une telle situation. Nous pensions faire du bon travail depuis plusieurs années mais je vais vous présenter de nouveaux projets.

Mesdames et messieurs, je suis convaincu que toute personne doit avoir le droit de décider s'il veut participer ou non à la culture. Mais lorsque ce choix ne se présente pas, il s'agit là selon moi d'exclusion. La participation, c'est aussi le partage, et la tâche principale de la ville et des responsables politiques est de créer le cadre pour cette participation élargie. Cela signifie d'une part, un élargissement maximal de l'offre, et d'autre part, une augmentation des compétences culturelles - ce qui nous tient particulièrement à coeur. On se doit également d'aider les gens dans l'heure, ce qui inclut bien évidemment le soutien des enfants et des jeunes. Il faut absolument tenir compte de cette diversité dans l'offre comme dans le personnel des institutions (culturelles), dans le public comme dans l'équipe technique, mais aussi dans la programmation et dans le conseil d'administration. Savez-vous comment sont composés la plupart des conseils d'administration des grandes institutions culturelles en Europe ? Près de 75 % de ces conseils d'administration sont constitués d'hommes, blancs, de plus de 45 ans. Si vous trouvez que c'est une bonne chose, alors cela perdurera ainsi ! Si vous voulez que cela change, il faut avoir le courage de

le faire. Vouloir faire évoluer les choses est plus facile à dire qu'à faire. Au final, il faudra stimuler le sens de la communauté et la cohésion sociale. En d'autres termes, lorsque on réalise tout cela, je suis d'accord pour dire que le mot culture est un verbe ! J'aimerais bien qu'il existe en néerlandais, en français, en allemand, ainsi que dans toutes les langues, un verbe comme « je culture ».

Quels sont les groupes sur lesquels nous avons orientés notre recherche ? Les jeunes, les personnes âgées, les handicapés, les personnes défavorisées et les gens d'origines ethniques et culturelles diverses. Nous avons invité le secteur culturel à s'orienter sur le marketing de leur produit qu'est la culture. Je sais qu'il est parfois difficile d'associer les mots « produit marketing » et « culture » dans une même phrase. La segmentation de l'offre doit être orientée vers le futur. Lorsque vous travaillez dans une entreprise, vous voulez évidemment que vos produits soient à la portée du consommateur et pour cela vous tenez compte de tendances futures. Ceci n'est pas toujours le cas dans le secteur culturel ! Ce qui importe pour nous, c'est le vieillissement de la population, le mouvement écologiste et les défis sociologiques qui nous attendent demain. En d'autres termes, les entrepreneurs culturels, comme n'importe quel entrepreneur, doivent s'orienter vers les clients et vers l'avenir. J'aimerais encore vous signaler trois données importantes : si le nombre de personnes avec un handicap physique s'accroît, leur mobilité augmente également grâce aux avancées technologiques. Par ailleurs, le nombre de gens d'origines ethniques diverses augmente également. Enfin, le nombre de personnes âgées augmente aussi, mais il y aura bientôt une génération de baby-boomers qui auront le temps et les moyens de participer à la culture.

Comment a-t-on interrogé nos cibles ? Nous avons distingué dans notre enquête l'offre d'une part et le consommateur d'autre part. Le domaine de l'offre concerne la pratique tandis que le domaine des consommateurs pose les questions des seuils à franchir, des besoins. Nous avons fait cette enquête en nous basant sur les 6 P : Prix, Produit, Place, Promotion, Personnel et Partenaires. La conclusion mesdames et messieurs est que les efforts faits dans un seul de ces 6 domaines ont rarement mené à un rendement. En d'autres termes, quand on investit seulement dans une certaine offre, dans une certaine langue, pour une certaine cible, ou en jouant avec le prix seule-



ment, cela ne rapporte rien. Cela fonctionnera seulement si l'on fait un mélange idéal et si l'on agence les différents domaines de façon consciencieuse. On pourrait le comparer au profit-marketing commercial où il également faut tenir compte d'au moins 4 de ces 6 P pour obtenir un résultat. On voit trop souvent des réalisations du côté de l'offre. On trouve ainsi des représentations devant des salles blanches, avec des programmateurs blancs et des collaborateurs blancs ! Il ne suffit pas seulement de souhaiter la participation mais il faut aussi la mettre en œuvre.

Je voudrais vous exposer certaines de nos découvertes. Les gens défavorisés à Anvers participent deux fois moins que les autres à la culture. Mais l'idée que les gens pauvres ne s'intéressent qu'à ce qu'on appelle la littérature « low-brow » est un mythe, comme le montrent les chiffres. Par ailleurs, les efforts fournis ne sont pas toujours rentables. Une organisation sur quatre fait des efforts structurels. Quatre organisations sur dix font des efforts dans des projets pour défavorisés. 40 % des organisations collaborent avec des partenaires. Mais la cible elle-même, c'est-à-dire les défavorisés eux-mêmes, est rarement consultée ! De quelles institutions s'agit-il ? Il s'agit de la philharmonie, du ballet, du théâtre, mais également de salles de cinéma, de bibliothèques, de centres culturels, d'arts amateurs, etc. Soit plus de 68 institutions au total.

Je voudrais également vous parler des gens d'origines ethniques et culturelles diverses. Là aussi, quelques mythes se brisent. Ce sont précisément les gens d'origine étrangère qui visitent les bibliothèques. Est-ce une question de culture ? Est-ce pour le livre ? Est-ce parce que la bibliothèque est un lieu de rencontre ? Ou parce que l'on peut naviguer gratuitement sur Internet ? Je ne saurais vous le dire. Un deuxième mythe affirme que ces gens ne seraient pas sensibles à une offre commerciale et on ne voit pas de démarche de communication les concernant. Ils le sont bien pourtant. On constate par exemple que les gens originaires d'Europe de l'Ouest ont globalement presque le même taux de participation que l'Anversois moyen. En revanche les gens arrivés dans notre ville dans les 30, 40 dernières années ayant un autre fond culturel que le premier groupe, participent beaucoup moins. Le problème subsiste donc déjà depuis 40 ans et la politique n'a pas réussi à le résoudre. Je voudrais vous faire partager les dix clichés que j'ai entendus, et que beaucoup d'entre vous connaissent

aussi sans doute. Je peux vous prouver catégoriquement qu'ils sont faux. Je vais le faire vite, car je crois que tout le monde dispose de la documentation.

*Tous nos instituts de culture, que ce soit la Philharmonie Royale, le Ballet de Flandre, l'Opéra de Bruxelles ou un musée local, sont ouverts à tous et tout le monde est bienvenu.* Cela est vrai, cependant, il y a beaucoup de seuils visibles et invisibles qui empêchent cette ouverture au plus grand nombre. Par ailleurs, l'accessibilité peut être difficile. Et beaucoup de gens, sans que nous n'en soyons pas conscients, doivent vraiment franchir ce seuil pour se rendre dans un institut. Remémorez-vous la dernière fois où vous êtes allés à l'opéra ou votre réaction la première fois que vous avez assisté à une représentation. Beaucoup de gens ne savent pas quoi faire, quand applaudir par exemple. Les gens ont peur de se ridiculiser. Il faut absolument supprimer ce sentiment.

*La gratuité est un avantage, elle permet à tous les milieux de côtoyer la culture.* Elle a toutefois ses limites. Vous venez d'entendre l'exemple du collègue bruxellois. Les salles de cinéma d'Anvers ne sont pas très abordables. Je ne connais pas la situation aux Pays-Bas, en France ou en Allemagne, mais à Anvers il faut compter 9 ou 10 euros. Pour quelqu'un qui vit avec un petit revenu, cela représente beaucoup d'argent. Mais les cinémas sont très populaires dans ces groupes sociaux.

Autre idée : *les personnes handicapées.* On pense dans 90 % des cas à des gens en fauteuil roulant, à des gens qui ont des problèmes visibles. Mais personne ne réalise que je pourrais me trouver ici et m'adresser à vous en étant sourd. Je ne sais pas si vous me dites quelque chose. Imaginez que je sois sourd. Les gens sourds ne vont pas au théâtre puisqu'ils ne le comprennent pas, ils ne vont pas écouter la musique ni aller à l'opéra. Et bien, depuis plus d'un an, nous avons réussi avec beaucoup de succès à inviter les gens sourds à l'opéra à Anvers. Vous pouvez donc réussir à accueillir dans votre institution un nombre de personnes avec un prétendu handicap.

*Le paysage culturel d'Anvers est bien connu grâce à des brochures, des sites, de la documentation.* Effectivement il y a beaucoup d'informations, mais elles demeurent méconnues. Ce qui me frappe, c'est cette nécessité d'être toujours *trendy* et dans la communication. Plus les couleurs et les goûts se remarquent, plus les gens vont les

apercevoir, les retenir. Mais gardons notre communication claire et régulière, car cela permettra d'atteindre beaucoup plus de gens que si l'on tient à tout prix à être dans le coup.

*Les personnes âgées ont le temps et les moyens financiers pour pouvoir participer. Ils sont aisés.* Cette idée est un vrai cliché.

*Les enfants et les jeunes ne participent pas beaucoup.* C'est le contraire, ils participent souvent. C'est un groupe qui est prêt d'aller à la bibliothèque et au théâtre des jeunes. Il faudrait seulement que les parents ou les grands-parents, les frères ou sœurs pensent la même chose. Car si eux ne les accompagnent pas, les enfants n'y arriveront pas !

*Aller à la bibliothèque, c'est un peu démodé. A-t-on encore besoin de bibliothèques ? Ne pourra-t-on pas tout faire via un tablet PC, comme par exemple lire des livres ?* Mesdames et messieurs, un tablet PC, comme l'ordinateur et comme un smartphone restent pour la plupart des gens un rêve inaccessible. Il ne suffit donc pas d'orienter la communication sur ces gadgets. Aller à la bibliothèque où l'on peut vous aider, ou encore faire des recherches vous-même, est très efficace.

En fin de compte, la participation des groupes défavorisés concerne tout le monde, aussi bien les personnes qui dirigent une institution, que les programmeurs, le personnel technique et administratif, etc.

Je voudrais conclure par quelques recommandations. Une de ces recommandations est de guider les gens vers la culture à l'aide d'une signalisation, comme des colonnes d'info par exemple, de façon à ne pas dépendre de l'ordinateur ou d'Internet. Optez pour une politique transparente des prix. La gratuité ne garantit pas la participation massive de notre cible. Il faut chercher cette cible de manière efficace. Beaucoup de gens qui ont des problèmes ne veulent pas être traités comme des pauvres. Ils ont aussi des droits, et peut-être préfèrent-ils payer 0.10 € plutôt que d'avoir l'entrée gratuite. Pour le produit, les institutions communales devraient procéder graduellement : miser sur les événements certes, mais aussi sur la manière d'y amener les gens. Et finalement il est important de toujours rappeler les informations à propos d'un projet, d'un événement ou encore d'une institution que vous connaissez bien, mais que le grand public ne connaît pas forcément. J'ai aussi abordé la diversité du personnel et de la collaboration

avec vos partenaires, tout comme madame Keuchel vient de le dire, et montré l'importance de la diversité.

Mesdames et messieurs, cette étude m'a ouvert les yeux. Nous croyions qu'en investissant des dizaines de millions d'euros nous pouvions atteindre beaucoup de gens. Cependant il n'est pas vrai que ces mêmes gens aient ignoré nos offres culturelles. Je conclurai par quatre faits concrets. Il faut savoir que nous avons un budget culturel de 64 millions d'euros par an, soit 6 % du budget global des subventions. A partir de l'année prochaine, les institutions culturelles à Anvers recevront des subventions seulement à partir du moment où celles-ci présenteront clairement dans leur contrat de gestion quels sont leurs projets pour favoriser la participation. La première année est une année d'évaluation, mais les années suivantes on ne pourra pas se contenter de continuer en pensant faire du bon travail, tandis que les résultats ne sont pas ceux escomptés. Nous allons donc établir tout cela dans un contrat de gestion. Et je regrette de devoir dire cela, mais après toutes ces années, le seul moyen de motiver les gens reste l'impulsion financière. Par exemple, sans vouloir caricaturer, on répète constamment que l'objectif n'est pas de vouloir que toute la communauté turque ou marocaine remplisse l'opéra, ni que la communauté juive d'Anvers aille voir le Ballet Royal de Flandre. Ce sont des clichés. Je vous donne un exemple : l'année dernière, il y avait une représentation à l'Opéra flamand de Shiane el kwababi, une personne d'Afrique du Nord qui a intégré dans l'opéra une sorte de formation de street dance. C'était la première fois, et ce fut un énorme succès. Certes, ce n'est qu'un symbole, mais vous connaissez leur importance.

Un deuxième instrument est la carte A, A comme Anvers. Il s'agit d'une carte de fidélité, comme il en existe des dizaines, un loyalty program. Celle-ci se distingue des autres car elle s'adapte au revenu des gens. Il nous a fallu six ans de travail pour la mettre en place. Cela signifie que les gens défavorisés, dépendant du CPAS et qui reçoivent de l'argent du fait de leur situation précaire, ont plus de points sur leur carte que des clients au revenu modeste ou qui ont les moyens. Mais nous lions aussi cette carte à la participation effective : lorsqu'ils emploient la carte pour aller à la bibliothèque emprunter un livre, pour aller au cinéma, au théâtre, au centre culturel, ils reçoivent des points supplémentaires. Ainsi nous voulons donner à tous, de manière équilibrée, l'occasion de participer aux institutions culturelles, chacun

dans sa dignité. De l'opéra au ballet, du centre culturel au musée, de la chorale à la vidéo. Cette carte débutera le premier janvier de l'année prochaine. On trouvera dans chaque institution culturelle une boîte à l'entrée. Lorsqu'on passe par là, on reçoit des points, des informations. Etes-vous allés six fois au cinéma ? On vous invitera à une première, afin de favoriser la participation.

Ajoutons encore deux projets du patrimoine : le nouveau Museum aan de Stroom (Musée au bord du fleuve) ouvrira ses portes le 17 mai 2011. Autrefois il y avait quatre musées, nous les avons regroupés en un. Ce musée d'Anvers ne sera plus divisé en domaines : ethnographie, folklore, monde maritime, histoire, patrimoine ; ce sera un mélange. Pourquoi ? Parce qu'Anvers, comme la couleur de cette pierre, est une ville à plusieurs cultures et parce qu'il est très difficile de présenter l'histoire d'Anvers sans y mêler notre communauté juive, indienne ou islamique. Et on ne fait pas cela en leur donnant une section séparée dans le musée, mais en les réunissant, car en fin de compte ils vivent ensemble depuis des siècles dans la même ville.

Le dernier musée que vous voyez ici est la Red Star Line, parce qu'Anvers a été le lieu à partir duquel 3 millions de gens sont partis pour l'Amérique entre 1874 et 1935, des gens comme aujourd'hui. La mobilité, la migration n'est pas seulement le fait du XIXème, du XXème ou du XXIème siècle.

Je crois que dans 500 ans, des congrès comme celui-ci seront toujours nécessaires pour raconter à ce moment-là que la migration, la participation et l'intégration seront toujours nécessaires. Je me réjouis donc de l'étude qui vient d'être présentée. Je suis content que dans ce contexte élargi nos chiffres aient été confirmés et qu'ils aient été approfondis sur certains points.

En tout cas je vous remercie.

MEMET KARAMAN, *Directeur du réseau interculturel de Gand* :

Mon nom est Memet Karaman, je viens de Gand. J'ai une question pour monsieur l'échevin : pourquoi les gens qui visitent le plus reçoivent plus de points et ont donc plus de possibilités de se rendre dans des lieux culturels ?

PHILIP HEYLEN :

En effet, il y a bien un rapport entre ces deux choses. Le but est de donner cette carte à tout le monde et de faire comprendre qu'avec ils peuvent entrer partout, parfois même pour 10 centimes. Là où un ticket coûtera pour vous ou moi peut-être 17 ou 18 euros, il coûtera seulement 10 centimes aux gens qui ne peuvent pas payer ce prix. Ce n'est pas gratuit mais ils peuvent pleinement participer. Ce système de points est une sorte de loyalty program que l'on peut comparer à ceux des compagnies aériennes : quand on voyage beaucoup, il est possible d'obtenir un vol gratuit après quelques temps. Alors pourquoi ne pas donner à ceux qui passent plusieurs fois à la bibliothèque l'occasion d'emprunter un livre gratuitement. Nous n'allons pas faire cela seulement pour la culture, mais également pour le sport, les loisirs et pour beaucoup d'autres domaines. L'administration communale a l'intention d'élargir ce système de carte A aux dispositions sociales. Il s'agit de stimuler les gens de cette manière à aller dans une institution quelle qu'elle soit et de les récompenser pour cela. Je ne comprends pas pourquoi cela vaudrait pour les compagnies aériennes, les stations essences, les supermarchés, et pas pour la culture. J'affectionne ce système et de cette manière nous avons l'intention de donner à tous l'accès à nos institutions.

GERT PHILLIPPETH, *Cadre de Culture à la ville de Gand* :

Je voudrais d'abord féliciter monsieur Heylen. Je trouve fantastique qu'un responsable politique ait ici de tels propos et intentions sur ce thème. Mais je voudrais qu'il explique un peu plus en détail l'étude menée à Anvers. Est-ce que la participation des minorités ethniques à des institutions qui ne sont pas reconnues a également été étudiée, comme par exemple la scène musicale des dj drum and base ? On constate là une très forte participation qui n'est pas reconnue par l'administration, ni subventionnée et donc pas mesurée. Quand on parle de participation, on tient seulement compte de ce qui est visible, ce que l'on paie, ce que nous reconnaissons comme administration. A côté de cela, il existe un tout autre monde. En avez-vous tenu compte à Anvers ?

PHILIP HEYLEN :

Honnêtement, il fut impossible de faire tout cela. Il y a énormément d'institutions à Anvers qui sont subventionnées, et vous les connaissez, dans le domaine socioculturel. Ce n'est plus la culture avec une majuscule, il peut s'agir d'associations turques ou marocaines, ou de toutes sortes d'organisations. A partir du moment où elles ont reçu mille euros de la ville, nous les avons recueillies dans ce projet, ce qui nous donne une idée mais pas de garanties à 100 %. Nous sommes allés très loin, et nous avons dépassé les limites de notre domaine, comme mon collègue vient de le remarquer. Nous avons l'intention d'impliquer aussi les gens du domaine socioculturel ce qui a bien marché.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Peut-être pourrions nous revenir plus tard au cours de la discussion sur le fait qu'il existe également dans un secteur privé de très nombreuses formes de cultures autonomes, en partie aussi sans aucun intérêt commercial, sans subventions et qui sont de fait encore un autre complément intéressant à ce qui a été étudié jusqu'à présent. Je pense qu'il s'agit là d'un fait général, car que peut faire la ville au fond ? Elle ne peut évidemment pas contrôler ce qui fonctionne de manière autonome et qui relève du secteur privé, mais il n'empêche que le levier que représentent les subventions agit déjà très bien.

TINA JERMAN :

Nous coopérons actuellement avec de grands établissements culturels de la région, comme dans le cadre de la Capitale culturelle par exemple. Grâce à une démarche participative engageant les décideurs de ces établissements, que sont les théâtres, les musées, les salles de concerts, nous essayons également d'élaborer des recommandations les concernant afin de rendre possibles de vrais progrès. J'en déduis de votre contribution que vous comptez désormais instaurer dans les accords politiques un système de surveillance suite à de nombreuses expériences où les directeurs d'établissements ont délibérément ignoré ces recommandations. Premièrement, j'aimerais savoir si vous avez aussi été confrontés à ce genre de pratiques, et deuxièmement, je serais curieuse de savoir quel système de surveillance et quels indicateurs vous avez choisis.

PHILIP HEYLEN :

Permettez-moi de parler de la capitale culturelle de l'Europe. En 1993 Anvers fut capitale culturelle, et ce fut le début d'un changement de mentalité, un changement de vision des choses. Si je suis ici aujourd'hui et si je peux faire part de ce récit, c'est parce qu'en 1993, nous avons eu un déclic concernant l'attitude à l'égard de la culture et la façon avec laquelle la population fut impliquée.

La capitale culturelle est un instrument incroyable car elle engage immédiatement les grands responsables politiques à étudier la situation et à obtenir des résultats. Oui, les institutions culturelles ne le font pas toujours spontanément. Pourquoi ? Parce qu'elles se trouvent depuis plusieurs années dans une sorte de carcan. Elles pensent faire du bon travail, on approuve ce qu'elles font, mais elles ne sont pas très efficaces. Nous allons les suivre de très près. Comment ? En examinant leurs efforts concernant les prix, le personnel, la promotion, la programmation, etc. Quelles sont les personnes que l'on a attirées, autrefois et aujourd'hui ? Quelle est l'offre ? Quels sont les fournisseurs ? Comment marche la communication ? Y a-t-il une diversité du public ? Voici des éléments qu'il faut évaluer à un certain moment. Donc, à présent, en 2010-2011, nous faisons table rase. Nous avons réussi, en interrogeant des centaines de personnes, des directeurs, des entrepreneurs, des artistes, à avoir une image précise des chiffres.

Toutes les institutions qui reçoivent de l'argent de la ville doivent apporter un plan financier... Nous avons donc étudié tout ceci et instauré un groupe contrôle qui nous permet d'évaluer les années 2012-2013, selon les changements effectués. Ceci ne devrait pas entraîner de remarque comme « Tout sera supprimé ! Plus de ballet à Anvers car il y a trop peu de spectateurs de telle ou telle catégorie ». Non, mais on va s'efforcer de stimuler les gens, et si cela implique qu'ils ne nous suivent pas dans cette direction, il me semble que c'est la tâche de l'administration de dire « Dommage, mais nous allons soutenir vos initiatives, du moins celles que nous pensons être dans notre champ de possibilités ». Peut-être est-ce un peu méchant, mais c'est la seule manière de progresser. Tout est évalué avec des paramètres objectifs, et nous disposons d'une période de 2 à 3 ans à partir du moment zéro qu'est aujourd'hui, pour arriver à des résultats.



Prof. Dr. FRANK BAASNER :

J'aimerais à présent passer la parole à la France. Nous nous réjouissons d'accueillir parmi nous des représentants de la ville de Strasbourg et de sa Communauté Urbaine. Paul Meyer va nous présenter un état des lieux de ce qui se fait à Strasbourg et dans son agglomération.

**Paul Meyer**

*(Conseiller municipal délégué à la Jeunesse et à la Vie étudiante, Ville et Communauté Urbaine de Strasbourg)*

**Multiculturalisme et Interculturalité**

S'il nous semble important de parler du rôle de la culture dans la cohésion des villes aujourd'hui, c'est que l'Europe se trouve actuellement dans une situation particulière : on assiste en effet dans de nombreux pays à la montée des extrêmes et à des phénomènes de repli communautaire. Parallèlement à cela et malgré une situation qui devrait davantage nous conduire à nous interroger sur la perte des valeurs et des repères culturels qui peuvent contribuer au développement de ces phénomènes inquiétants, on constate qu'en période de crise économique, nombreux sont les États et les gouvernements à rogner sur les politiques culturelles. Ce sont alors les villes qui prennent le relais, permettant la continuité et la préservation de ces thématiques.

Je ne peux m'empêcher de vous rappeler tout d'abord un peu ce qu'est Strasbourg et ce qui fait la spécificité de cette ville qui s'est construite depuis des années au fil des passages et des migrations, cette ville de routes et d'échanges qui a, peut-être avant l'heure, préfiguré ce que les républicains français appelleront bien plus tard le « creuset républicain ». A travers l'histoire de notre cité, j'aimerais également développer ce que peut être notre vision et notre manière d'envisager à la fois l'interculturalité et le multiculturalisme. Strasbourg se caractérise notamment par l'humanisme rhénan, qui est fait de cette volonté historique de Strasbourg de se construire non seulement à travers les passages et les croisements de différentes populations, cultures et civilisations, mais encore et surtout en se fondant sur ces richesses apportées des quatre coins du monde. Cela a été le

cas depuis des siècles, avec les apports des Celtes, des Romains, des Alamans, des Germains, des Francs... Plus proche de nous, Strasbourg a incarné en France l'histoire d'une ville tiraillée entre deux pays, qui a connu et qui vit peut-être encore plus fort aujourd'hui ce qu'est la capacité de s'être déchirée, d'avoir été ballottée d'un côté à l'autre du Rhin, et aujourd'hui de se retrouver et de se tourner vers l'avenir, en s'engageant dans la construction de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. L'Eurodistrict est un espace que nous espérons construire entre la France et l'Allemagne, jouissant d'un statut particulier et projetant cette vision de l'humanisme rhénan au travers de divers projets.

Les politiques que nous pouvons mener sur les questions de culture à Strasbourg sont nombreuses, et elles vont souvent dans le sens de ce que j'ai entendu un peu plus tôt. D'abord, nous avons une vision assez française : nous n'avons pas de statistiques ethniques en France, si bien que nous avons une manière de quantifier les diversités qui nous est propre. Ensuite, nous avons la volonté de construire autour d'un modèle républicain fort et en nous appuyant sur les valeurs de chacun. C'est un équilibre qui n'est pas toujours aisé à trouver et qui demande un travail constant, nécessitant la capacité de chaque habitant à apporter sa part d'histoire et de culture mais également à adopter celle qu'il peut trouver sur notre territoire. Nous devons donc être en mesure d'ouvrir les lieux de culture à la diversité et ainsi de répondre à une demande, puisque nous avons affaire à des populations qui ont le besoin de se retrouver dans les cultures qu'elles portent, qu'elles ont amenées avec elles et qu'elles ont envie de faire vivre ici. A nous donc de trouver ce point d'équilibre pour construire autour de la culture strasbourgeoise et de la culture française. Nous voulons donner à chacun une place dans la ville, avec le souci d'éviter tout communautarisme, et en offrant une vraie diversité quant aux lieux d'expression et aux événements. Entre autres, je pense par exemple au festival Strasbourg Méditerranée, qui fait le lien entre différentes communautés et permet à chacune d'apporter sa contribution et sa vision actualisée de ce que représentent ces cultures dans la ville. Nous souhaitons aussi offrir aux Strasbourgeois l'opportunité de faire le lien avec les acteurs de ces cultures et d'en profiter. Si je devais utiliser une image, ce serait celle d'un grand livre commun qui nous appartiendrait à tous, toutes origines et générations

confondues, mais que nous serions plusieurs à écrire en nous passant la plume les uns aux autres. Encore une fois, c'est un point d'équilibre particulièrement difficile et je voudrais m'efforcer de vous détailler un peu la manière dont nous avons envisagé depuis de nombreuses années de donner une place à chacun.

Tout d'abord, j'évoquerai plusieurs projets concrets. Depuis le début des années 90 s'est manifestée la volonté de trouver pour le citoyen strasbourgeois une reconnaissance, un point d'attache, une parole dans la cité. C'était nécessaire parce que bien souvent, certaines populations, ayant conservé leur nationalité d'origine, ne peuvent pas participer au vote lors des élections ; il était donc nécessaire de trouver un moyen de leur permettre de s'exprimer. C'est ainsi qu'a vu le jour le Conseil consultatif des résidents étrangers, qui permet à ces diversités de s'exprimer, de prendre part à la gestion globale de la cité et de donner leur avis de manière transversale sur l'ensemble des sujets, pour que la vie et la construction de la cité se fasse dès sa conception en amont avec l'ensemble des acteurs de la cité. En effet, la première des choses est incontestablement la participation. Vous le disiez lorsque vous évoquiez le besoin, dans l'administration notamment, d'avoir une représentation diversifiée des acteurs de la ville. La première des choses est par conséquent de permettre une prise en compte structurelle et sur l'ensemble des sujets, puisque la culture est un domaine extrêmement large. La première clé a donc été celle de la participation et de la prise en compte démocratique. C'est une structure qui a permis à de nombreux projets de se concrétiser et à la ville d'évoluer en associant l'ensemble de ses citoyens ; elle a été redynamisée en 2008, et aujourd'hui elle se divise en différentes commissions, dont une commission Culture, vigilante sur l'ensemble de ces sujets afin de faire en sorte que dans ces politiques culturelles, la diversité des origines soit systématiquement prise en compte.

Par ailleurs, nous sommes en réflexion sur la construction d'un projet qui nous tient beaucoup à cœur : il s'agit de la construction d'une Maison des Cultures et des Langues en Alsace. Ce projet reflète assez bien l'état d'esprit qui est le nôtre : inclure l'ensemble de ces cultures, afin qu'elles soient constitutives de l'identité de notre ville, puisque l'identité culturelle d'un territoire se construit en temps réel. Là aussi, nous avons la volonté d'associer, autour d'un projet fédérateur, l'ensemble des acteurs pour promouvoir l'enseignement des

langues, y compris régionales ou minoritaires, telles que le français, l'allemand, l'alsacien, le yiddish ou le manouche, mais aussi des langues d'origine que sont le turc, l'arabe, le kabyle, le berbère... L'idée de cette Maison, c'est aussi de construire ensemble la mémoire, l'histoire et le patrimoine de notre cité. Pour cela, il convient d'associer ces nouveaux Strasbourgeois et les plus anciens pour porter auprès de tous, et notamment des nouvelles générations, ce qu'est l'histoire de Strasbourg : c'est un message fort, qui permet à chacun de se sentir acteur de la construction de la cité et de son histoire. Cette Maison des Cultures et des Langues en Alsace a aussi pour vocation la création d'un conservatoire d'œuvres, qui serait chargé de la collecte et de la conservation des œuvres littéraires et dramaturgiques traitant des langues et des cultures en lien avec l'Alsace. Ce serait également un lieu de création, de production et de ressources, pour faire vivre et donner un sens nouveau à l'ensemble de ces langues et de ces cultures. Enfin, elle s'attacherait au développement de réseaux interculturels et interrégionaux, transfrontaliers et internationaux, car, étant une ville européenne, nous avons une vocation d'ouverture sur le monde et sur la société.

Enfin, nous souhaitons mettre en place des groupes de travail sur différentes thématiques pour structurer nos réflexions plus durablement sur l'ensemble de ces projets. De nombreux débats ont vu le jour à Strasbourg sur ces questions, lors desquels se sont parfois manifestées certaines craintes, et notamment un sentiment de perte de nos valeurs culturelles dans une Europe qui s'élargit et où la mobilité s'accroît. On ne peut pas aborder l'ouverture culturelle si l'on ne se pose pas aussi la question de l'accessibilité. J'ai été très séduit par la démarche de carte modulable pour permettre un accès tarifaire raisonné aux lieux culturels. Mais nous essayons également de réfléchir à la manière de faire tomber les barrières culturelles qui empêchent sociologiquement certaines populations d'avoir accès à la culture. Au sein d'une même population étrangère, on constate que ceux qui font partie des classes les plus aisées ont un accès facilité à l'ensemble de l'offre culturelle, tandis que l'écrasante majorité reste au bord du chemin. Notre volonté aujourd'hui, c'est de trouver les moyens, soit par des événements soit en ouvrant de manière un peu plus originale les lieux et les structures, de toucher un plus vaste public. C'est également d'initier des logiques de territoire, parce que bien souvent, au-

delà des origines ethniques, ce sont les origines sociales ou de quartier qui constituent un frein à l'accès à la culture. Il convient ainsi d'amener la culture dans l'ensemble des territoires, par des événements mais aussi par des structures, pour toucher ceux qui en sont le plus éloignés. Cependant, à l'inverse, il faut se garder d'enfermer chacun sur son territoire ou dans sa communauté. La difficulté est à nouveau de trouver le juste équilibre, par exemple en apportant des solutions aux jeunes qui réclament plus de moyens pour développer les cultures urbaines, tout en veillant à ne pas les enfermer exclusivement dans ces formes de culture. Comme citoyens, ils méritent d'être soutenus par la collectivité dans leur pratique. Mais il faut conjointement trouver le moyen d'arriver, dès le plus jeune âge, à les ouvrir à d'autres formes culturelles. De ce point de vue, nous essayons d'expérimenter le croisement entre différentes formes de culture, et d'investir des lieux de manière originale. Je citerai en exemple le Musée historique de la ville de Strasbourg, qui retrace l'histoire de notre cité. Or il attire très peu de jeunes et très peu d'étrangers. Nous y avons donc créé un événement en direction des étudiants strasbourgeois – dont on notera que 25 % sont étrangers – en faisant venir des œuvres d'art contemporain et des DJ, plus en phase avec les nouvelles générations. Nous avons été les premiers surpris par le résultat, d'abord concernant le nombre de participants : en une soirée, nous avons accueilli autant de visiteurs qu'en deux semaines de fréquentation normale. En outre, plus de la moitié des étudiants qui s'y sont rendus était de nationalité étrangère, venue d'ailleurs pour étudier à Strasbourg. Pour nous, cela a constitué un double succès, d'abord en terme de fréquentation, et ensuite parce que ces étudiants ont témoigné d'un véritable intérêt en s'attardant longuement au musée. Je pense que cela symbolise assez bien la manière dont on peut essayer d'ouvrir certaines barrières culturelles et sociologiques. Cela démontre aussi que les cultures d'ailleurs ne mettent pas en péril nos cultures locales, comme voudraient le faire croire certains. Au contraire, ces populations ont envie de comprendre la vie de la cité, d'y participer, et de la construire avec nous. C'est vers ce genre d'ouverture que nous voulons continuer de travailler.

De la même manière, concernant l'apprentissage des langues et des cultures régionales, parfois considéré à tort comme une forme de repli sur soi et de conservatisme, j'estime, tout comme le maire de

Strasbourg, Roland Ries, que lorsqu'on se connaît soi-même et que l'on a le goût d'apprendre, c'est une première étape vers la découverte d'autrui. C'est un apprentissage qu'on doit favoriser dès le plus jeune âge. Là où l'on a longtemps cru que les barrières étaient culturelles et tarifaires, nous croyons aujourd'hui qu'il faut davantage se tourner vers l'initiation et l'accompagnement. C'est pourquoi je préfère investir dans des guides qui seraient plus interactifs et orientés vers l'accompagnement des plus jeunes, plutôt que dans une politique d'abaissement des tarifs, qui profite le plus souvent à ceux qui fréquentaient déjà les lieux culturels et qui en avaient les moyens. On retrouve là encore une logique d'ouverture et d'accessibilité.

Enfin, nous avons la volonté de porter un certain nombre de valeurs culturelles, qui, dans une société où les valeurs boursières peuvent s'effondrer, gardent toute leur importance. Dans des contextes difficiles comme le délitement de la structure familiale, la perte de repères dans l'emploi ou les difficultés d'insertion, elles constituent des repères essentiels porteurs de sens. Dans ces conditions, la capacité à animer une vie culturelle, à favoriser le brassage et à écrire cette histoire commune est un moyen de construire sa cité et de tourner le dos à certaines formes de repli sur soi qui menacent nos sociétés modernes. En effet, aujourd'hui, les replis communautaires dus aux difficultés économiques et sociales sont nombreux et souvent interprétés comme un refus de s'ouvrir aux autres. Pour notre part, nous les considérons plutôt comme le signe d'une crainte et d'une incapacité à se sentir auteur de cette histoire commune.

A Strasbourg, l'investissement dans la culture est important puisqu'il représente plus de 24 % du budget de la ville : c'est la plus forte proportion parmi les villes françaises et cela représente plus de 77 millions d'euros annuels. Pour nous, cet investissement ne peut être que soutenu. Ainsi, ce qui permet de bâtir la ville, c'est à la fois l'attention à la vie de quartier et la projection à plus long terme dans l'avenir. Dans une ville qui porte depuis longtemps ces valeurs de démocratie et d'humanisme rhénan, dans une ville fière d'être une capitale européenne, nous voulons faire perdurer ces valeurs. Nous y parvenons grâce à notre université, grâce à la place des Droits de l'Homme à Strasbourg, grâce naturellement aussi au Conseil de l'Europe et au Parlement européen. Notre but, c'est d'essayer de faire du lien et du sens avec une population qui se sente pleinement ci-

toiyenne. L'une des clés pour développer ces valeurs, c'est le respect de chaque culture, la capacité à les inclure dans le grand livre de l'Histoire de Strasbourg, et la capacité à porter ce qui a fait notre histoire jusqu'à présent et ce qui la fera demain.

*ANNIE GUILBERTEAU, Directrice générale du Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles, Paris :*

Vous avez dit à juste titre, en ouverture de votre propos, qu'en France les statistiques ethniques sont interdites. En revanche, les statistiques sexuées sont plutôt encouragées ; l'Europe nous engage d'ailleurs à le faire. Je voudrais savoir si dans vos perspectives et vos projets, la problématique particulière du rapport des filles et des femmes à la culture est prise en compte, et si oui sous quelle forme. Je voudrais aussi ajouter que les deux précédentes études, que j'ai trouvées passionnantes, mériteraient, si elles doivent être poursuivies, d'intégrer également ce questionnement sur le rapport des femmes à la culture.

*AHMED MOUHSSIN, Député régional bruxellois au Parlement de la Région de Bruxelles :*

Dans votre intervention, M. Meyer, l'accent était mis davantage sur l'aspect socio-économique que sur l'aspect ethnique. Dans le cadre de la politique menée à Strasbourg, où l'on connaît les difficultés dans certains quartiers, je voulais donc savoir comment votre projet s'articule par exemple avec des projets tels que celui de Fadela Amara, qui essaie justement de créer un lien entre la cité et la banlieue.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Avant de tomber dans un débat franco-français ou belgo-français, j'aimerais plutôt avoir des questions précises auxquelles nos orateurs pourront répondre rapidement, et ensuite nous pourrions relancer ces questions qui vont créer des liens importants entre la dimension culturelle et les autres éléments de développement des villes, comme l'urbanisme.

MEMET KARAMAN :

J'ai entendu dire, monsieur, que les individus et les communautés se referment sur eux-mêmes et je me demandais quelles sont les initiatives de ces communautés pour contrer cela.

GILLES KUNTZ, *Conseiller municipal et d'agglomération, Grenoble-Alpes Métropole* :

Je suis élu à Grenoble et j'ai co-présidé un conseil de résidents étrangers, qui a pris pour modèle celui de Strasbourg. Or il existe en France un véritable déficit démocratique étant donné qu'une partie de l'échiquier politique, en particulier à droite, refuse de donner le droit de vote aux résidents étrangers. Ce serait faire tomber une discrimination d'État que d'instituer ce droit de vote et d'inclure tous les citoyens, dès lors qu'ils habitent dans une commune, qu'ils payent les impôts et qu'ils participent à la vie locale. On ne peut que regretter qu'à Strasbourg, entre 2001 et 2008, la droite ait mis en sommeil le conseil des résidents étrangers. Ma question est la suivante : Strasbourg se situe au cœur de l'Europe et au confluent de plusieurs cultures, et c'est une ville où le régionalisme est très fort. Par rapport au multiculturalisme que l'on veut développer, il me semble que c'est un atout que les citoyens strasbourgeois « de souche » comprennent bien, parce qu'eux-mêmes ont une double culture, avec la culture alsacienne, parfois même plus prégnante que la culture française. Ainsi, quand ils sont confrontés à d'autres cultures, ils comprennent mieux l'intérêt de maintenir leur culture d'origine. Je crois que c'est un atout fort de Strasbourg, et je voudrais savoir comment vous comptez l'utiliser, par exemple avec la Maison des cultures et des langues.

MEHMET-ALI AKINCI, *Chargé de recherche au Laboratoire Dynamique du Langage, Rouen* :

M. Meyer, vous êtes le troisième homme politique de qui j'entends : « Je vais créer une Maison des langues et des cultures. » Dans les années 80, j'ai entendu la même chose à Lyon et à Rouen ; vous êtes le troisième à Strasbourg. Ma question est la suivante : dans les années 80 on a créé des Maisons des jeunes et de la culture (MJC) pour occuper les jeunes des quartiers ; est-ce une nouvelle politique du gouvernement actuel de vouloir créer des Maisons des langues et des cultures pour toucher la culture du haut et non pas du bas ?

PAUL MEYER :

Je vais commencer par la fin : je ne suis pas Ministre et je ne suis pas non plus au gouvernement ! Le projet que j'ai évoqué n'a vraiment aucun rapport avec les MJC, et je doute qu'il ait un rapport avec ce qui a



pu se faire à Lyon ou à Rouen, puisque nous avons des langues régionales et une culture régionale assez forte, qu'on ne peut comparer qu'avec la Bretagne et la Corse. Strasbourg a une spécificité alsacienne, mais aussi européenne, et c'est pour cela que je me suis permis d'insister sur les valeurs et le sens particulier de l'échange et du dialogue dans notre ville.

Si vous me le permettez, je répondrai dans le désordre aux questions. Concernant la place des femmes, il convient de faire un travail en amont sur l'accessibilité. Aujourd'hui, dans les milieux aisés, on a une fréquentation a priori totalement paritaire des lieux de culture. Mais comment permettre une inclusion de l'ensemble des populations ? Je vous donne deux exemples concrets : premièrement, nous avons une élue qui est déléguée aux droits des femmes à la ville de Strasbourg. C'est un choix du maire que d'avoir une élue qui veille à ce que sur tous les sujets, on ait une prise en compte particulière du droit des femmes. Deuxièmement, des actions concrètes : certaines associations apprennent aux femmes à parler et à écrire le français. Ainsi, l'association *Femmes de parole* permet aux femmes de mieux comprendre la langue, et donc de s'intégrer dans la société. Une autre association apprend aux femmes, notamment à celles qui sont isolées et qui n'ont pas le permis, à faire du vélo pour pouvoir se déplacer de manière autonome en ville ; ces deux initiatives facilitent ainsi l'accès aux structures culturelles.

A propos de Madame Amara, j'ai évité de trop politiser mon intervention jusque là, mais j'estime qu'elle n'a rien fait. Comme dans d'autres pays européens, nous sommes confrontés à des difficultés dans des zones qui ont été ghettoïsées pendant des années, et où l'on a besoin aujourd'hui d'un véritable investissement culturel. Or comme je le disais, l'État se désinvestit aujourd'hui dans ce domaine pour des raisons comptables et en s'appuyant sur la crise économique, attitude assez partagée dans l'ensemble des pays européens. D'une part, l'État retire son soutien à l'animation locale, aux fonds culturels, etc. alors que les besoins sont criants, et d'autre part il est à peine au niveau sur le plan de la rénovation urbaine, pour ce qui est de briser les ghettos et de réorganiser la ville de manière plus ouverte. Pourtant, on a besoin de ces deux pans puisque le culturel se fonde aussi sur l'habitat : on sait qu'en fonction des formes d'habitat, des cultures différentes se développent.

Touchant le repli communautaire, on constate que ce phénomène existe, mais pour les Français de souche comme pour les gens d'autres origines, quand ils ne vivent pas bien, quand ils sentent leur culture opprimée ou insuffisamment reconnue ou quand ils ne la maîtrisent pas eux-mêmes. Ce sont bien souvent ceux-là mêmes qui traduisent, dans leur vote ou dans leur comportement, des réactions violentes ou extrêmes. On parle parfois des « nouveaux convertis » : ce sont justement ceux qui maîtrisent le moins les notions historiques et culturelles. C'est la raison pour laquelle on se doit d'inclure toutes les cultures sans les renier mais en faisant en sorte qu'elles s'intègrent dans un moule plus global. C'est un équilibre subtil auquel il est extrêmement difficile de parvenir.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Il est temps de donner la parole à Sabine Schirra, directrice du service culturel de la ville de Mannheim, ville que tous parmi vous ne connaissent peut-être pas très bien. Il s'agit encore une fois d'une ville dynamique, qui a connu toutes sortes de migrations depuis des siècles.

### **Sabine Schirra**

*(Directrice du service culturel de la ville de Mannheim)*

### **« Projets féconds » et enjeux stratégiques – le développement de l'action interculturelle à Mannheim**

J'aimerais vous donner quelques éclairages fournis par le service culturel de la ville sur le développement et l'état actuel de l'action interculturelle à Mannheim, en procédant de la manière suivante :

- quelques chiffres sur Mannheim
- des « projets féconds » aux concepts stratégiques développés par le service culturel
- des projets culturels ponctuels aux enjeux stratégiques de la commune
- en résumé

### **Quelques chiffres sur Mannheim**

Eu égard à la composition de sa population, la ville se doit aujourd'hui de mener une politique d'action interculturelle. En effet, selon des

chiffres de 2009, la population s'élève à 322.878 individus, dont 37,5 % ont un passé migratoire, et la ville compte 163 nationalités différentes.

A Mannheim comme dans des villes comparables, la composition de la population envisagée sous l'angle de son passé migratoire varie beaucoup selon les quartiers.

Centre-ville /Jungbusch	55,4 % de la population est issue de l'immigration
Neckarstadt-West	59,1 % de la population est issue de l'immigration
Schwetzingenstadt	33,4 % de la population est issue de l'immigration
Lindenhof	27,6 % de la population est issue de l'immigration

Si l'on considère les jeunes de moins de 18 ans, la part de ceux ayant un passé migratoire progresse nettement pour passer de 37,5 % à en moyenne 54,8 %.

Centre-ville /Jungbusch	83,5 % de la population est issue de l'immigration
Neckarstadt-West	78,9 % de la population est issue de l'immigration
Schwetzingenstadt	66,8 % de la population est issue de l'immigration
Lindenhof	45,3 % de la population est issue de l'immigration

### **Des « projets féconds » aux concepts stratégiques développés par le service culturel**

Ces projets prennent modestement leurs racines dans le programme « Culture à la cave », une plate-forme dédiée aux artistes en lien avec le quartier de Jungbusch, qui se tient régulièrement depuis 1992. De cette série de manifestations sont nées, en coopération avec les acteurs du quartier, les journées de la culture intitulées «Les visages de Jungbusch sont multiples » ; elles se déroulent chaque année et leur résonance dans le quartier est tout à fait positive. En outre, la « Balade nocturne », qui se déroulait l'an dernier pour la septième fois lors du dernier week-end d'octobre, attire plus de 8.000 visiteurs venus d'un peu partout.

Au même moment, le service culturel a commencé à inviter les acteurs intéressés à des conférences de quartier et à proposer diverses réunions d'information en coopération avec le responsable des questions d'immigration et le service d'aide sociale à l'enfance. Elles ont

permis de dresser un état des lieux de la situation actuelle et d'en vérifier les conclusions sur le terrain.

Au milieu des années 90, en raison de l'augmentation constante des besoins en ressources humaines, la question suivante s'est posée : doit-on poursuivre le travail engagé dans le domaine interculturel et l'action culturelle dans les quartiers ? Et si oui, comment le mener ? Quelles possibilités offre-t-il pour l'avenir ? Où chercher des modèles et des exemples desquels s'inspirer ? Pour apporter des réponses à ces interrogations, le service culturel s'est vu confier une mission, décidée au niveau politique. Avec le projet pilote *Neckarstadt-West*, qui concerne un quartier avec un fort taux d'immigration, on a jaugé les chances et les potentiels de l'action interculturelle, recherché de nouveaux modes de participation et testé de nouvelles formes de coopération. Ce projet a bénéficié de financements spécifiques attribués par la commission des affaires culturelles.

Les résultats du projet-pilote *Neckarstadt-West* ont conduit en 2005 à une journée d'information sur le thème : « Vis-à-vis : le travail culturel dans une société marquée par l'immigration ». Ce thème a soulevé un vif intérêt. Les participants ont voté à une très forte majorité pour la poursuite de ce travail, encadré par des spécialistes.

Dès lors, l'action interculturelle ne pouvait plus être seulement du ressort du service culturel, d'autant plus qu'il y avait déjà à Mannheim d'autres exemples couronnés de succès, comme le travail interculturel entrepris par le théâtre jeune public Schnawwl. Il fallait intégrer l'ensemble des acteurs du champ culturel. Une autre mission décrétée au niveau politique a donc été de développer les pistes d'action du travail interculturel, en amorçant un échange d'idées sur la teneur du travail interculturel à Mannheim, mené entre des personnes avec ou sans passé migratoire, les institutions culturelles et les lieux culturels indépendants. Ce faisant, l'idée était de rassembler les expériences et les pratiques afin de les mettre à la disposition de tous. Il va de soi qu'avec cette feuille de route, on voulait également définir quel serait le champ thématique.

## **Des projets culturels ponctuels aux enjeux stratégiques de la commune**

### *Orientations de la politique d'aide au travail culturel au niveau local*

Un processus de réflexion commune, mené en interne mais animé par des intervenants extérieurs, entre les établissements culturels de la commune et les principaux bénéficiaires des subventions, a conduit à l'élaboration d'un document définissant les orientations de l'aide au travail culturel au niveau communal : il confère à Mannheim l'image d'une ville culturelle et définit les objectifs et les domaines d'action de la politique culturelle et des activités mises en place. La décision du conseil municipal du 27 février 2007 a fait de ce document la base sur laquelle doit désormais s'engager le travail culturel. L'une des 13 lignes directrices porte explicitement sur l'importance et la valeur accordée aux projets interculturels.

### *Stratégie d'action du travail interculturel*

La stratégie d'action du travail interculturel est née quasiment au même moment que la réflexion sur les lignes directrices, mais elle a nécessité plus de temps pour passer de l'état de concept au vote d'un texte, en raison du processus de participation. Les destinataires en étaient les équipes de direction des institutions culturelles (Théâtre National, Musée Reiss-Engelhorn, Technoseum, service culturel de la ville, etc.) ainsi que les décideurs politiques.

Vingt-quatre personnes motivées issues ou non de l'immigration ont collaboré activement au sein du réseau *Interkultur*, dans un processus participatif étalé sur un an et demi et animé par un expert. Des artistes, des représentants des institutions culturelles de la ville et des lieux culturels indépendants ont pris part à ce processus de concertation, qui est entré en vigueur suite à la décision du conseil municipal du 2 octobre 2007 comme base fondatrice à laquelle il convient désormais de se tenir.

Ses objectifs sont clairement formulés. La stratégie d'action contribue concrètement à faire participer les personnes issues de l'immigration sur le plan culturel à Mannheim. Cela signifie notamment :

- Ancrer l'action interculturelle dans les établissements culturels
- Reconnaître et soutenir la diversité des cultures présentes à Mannheim et des artistes qui y résident

- Renforcer la compétence interculturelle des organisateurs et du public
- Encourager les discussions de fond à propos des processus d'immigration
- Prendre davantage en compte les personnes issues de l'immigration dans la politique du personnel

On a attribué à ces objectifs les champs d'action suivants :

- Ouverture et sensibilisation des institutions culturelles
- Amélioration de l'accès des personnes issues de l'immigration
- Soutien aux artistes ayant un passé migratoire
- Mise en réseau des acteurs et des scènes culturelles
- Nouvelle campagne de relations publiques orientée vers les groupes cibles
- Définition de la question de l'immigration comme défi pour les responsables au niveau communal

Les donneurs d'ordres et les politiques ont été tenus au courant de l'état actuel et de l'avancement de ce champ d'action grâce aux informations parues dans le rapport sur la culture, publié régulièrement.

#### *Bilan intermédiaire*

Le bilan intermédiaire concernant les deux stratégies d'action que l'on vient d'évoquer est mitigé pour 2008 et 2009. En résumé, on pourrait dire que la démarche est lancée mais qu'il reste encore beaucoup à faire ! Il y a ainsi du positif et du négatif, et l'on peut dire que :

- Certes, l'action interculturelle n'est plus un thème auquel se consacre seulement le service culturel mais l'ensemble des établissements culturels soutenus par la commune...
- mais les orientations du travail culturel sont restées lettre morte, oubliées au fond d'un tiroir.
- Certes, l'on a défini le travail interculturel comme une mission importante et à long terme que doit poursuivre le service culturel, et ses objectifs ont été mis noir sur blanc...
- mais les autres établissements culturels n'ont pas repris ces orientations et cette stratégie d'action dans leurs documents de travail ni dans leurs rapports.
- On a réalisé que les thèmes et les objectifs qui s'y rattachent ne peuvent finalement être appliqués qu'« à domicile », là où les ins-

tances dirigeantes manifestent la volonté de travailler sur l'interculturel et prennent des décisions.

- Personne, au plus haut niveau hiérarchique, ne suit de près le projet pour le faire avancer.
- Quelques établissements ont pris conscience de l'importance du thème de l'interculturel, sans que cette prise de conscience soit généralisée, si bien que la « masse critique » n'a pas pu être atteinte.
- Le travail interculturel, ou *cultural mainstreaming* pour employer un terme plus exact, ne constitue pas un élément dans une stratégie d'ensemble et n'est pas devenu un thème transversal obligé dans la politique de la commune.
- Le rapport qu'ont établi les institutions culturelles sur le thème de l'interculturel a fait apparaître de nettes différences entre les besoins constatés et les actions mises en œuvre.
- En revanche, la stratégie d'action a suscité un vif intérêt au niveau suprarégional et national ; elle a été diffusée à l'échelle de l'Allemagne et a servi de modèle dans d'autres villes.

*Le mouvement de réforme Change<sup>2</sup> engagé par la municipalité de Mannheim.*

La ville de Mannheim s'est fixé un objectif ambitieux : elle veut devenir d'ici 2013 l'une des villes les plus modernes d'Allemagne. L'enjeu essentiel du mouvement de réforme « *Change<sup>2</sup> – Changement au carré* » était clair depuis le début : aller d'une réflexion sur les structures d'organisation à un mode de gestion administrative qui mette l'accent sur les résultats. Ce mouvement se fonde sur les objectifs qui prévalent pour l'ensemble de l'administration municipale. La ville de Mannheim s'est fixée 7 objectifs stratégiques.

1. Avec un *urbanisme attentif à l'écologie comme aux questions sociales*, Mannheim offre les avantages d'une métropole peu étendue, donc sans les désagréments d'une trop grande ville.
2. Mannheim se pose comme *ville des talents et de la culture* et voit son nombre d'habitants croître.
3. Mannheim attire en moyenne *plus d'entreprises et d'entrepreneurs* qui fondent des sociétés que ne le font des villes comparables.
4. Mannheim est un modèle de métropole où règne une *cohabitation urbaine harmonieuse*.

5. Mannheim est un modèle *d'égalité dans l'accès à la formation* en Allemagne.
6. Mannheim fait partie du groupe de tête des villes *particulièrement actives sur le plan culturel* en mettant son *dynamisme économique au service de la créativité*.
7. Les habitants de Mannheim ont un *engagement citoyen supérieur à la moyenne* et sont particulièrement soutenus dans ce sens par la ville.

Le mouvement de réforme *Change*<sup>2</sup> est animé entre autres par une quarantaine de projets-masterplan, parmi lesquels comptent également les projets *Diversity Management* et *Dispositif d'intégration*. Le premier concerne avant tout le recrutement de personnel et la gestion des ressources humaines et c'est l'un des derniers projets-masterplan. Quant au second, il a déjà été adopté par le conseil municipal et poursuit essentiellement les objectifs suivants :

- Assurer l'accessibilité et l'information
- Permettre l'égalité des chances pour ce qui est de l'accès et de la participation
- Encourager et favoriser le bien vivre ensemble
- Identifier les potentiels et renforcer les capacités d'identification

Quelques-uns des principes de la stratégie d'intégration :

- Mannheim se reconnaît dans le principe de *l'égalité des chances pour tous* – indépendamment de l'âge, du sexe, de l'origine, de la religion, du handicap et de l'identité sexuelle.
- Mannheim est une ville *internationale et ouverte sur le monde*, qui considère l'immigration comme une chance pour l'avenir en termes de développement urbain, et qui soutient le potentiel des personnes issues de l'immigration.
- L'apprentissage de *l'allemand* est la condition indispensable pour pouvoir participer à la vie sociale et faire ses propres choix d'avenir au sein de la société.
- Les habitants de Mannheim font tout ce qui est en leur pouvoir pour *prendre part à la vie de la société*. Il faut par conséquent garantir qu'ils puissent être informés sur les possibilités existantes et qu'ils puissent y avoir accès.



- La ville de Mannheim soutient activement les *rencontres interculturelles* et le dialogue interreligieux et apporte son aide aux initiatives qui vont dans ce sens.
- A Mannheim, on considère les *associations de migrants* comme des partenaires importants pour favoriser l'intégration, on les encourage et les soutient dans ce rôle.
- La ville ne comporte *pas de quartiers socialement défavorisés* marqués par la ségrégation sociale.

Les actions réalisées à Mannheim témoignent clairement du fait que l'on considère le thème de l'intégration comme relevant de la responsabilité et de la mission de l'ensemble de la communauté des habitants. Les chances et les potentiels d'une ville marquée par une immigration internationale se révèlent à travers la stratégie d'intégration. Celle-ci vise non seulement à donner à chacun les moyens de déterminer ses propres choix pour l'avenir, mais encore à faire de Mannheim une ville où il fait bon vivre ensemble ; elle se nourrit de l'expérience et du sentiment d'appartenance à cette ville.

A travers le mouvement de réforme *Change<sup>2</sup>* et plus particulièrement à travers la stratégie d'intégration s'est établi le lien nécessaire entre d'une part le domaine limité du travail interculturel accompli par le service culturel et par les autres institutions culturelles, et d'autre part le quatrième objectif, faire de Mannheim un modèle de cohabitation urbaine harmonieuse. A cette fin, on a bâti un cadre contraignant auquel tous les acteurs concernés doivent se tenir, et ces derniers sont obligés de se remettre en question en se demandant si leurs activités correspondent bien aux objectifs définis.

En 2009 et 2010, dans le cadre du processus de réforme, tous les services de la ville de Mannheim ont développé leur système de management avec des objectifs, des mesures et des indicateurs. Même si la dimension du travail interculturel n'apparaît pas encore partout et même si tous les acteurs concernés n'ont pas encore bien défini de quelle manière ils contribueront à remplir cet objectif, quelques institutions ont néanmoins mis cela par écrit d'une manière qui les engage déjà.

Quant aux objectifs de management du service culturel, on peut les résumer ainsi : rendre visible et sensible toute la diversité des cultures présentes dans la société urbaine grâce au travail interculturel. On peut ainsi citer en exemple les actions suivantes :

- L'organisation du Concours Créole, axé sur la musique du monde, et d'une série de concerts où participent des groupes créoles
- Europa I Morgen I Land : série de manifestations accueillant des écrivains contemporains issus de l'immigration et qui écrivent en allemand
- Conférences spécialisées sur la qualification des acteurs, avec par exemple la présentation de la Sinus-Milieu-Studie
- Intégration de l'aspect interculturel dans les demandes de subventions et attention particulière portée aux projets portant sur le thème de la migration
- Extension du réseau des médiateurs.

Les musées Reiss-Engelhorn ont émis les propositions suivantes :

- Inciter les citoyens issus de l'immigration à fréquenter les musées
- Avoir recours aux associations de migrants pour servir de médiateurs
- Choisir les activités en concertation avec le chargé des questions de l'immigration et de l'intégration
- Faire en sorte que les personnes « à l'écart de la culture » puissent elles aussi visiter les musées
- Recourir aux comités politiques locaux
- Permettre aux populations « à l'écart de la culture » de participer directement à la préparation de manifestations pour éveiller leur intérêt.

#### *En résumé*

Grâce à leur travail interculturel, les institutions culturelles contribuent de manière essentielle à donner vie au quatrième objectif, faire de Mannheim « un modèle de cohabitation urbaine harmonieuse ». De la sorte, le travail interculturel est passé du statut de gadget au rôle de programme obligé. Les principes sous-jacents, comme la tolérance, l'intégration, l'égalité des chances et la participation appartiennent aux objectifs stratégiques qui guident l'action : il semble donc difficile d'y déroger. Le travail interculturel est la mission de toutes les institutions culturelles et de tous les programmes d'aide dans le domaine artistique ; désormais, il ne s'agit plus d'un programme de « niche ». La liaison entre les champs d'action limités au niveau local – de multiples micro-projets dans le plus d'endroits pos-

sible - et la stratégie politique globale au niveau communal est la condition *sine qua non* de la réussite. Les projets dédiés à l'art et à la culture sont le moyen idéal de refléter la diversité de la société urbaine et de l'appréhender sous un jour positif. Toutefois, leur impact demeure encore incertain. La prochaine étape sera de trouver la juste combinaison et les méthodes appropriées pour confirmer sans conteste cette réussite, et ce ne sera pas chose facile. Du moins il ne me vient pas à l'esprit de modèles ni d'exemples probants.

Enfin, pour conclure, l'on peut énumérer un certain nombre de facteurs de réussite :

- Les projets se doivent d'être convaincants sur le plan du contenu artistique, d'éveiller l'intérêt chez les gens, et doivent être développés à long terme. En effet, les projets éphémères nécessitent des moyens mais n'engendrent que la frustration.
- Le succès du travail interculturel se fonde sur des projets qui durent sur le long terme, qui sont systématiquement développés et ajustés, et dont les acteurs et les institutions qui en sont parties prenantes sont constamment évalués.
- A côté de ce qui se pratique concrètement dans les établissements culturels, apparaît la nécessité de développer une stratégie et des dispositifs relatifs au thème de la diversité, communs à toute la ville et auxquels les établissements doivent s'astreindre.
- Il faut réussir à attirer les personnes appartenant aux différentes communautés : cela nécessite l'existence de réseaux soigneusement encadrés, dans lesquels les personnes avec ou sans passé migratoire peuvent s'engager et où elles ont la possibilité de s'exprimer.
- L'expérience de l'immigration représente une chance, celle de pouvoir profiter d'autres expériences et d'autres points de vue : elle enrichit la société urbaine.

Le travail interculturel implique que l'on intègre les individus issus de l'immigration, depuis l'étape de la planification jusqu'à l'organisation concrète de manifestations et d'activités, et qu'ils puissent en être acteurs. Les réseaux fonctionnant avec des médiateurs issus des différentes communautés s'avèrent non seulement très utiles, mais surtout absolument indispensables pour atteindre et toucher ces groupes. Le travail interculturel permet de mieux apprécier les chances et les potentiels et constitue une invitation à la participation :

il représente par conséquent une composante indispensable de notre société démocratique.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Avant de nous lancer dans la discussion, j'aimerais vous remettre en mémoire un chapitre de l'Histoire culturelle européenne. Les débats que nous avons ouverts ici, et que nous poursuivons à chaque fois que nous participons à un colloque franco-allemand, reviennent fréquemment sur les thèmes de la citoyenneté, du communautarisme, des communautés, des structures tribales. Ces débats existent en Europe depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle ; nous nous inscrivons donc dans une longue tradition. Je dis cela très sérieusement, et notamment parce que dans la tradition européenne coexistent deux systèmes de pensée. Le premier, aujourd'hui encore très présent dans les représentations que les Français ont de l'État mais également du citoyen, remonte à Rousseau. C'est lui qui a imposé sa conception de la république, aux dépens de Montesquieu, l'autre grand théoricien de la démocratie. Les choses seraient différentes si c'était ce dernier qui avait fait prévaloir ses idées. Dans la république telle que la conçoit Rousseau, c'est l'individu, le citoyen, qui occupe une place centrale, et tout le reste est secondaire. Cela va de pair avec l'idée que cela importe peu de savoir où la personne a grandi ou qui étaient ses parents, car c'est le citoyen qui est au centre et en tant que tel il est avant tout un individu, qui n'est pas considéré comme élément appartenant à un groupe. Ceux qui connaissent l'Histoire de France savent aussi qu'il en découle des conséquences très concrètes. Danton a entrepris d'éliminer tous les niveaux intermédiaires des organisations françaises, c'est-à-dire tous les intermédiaires entre les individus et l'État. Napoléon, quant à lui, a fait fermer officiellement les universités et fondé les Grandes Écoles. Il faut voir cela dans ce contexte. Il s'agit par conséquent d'une longue tradition, restée très forte en France et qui a perduré jusqu'à nos jours.

A l'opposé existe le modèle venu d'Allemagne, avec Herder, qui s'est élevé contre la prétention à l'universalisme de la République française et qui a proposé un modèle inverse, qui était plutôt un modèle ethnique puisqu'il parlait des « voix des peuples ». Vous connaissez certainement l'idée selon laquelle les nations sont issues des langues, une idée qui part du principe que la langue est à l'origine

d'une identité collective. C'est un tout autre modèle de pensée. Ces deux approches se sont retrouvées jusqu'à ces derniers temps dans les débats européens sur l'intégration. Ce que je souhaite, c'est que nous gardions présent à l'esprit au cours de nos débats le fait qu'aucun des pays européens n'est parvenu – peu importe à quelle tradition de pensée il appartienne – à venir à bout de manière vraiment satisfaisante du défi posé par la transformation très rapide de nos sociétés. Les Anglais, avec leur concept du « laisser-faire », ne sont finalement pas parvenus à grand-chose. L'approche *Multi-Kulti* des Pays-Bas ne va pas sans difficulté. Quant aux Allemands, ils se sont débarrassés de leurs idées obsolètes sur la généalogie mais ne sont pas non plus au bout de leurs efforts. Enfin, je pense que l'on peut dire, sans trop vouloir critiquer les Français, qu'en France tout ne va pas non plus pour le mieux, quoique bien sûr le concept de *citoyen* soit remarquable. Je vous demande de la modération : soyons modestes dans nos propos et essayons de faire en sorte que tout le débat sur l'intégration ne se déroule plus seulement sur un schéma droite-gauche, ce que de nombreux pays européens ont réussi à faire en dépit des difficultés. Nous voyons beaucoup de pays dans lesquels règne un consensus relativement fort entre tous les partis politiques importants et démocratiques, qui s'accordent pour dire : « C'est un devoir que nous avons en tant que société, et nous devons agir. » C'est pourquoi je vous demande d'engager le débat en toute humilité et dans un esprit de respect mutuel.

MARC HAUG, *Directeur de recherche au CNRS, Président de l'Institut pour la Promotion du Lien Social (IPLS), Strasbourg :*

Ma question n'est ni de droite ni de gauche, elle s'adresse à tout le monde. On fait actuellement le constat, à Strasbourg mais pas seulement, de la difficulté que rencontrent de plus en plus de personnes, jeunes ou adultes, à maîtriser la langue. Or la maîtrise de la langue est pour moi un facteur fondamental de la cohésion sociale, faute de quoi on peut difficilement se parler, se comprendre, échanger. Et devant un conflit, au lieu d'utiliser les mots, on risque d'utiliser les poings. Le problème récurrent de la non-maîtrise de la langue signifie également qu'on ne peut pas bénéficier pleinement de la diversité des offres culturelles. Ma question est la suivante : que faire pour remédier à cette difficulté récurrente ? Est-ce que par exemple Strasbourg travaille par-

ticulièrement sur cette question, en essayant de permettre aux personnes, grâce à une meilleure maîtrise de la langue, d'avoir plus facilement accès à la diversité des offres culturelles ?

JEAN-PIERRE SCHLAGDENHAUFFEN, *Conseiller technique pour la culture au Cabinet du Maire et du Président de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg* :

J'aimerais juste que vous précisiez de quelle langue vous voulez parler : est-ce la langue française ou la langue d'origine, pour les gens qui viennent d'ailleurs ?

MARC HAUG :

S'agissant de personnes qui vivent en France, soit parce qu'elles y sont nées soit parce qu'elles y sont venues, la France étant un pays d'accueil, je pense qu'il est important qu'elles puissent, pour communiquer et agir ensemble, maîtriser du mieux possible la langue française. Sinon, cela rend toute coopération et tout projet de réalisation très difficiles.

CLAIRE BAZIN, *Chargée de mission sur la Politique de lecture dans la Communauté d'agglomération de Montbéliard* :

Mon propos va rejoindre l'intervention précédente. Pour avoir travaillé pendant près de vingt ans sur les questions des langues et cultures dites d'« origine », je me demande si lorsqu'on parle de langue, on ne doit pas aussi évoquer la langue d'origine ou la langue maternelle, parce qu'il me semble qu'on ne s'approprie une seconde langue que dès lors qu'on s'est approprié sa propre langue. Cette appropriation ne peut se faire que si la société d'accueil (qui n'est pas toujours très accueillante) reconnaît aussi quant à elle cette langue. Cela introduit une seconde question de ma part : comment améliorer les relations intergénérationnelles entre parents et enfants, voire entre grands-parents et petits-enfants ? Il y a parfois des décalages culturels entre générations aussi marqués, voire plus, qu'entre deux personnes de pays différents.

MEHMET-ALI AKINCI, *Chargé de recherche au Laboratoire Dynamique du Langage, Rouen* :

J'aimerais une petite précision concernant les personnes qui ne maîtrisent pas correctement le français. Concernant les jeunes qui naissent, grandissent et sont scolarisés en France, j'ai pour ma part étudié et analysé leurs compétences langagières dans leur langue d'origine et en français. A partir d'un certain niveau, ils n'ont plus de problème de maîtrise du français, mais ils rencontrent les mêmes problèmes auxquels est confrontée une classe sociale précise. Je voudrais donc savoir s'il s'agit des personnes de la première génération ou des jeunes de la seconde, voire de la troisième génération, comme en Allemagne ou en Belgique ; ce ne sont absolument pas les mêmes problématiques.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Voilà pour ce qui est de la langue. J'ajoute à titre d'information que l'on a abordé ces questions autour de la langue, de l'apprentissage de la langue et de l'inclusion des familles dans ces processus d'acquisition, dans un des colloques précédents. Vous trouverez dans les actes un certain nombre de réponses à cela. Mais nous allons cependant poser la question aux intervenants. Auparavant, nous allons écouter une autre question à propos de la cohésion, après quoi nous reviendrons au podium.

MURAT ERPUYAN, *Président de l'Association A Ta Turquie, Nancy* :

Je remercie les organisateurs pour cette rencontre très enrichissante du fait de la diversité des participants. Notre association est depuis vingt ans au cœur de ce sujet, qui est la culture comme outil de cohésion. Si les propos des intervenants me confortent parfois, ils soulèvent aussi des questions. En ces temps de crise, où l'on cherche des fautifs, la cohésion apparaît d'autant plus menacée : le coupable, c'est l'autre, bien souvent celui venu d'ailleurs. La France n'a pas vécu un été très heureux cette année, au sens où l'on a désigné certaines catégories comme étant responsables de tous nos malheurs. Dans nos sociétés désormais indiscutablement multiculturelles, la cohésion sociale est essentielle. La cohésion signifie pour nous la participation à la vie de la cité, afin que chacun se sente un élément du tout. L'exclusion est généralement ressentie comme une injustice. Par exemple,

en tant qu'association, je refuse le qualificatif d'association turque : nous sommes une association française, nancéenne, qui est une plate-forme de rencontre pour ceux qui s'intéressent à la Turquie ou aux problématiques liées à l'immigration turque. Pour les personnes originaires de Turquie, le débat européen a fait des dégâts. L'importance d'appartenir à une double culture, que nous prêchions depuis longtemps, a été balayée par ce débat duquel certains jeunes se sont sentis exclus. Au travers de la cohésion sociale, nous essayons d'apporter à la société des éléments de connaissance de l'autre, qui n'est finalement pas si différent, pour vaincre l'ignorance. Il existe deux manières de s'intéresser à autrui, l'une qui se contente de véhiculer des clichés (les Marocains et leur thé à la menthe, les Turcs et leur café) et l'autre qui s'attache à véritablement connaître sa culture. Non seulement la société d'accueil doit apprendre à connaître les différentes cultures, mais les jeunes eux-mêmes, pour construire leur identité, doivent s'approprier des éléments de culture. En effet, il existe un problème de transmission culturelle, qui est souvent aussi culturelle, et contre lequel une association comme la nôtre essaie de lutter. Même si notre association fait à présent partie du paysage nancéen, cela reste parfois très difficile pour nous de travailler avec les institutions culturelles. A l'inverse, si une institution culturelle faisait un concert avec le célèbre pianiste turc Fazil Say, ce serait cette fois-ci la population d'origine turque qui passerait probablement à côté. Cela illustre les difficultés qui persistent en dépit d'une certaine reconnaissance. Ainsi, l'année dernière, alors que l'on fêtait en France la saison de la Turquie, aucune de mes propositions n'a pu aboutir auprès des institutions culturelles. Les statistiques de Mme Keuchel montrent finalement qu'il faut sortir de ce phénomène de ghettoïsation et de communautarisme en collaborant avec les associations.

SABINE SCHIRRA :

J'aimerais intervenir sur deux points. L'expérience nous a appris, à Mannheim, que l'on pouvait diffuser et transmettre des savoirs sur les autres cultures, sur les traditions et les valeurs culturelles. Cela a été le cas dans le cadre de la programmation du Théâtre national comme lors du festival « Enjoy Jazz », où nous avons présenté des productions culturelles de grande qualité (par exemple venues de Turquie), que ce soit au théâtre ou en concert, ce qui nous a permis de toucher un



nouveau public. Au Théâtre national, nous avons constaté la présence d'une partie de la communauté turque, que nous n'avions auparavant jamais vue aussi nombreuse. Et c'est une bonne chose ! En outre, le consulat général de Turquie a assuré la cérémonie d'accueil, ce qui constitue une forme gratifiante de reconnaissance et de valorisation. A travers de telles actions, les institutions témoignent de l'intérêt qu'elles portent à ces cultures et de la valeur qu'elles leur accordent. Ce soutien nous est absolument nécessaire et nous le recherchons de plus en plus pour les festivals.

La seconde remarque que j'aimerais faire a trait à la langue. Je prends souvent le tram le soir, qu'empruntent aussi de nombreux jeunes, et là j'entends des expressions très familières, que ce soit en turc, en allemand ou dans d'autres langues. Voilà un signe d'appauvrissement du langage. C'est une question d'éducation, qui ne concerne pas seulement les personnes issues de l'immigration, mais tout aussi bien les Allemands. C'est pourquoi la question de la langue est absolument essentielle, et nous essayons, à Mannheim, d'avancer sur ce terrain en collaboration avec des fondations et au moyen de programmes d'aide destinés à la petite enfance, parce que c'est là que se joue le principal accès à la culture et à la société urbaine. Mais j'aimerais redire que cela ne concerne pas que les personnes étrangères ou dont les parents viennent d'ailleurs, cela concerne aussi les Allemands ; cela dépend du contexte familial et des influences extérieures. Je me suis laissée dire que beaucoup de jeunes issus de l'immigration ne maîtrisaient pas bien non plus leur propre langue. En se cantonnant au registre familial, on se prive de la possibilité de s'exprimer de façon nuancée, ce qui automatiquement vous ferme certaines portes.

PAUL MEYER :

M. Schlagdenhauffen, vous aviez peut-être raison de poser la question de savoir de quelle langue on parle, et je rejoins tout à fait ce que disait M. Haug : la première des choses pour pouvoir accéder au savoir et à la culture, c'est d'avoir les outils pour communiquer avec autrui. Peu importe les origines, en France comme en Europe, trop de jeunes sortent du système scolaire sans maîtriser correctement la langue, et ce phénomène touche aussi bien les jeunes avec que sans passé migratoire. Je rappelle que cet enseignement, dès le plus jeune âge, re-

lève des compétences de l'État et non pas des communes. Cela dit, ce que peut faire la ville, et ce que nous faisons à Strasbourg, c'est développer des actions touchant des publics ciblés. Par exemple, j'évoquais tout à l'heure l'association *Femmes de parole* qui s'adresse à des femmes issues d'une immigration récente et qui maîtrisent encore mal l'usage de la langue. Pour les plus jeunes, tout un travail d'accompagnement se fait autour de l'action périscolaire dans les centres socioculturels. Chez nous, cela se fait de manière un peu plus spécifique, puisqu'à côté de la langue officielle, le programme ELCO nous permet de développer l'« Enseignement des Langues et des Cultures d'Origine » de façon périscolaire, c'est-à-dire en marge du temps scolaire. Les bénéfices sont multiples : cela renforce les bases de la connaissance de la langue d'origine, mais cela peut également ouvrir une porte supplémentaire sur des langues régionales et enfin, cela peut permettre à certains jeunes de se rattacher à leur langue d'origine afin de se la réapproprier ou de l'approfondir. Ces démarches rejoignent celles que je décrivais tout à l'heure puisque ce travail rigoureux sur l'écrit et sur l'expression peut faciliter l'apprentissage ultérieur d'autres langues. Ainsi, apprendre sa langue maternelle, la langue officielle ou une langue régionale sont autant de démarches manifestant une ouverture et un intérêt et qui ouvrent l'individu sur l'échange et le dialogue.

PHILIP HEYLEN :

Je crois qu'à un certain moment, il faut prendre une décision. Tout le monde est d'accord : si vous ne connaissez, ne parlez et ne comprenez pas la langue de la ville, du pays ou de la région où vous habitez, où vous travaillez, où vous séjournez, rien ne va. Je pense que nous sommes tous d'accord sur ce point. La question se pose ; jusqu'où voulons-nous aller dans ce sens ? Passé un temps et pendant des années nous avons pensé à la création de quartiers, à l'installation d'infrastructures dans ces quartiers, à rassembler les gens, à y envoyer une armée d'assistants pour arranger les choses en dix ans. Nos prédécesseurs et tous les partis politiques, la gauche et la droite, sont coupables. Cela ne fonctionne pas. Maintenant nous avons revu notre méthode : tout personne qui, arrivant à Anvers, veut y habiter et y travailler, est obligé, et c'est un mot difficile, d'apprendre le néerlandais.

Vous pouvez parler la langue que vous désirez, nous respectons toutes les cultures, nous offrons nos services en 16 langues, dans un pays où il existe un conflit entre deux langues. Mais nous attendons de chacun une maîtrise du néerlandais pour une recherche de logement social ou que sais-je encore. Et nous y réussissons uniquement grâce à la persévérance que nous avons montrée depuis cinq ans. Nous progressons car chaque année nous donnons à des milliers de gens l'occasion de suivre ces cours dans une ambiance conviviale. Nous avons déjà demandé cette mission, et pendant plusieurs années nous avons pensé que l'administration flamande s'en chargerait. Cela n'a pas abouti, c'est pourquoi nous le faisons donc nous-mêmes. Vous avez raison lorsque vous dites qu'il s'agit d'une affaire pour l'administration. Mais si l'administration ne le fait pas, nous avons le choix entre deux choses : soit nous continuons à ricaner en pensant qu'il s'agit là d'un domaine propre à l'administration, soit, à un certain moment nous agissons. Et à présent nous le faisons en collaboration avec cette administration et cela fonctionne. Je pense donc que la connaissance de la langue est cruciale. Rien n'est possible s'il n'y a pas une connaissance de la langue, si les gens ne savent pas communiquer entre eux.

Au sujet de la cohésion sociale, ces cours de langue ont conduit à des écoles d'été. Cela signifie que les enfants qui résident chez nous, qui viennent d'une autre culture et qui sont souvent des enfants de demandeurs d'asile, reçoivent des cours en été, d'une manière décontractée, ludique. Chacun parle sa propre langue, mais on parle aussi le néerlandais. On leur apprend le néerlandais en 3 à 4 mois. Il est étonnant de constater que ces enfants savent et veulent apprendre en si peu de temps des notions d'une nouvelle langue (même une langue aussi difficile que le néerlandais). Mais la cohésion sociale, mesdames et messieurs, dépasse bien sûr la culture et la langue. Il s'agit également de l'attention prêtée aux espaces publics, à la propreté, à des villes bien développées, aux rues, à l'espace donné aux habitants. Lorsque les gens occupent des maisons misérables, ils seront des gens misérables, ils n'auront aucune fierté et ne seront pas respectés. La cohésion sociale concerne chaque responsable politique. Chacun dans l'administration communale d'Anvers est responsable d'une partie de cette cohésion sociale. Que l'on soit échevin du personnel, des travaux publics, des espaces verts, de l'état civil, de la culture ou de

l'économie, cela est très important. Pourquoi cela ? Parce que la culture n'est pas une île, évidemment. La culture est énormément importante, c'est très beau, mais pour beaucoup de gens c'est la dernière chose à laquelle on pense. Lorsqu'on doit d'abord se battre pour s'en sortir, pour trouver un emploi, pour trouver un logement, le temps pour la culture vient en dernier lieu. Mais nous devons bien prendre soin de leur apporter cette culture, d'où ma réponse à la question, le rôle de la culture et de la cohésion sociale :

1. La langue, la langue et encore la langue. La maîtrise d'une langue ne va pas de soi. Mais c'est notamment à travers la langue qu'on peut construire une communauté sans exclusion. Pour moi l'apprentissage de la langue est primordial.
2. Le second point n'est pas seulement la langue, mais aussi une responsabilité horizontale de tous les départements : un collège ou un gouvernement où n'il y a personne pour les affaires sociales ou pour la cohésion sociale finira forcément par échouer. Lorsque chacun est convaincu qu'il est pour une part responsable du développement urbain, de l'économie, des affaires sociales, du logement, de l'enseignement, etc., alors de grands pas en avant sont possibles. Je crois qu'il en va de notre responsabilité et de celle des autres. Et quand elles se rejoindront, une réussite sera possible.

Prof. Dr. SUSANNE KEUCHEL :

Je voudrais aborder la question du conflit des générations. Nous avons eu en 2004 la chance de pouvoir mener un grand programme de recherche commandé par le ministère fédéral, qui a pris la forme d'une enquête auprès des jeunes. Nous avons donc interrogé 2.625 jeunes sur leur rapport personnel avec la culture, c'est-à-dire non seulement sur leur intérêt pour la culture mais encore sur la manière dont cet intérêt était né : quand avaient-ils pratiqué pour la première fois une activité artistique ou culturelle ? Qui avait joué pour eux le rôle de médiateur ? Ces activités, les pratiquaient-ils avec leurs parents ou leurs amis ? Nous avons alors pu mettre en évidence en Allemagne un phénomène très intéressant, mais j'ignore dans quelle mesure on peut l'extrapoler aux autres pays. Nous avons ainsi observé que les jeunes développaient bien sûr en partie leurs propres formes artistiques, pour lesquelles ils avaient une préférence, mais aussi qu'il y

avait la même proportion chez les jeunes que chez les seniors de personnes intéressées par certaines formes d'art comme les arts plastiques ou l'art et le théâtre contemporains. En outre, nous avons constaté que l'un des facteurs clés est l'influence du foyer parental, et donc que manifestement, ce que l'on pensait autrefois, à savoir que l'ancienne génération avait sa propre culture tandis que la nouvelle en avait une toute autre, n'est plus exact aujourd'hui et a évolué lentement avec le changement sociodémographique. L'année suivante, nous avons réalisé une enquête auprès des parents, après quoi nous avons comparé les centres d'intérêt. Nous avons alors remarqué qu'il y a bien effectivement des recoupements, et que la génération des parents fréquente aussi de moins en moins les manifestations de ce que nous appelons la « culture classique ». On en conclut – et cela est valable aussi pour le dialogue interculturel – qu'à l'évidence, dans le domaine artistique précisément, la famille est un facteur extrêmement important si l'on veut faire bouger les choses dans le domaine de la culture. D'ailleurs, cela est vrai à tel point que les jeunes qui ne pratiquaient pas d'activité artistique dans leur temps libre en donnaient comme principale raison non pas le fait que leur famille n'en avait pas les moyens, mais qu'elle n'aurait pas eu de talent artistique. Et cela était indépendant du facteur de l'éducation, qui montre pourtant toute l'influence de la famille. On pourrait encore lancer un pont : si l'on part généralement du principe que le facteur de l'âge joue un rôle de moins en moins important au regard de l'intérêt porté à la culture, alors l'on peut aussi transposer ce résultat à d'autres facteurs sociodémographiques, comme l'arrière-plan migratoire. Il y a hélas de plus en plus d'espaces – j'entends par *espace* l'environnement social – qui marquent de leur empreinte et limitent l'intérêt pour la culture, et nous devons finalement casser cette influence.

PAUL MEYER :

Je me permets encore un petit mot pour préciser qu'à Strasbourg, le nombre de jeunes ou de moins jeunes qui ont des difficultés de langage et d'expression telles qu'ils sont dans l'incapacité de communiquer et de s'ouvrir est statistiquement très marginal. Cela ne concerne que les migrants qui viennent d'arriver et qui ne sont pas nécessairement passés par les structures scolaires traditionnelles, c'est-à-dire une part extrêmement réduite de la population.

PHILIP HEYLEN :

J'accepte de répondre à cela car nous constatons précisément maintenant, et je me permets de m'inviter moi-même à Strasbourg, que parmi la première génération de gens qui habitent en Belgique - des gens qui ont la nationalité belge, des gens qui ont plus de 60, 70 ans - beaucoup de ces personnes ne parlent ni le néerlandais ni le français. Et on constate que les enfants de la deuxième ou troisième génération ayant grandi dans nos écoles connaissent bien cette langue. Ce qui agrandit le problème est la place de ces jeunes : d'un côté ils restent toujours pour quelques-uns des étrangers, j'emploie le mot, et pour d'autres ils s'éloignent évidemment de leur famille parce qu'ils ont grandi dans cette nouvelle culture. Tout cela fait que, dans cette nouvelle génération, les problèmes sont en effet plus grands que nous le pensions. Vous avez donc raison lorsque vous dites que ce problème se pose pour beaucoup de jeunes. Mais nous voyons aussi, en tout cas en Belgique, quand je regarde les chiffres de Bruxelles, d'Anvers, de Gand, que toute cette génération qui est venue s'installer chez nous et qui s'est bien intégrée, ne maîtrise pas encore la langue. Et il est trop tard pour espérer cela, nous en sommes conscients. On ne va pas obliger ces gens-là à suivre des cours plus orientés vers les jeunes. Le nombre de gens de la première génération qui ne maîtrise pas le néerlandais ou le français après vingt ans est énorme et cela pose problème non seulement dans leur vie quotidienne mais aussi avec les jeunes de leur propre famille.

MEHMET-ALI AKINCI :

Ma question s'adresse à M. Heylen car je ne suis pas certain de l'avoir bien compris. Selon vous, la cohésion sociale passe-t-elle uniquement par l'apprentissage du néerlandais ? Je ne connais pas la situation d'Anvers, mais est-ce qu'à Anvers vous avez interdit l'apprentissage de la langue d'origine aux jeunes issus de l'immigration, comme c'est le cas dans le pays voisin, aux Pays-Bas ?

PHILIP HEYLEN :

Non, bien sûr que non, car j'ai dit moi-même que nous, comme administration, comme municipalité, nous proposons l'information en plus de dix langues. Donc nous employons aussi d'autres langues. Sans aucun doute il est naïf de croire que tout le monde doit parler le néer-

landais, que l'on doit donc nous comprendre et donc tout proposer en néerlandais. Non absolument pas, nous voulons respecter les différentes cultures qui sont ici et nous soutenons toutes sortes d'organisations culturelles et sociales où différentes activités peuvent être organisées dans plusieurs langues. Cela est valable aussi pour toutes les religions qui sont pratiquées à Anvers, et je suis l'échevin des cultes religieux. Mais nous demandons, à côté du respect pour l'identité et la propre culture, un apprentissage de la langue afin de favoriser l'intégration des gens dans la ville, dans le pays et de garantir pour eux un avenir meilleur. Ceci est notre mission principale. Donc il s'agit là d'une histoire à deux facettes. Autrefois il était question d'apprendre le néerlandais. C'est nécessaire. Depuis 4 à 5 ans nous donnons des cours du matin au soir dans une maison. Chaque année nous accueillons des milliers de gens. Il leur est donc possible de respecter leur propre langue et culture, tout en apprenant l'autre langue afin d'éviter l'impasse.

MEMET KARAMAN :

Je voudrais aborder deux éléments : d'un côté celui de la langue, du plurilinguisme et de l'autre celui de la cohésion sociale. Je crois pouvoir confirmer ce que dit l'échevin, car ce sont des aspects cruciaux pour chaque individu en Flandre et dans le monde. Mais je crois qu'il est encore plus important qu'il y ait une politique claire de la part de l'administration au sujet de la langue et du plurilinguisme. En effet, il n'y a pas si longtemps qu'il existait en Flandre une image floue sur ce sujet et c'était en sens unique. Ils doivent l'apprendre. Et je me réjouis d'entendre que les efforts nécessaires ont été réalisés. Pourtant je crois qu'il est important d'avoir une politique de plurilinguisme dans les pays européens. Comment s'y prendre avec le plurilinguisme ? Qu'est-ce que l'Etat ou l'école fait de cette donnée ? Il faudra pourtant s'y confronter car la mondialisation nous l'impose et en Flandre on ne peut certainement pas contourner cette donnée. Qu'en faisons nous et qu'en pensons nous ? En ce qui concerne la cohésion sociale, je crois qu'il subsiste toujours des malentendus de la part des individus, des communautés et de l'administration. Car on attend parfois beaucoup de l'autre. Je pense que la cohésion sociale est simplement un groupe de gens qui peuvent vivre ensemble. Il se peut qu'ils se mélangent, mais je crois que la solution ne sera pas ce mélange. La mixité

ne donne pas de cohésion. La cohésion signifie « compréhension », dans le respect de l'identité, et que l'on est solidaire si nécessaire. Il faudra également discuter de cet élément dans les heures qui viennent, car on risque parfois de le négliger.

AHMED MOUHSSIN :

Deux questions concernant la Maison des cultures et des langues, à Strasbourg. Le projet est assez intéressant mais je n'ai pas bien saisi quel était le ou les publics cibles. Par ailleurs, étant donné que l'évaluation des politiques publiques est importante, quand est-ce que les pouvoirs publics ou la municipalité de Strasbourg estimeront que cette Maison des cultures et des langues est une réussite, et quels outils utiliseront-ils pour évaluer si c'est une réussite au regard du public cible ? Il me semble que c'est toujours la grande difficulté à laquelle sont confrontés les nouveaux projets : déterminer le public cible et les outils d'évaluation.

PAUL MEYER :

Il me semble en avoir expliqué le principe : la volonté est que ce soit une maison totalement ouverte, qui vise toutes les populations dans leur diversité, que ce soit des Strasbourgeois de longue date ou pas et quel que soit leur âge. Le seul objectif que l'on puisse se fixer, c'est d'avoir le plus de fréquentation possible, et que le public soit aussi acteur et producteur, l'idée n'étant pas de concevoir une institution figée mais plutôt un lieu de dialogue et de création, de consultation et de participation, et évidemment de diffusion et de conservation. Nous n'avons donc pas de public cible, car nous avons beaucoup de mal à segmenter les publics en fonction de leur origine. Notre seule volonté est d'accueillir le public le plus divers possible, tant en terme de génération, que d'origine ou de sensibilité, pour faire vivre ce lieu dédié à la création. Quant à la notion d'évaluation, elle est évolutive puisque ce projet est nouveau et inédit. L'évaluation sera peut-être quantitative mais aussi qualitative pour apprécier la diversité de la fréquentation, la variété des projets, et les idées que les rencontres auront fait surgir. Enfin, l'ambition est que cette Maison participe au rayonnement de Strasbourg en permettant à tous de s'approprier ou du moins de comprendre l'identité strasbourgeoise, marquée par une volonté de métissage.



JEAN-PIERRE SCHLAGDENHAUFFEN :

Permettez-moi d'ajouter d'abord une remarque, et ensuite un complément d'information. Tout d'abord, je suis persuadé qu'en France, comme dans d'autres pays européens, l'illettrisme n'est pas uniquement l'apanage des populations immigrées mais concerne toutes les catégories. Je ne suis d'ailleurs pas sûr qu'on puisse obliger de manière légale les gens à apprendre la langue du pays, et si c'était le cas, je suis à peu près persuadé que nous aurions, en France du moins, à peu près toutes les associations sur le dos – et peut-être à juste titre.

Ensuite, concernant la Maison des langues et des cultures en Alsace, je préciserai que toutes ces initiatives, qui concernent les cinq volets inclus dans le projet, se font en concertation avec les différentes associations concernées : je pense notamment à des associations comme *Strasbourg Méditerranée* qui travaille sur la mémoire des immigrations les plus récentes, ou *Culture et bilinguisme* qui propose des activités périscolaires autour de l'enseignement des langues. Celui-ci s'inscrit en France, comme le signalait Paul Meyer, dans un cadre volontaire et périscolaire, mais s'appuie aussi sur des dispositifs de l'Education Nationale, comme les LCR (Langues et Cultures Régionales) qui existent en Alsace ou en Bretagne surtout en maternelle et en primaire. Quant aux ELCO (Enseignement des Langues et Cultures d'Origine), ces dispositifs sont mis en place avec l'Education Nationale et les pays d'origine qui en font la demande, sous forme de contrats renouvelés tous les ans.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Pour ceux qui s'intéressent à ces pratiques de l'enseignement des langues en France, une contribution qui figure dans les actes de l'année 2009 porte sur ce sujet.

SALAH AMOKRANE, *Coordinateur général de l'Association Taktikollectif, Toulouse :*

Certains propos de M. Heylen m'ont fait sursauter, parce qu'à l'entendre, on a le sentiment qu'il vit sa langue comme attaquée par les autres langues. Le dispositif proposé de l'apprentissage du néerlandais, loin d'être destiné à améliorer la communication, est un dispositif de défense. Je n'ai peut-être pas tous les éléments du débat mais je trouve que c'est une curieuse conception du rôle de la langue comme

outil de cohésion sociale que de priver ceux qui ne la maîtrisent pas des prestations sociales. Dans cette perspective, la langue apparaît davantage comme un outil de construction nationale que de cohésion sociale. Autre réaction par rapport à ce que j'ai entendu sur les questions d'éducation et d'accès : certes l'effort pour faciliter l'accès par le biais de tarifs adaptés n'est pas sans effet, mais la question de l'éducation, pour avoir accès aux lieux et aux disciplines, a été trop peu évoquée alors qu'elle a son importance. Peut-être y reviendrons-nous demain en atelier, et ce sera l'occasion de mettre en débat nos expériences. Il ne faut surtout pas commettre l'erreur de confondre, pour les migrants qui arrivent aujourd'hui ou pour les personnes issues de l'immigration, le manque d'instruction avec le manque de culture. J'ai parfois le sentiment qu'on oublie cet aspect des choses, parce que même faute d'instruction, certaines personnes ont développé un véritable talent musical, poétique, artistique. D'ailleurs, l'expérience de l'exil est une source d'inspiration artistique et culturelle très importante.

PHILIP HEYLEN :

Je voudrais parler de deux choses. D'abord je voudrais que vous sachiez qu'en Belgique et en Flandre les allocations ne sont pas basées sur une langue. Tout le monde qui habite, travaille ou vit dans notre pays reçoit ses allocations. Si ce n'était pas le cas, il y aurait une discrimination.

Mais imaginez-vous, chers collègues, que l'on parle tous le néerlandais ici. Combien parmi vous participeraient à ce débat ? Combien prendrait la parole si les casques d'écoute étaient débranchés ? Il ne s'agit donc pas d'un manque de respect pour la langue ou la culture, bien au contraire ! Mais ce que nous voulons faire dans la ville, c'est donner aux gens avec leur propre langue et culture l'occasion de faire un pas qu'ont déjà fait leurs enfants ou petits-enfants afin de pouvoir participer.

Lorsque l'on fréquente une école et que l'on ne comprend pas les leçons, on aura ce qu'on avait autrefois en Flandre, des écoles de concentration, c'est-à-dire des écoles où personne ne connaissait le néerlandais et où des enseignants aidaient à enseigner. Je trouve tout cela sympathique, mais en réalité, dans 80 % des cas, tous ces gens se retrouvent dans une situation difficile. Et nous voulons éviter cela.

Il ne s'agit ici nullement d'un manque de respect ou quoi que ce soit, je suis le premier à le dire. Dans quelle autre ville française trouve-t-on des brochures en néerlandais ou en russe ? Nous à Anvers, nous le faisons, et il y a d'autres villes en Belgique qui le font et qui trouvent cela important comme moyen de communication. A mon avis, la langue est un moyen de communication, mais lorsqu'on ne peut pas communiquer, cela se complique.

Et le débat que nous menons maintenant n'est pas nouveau. Longtemps il fut dit qu'on ne pouvait pas dire cela au nom de la solidarité, de la participation, pas d'exclusion. Mais finalement il y a toujours ce mur car cela devient difficile si l'on ne se comprend pas. Tout à l'heure, à la réception, comment va-t-on se parler si les Français ne comprennent pas l'allemand, ou les Allemands le néerlandais, ou les néerlandophones l'allemand ? Alors il y aura peu de chances pour que l'on aille prendre un verre ensemble. Heureusement nous nous trouvons déjà dans le même groupe depuis quelques heures et nous ne nous gênons plus, mais pour beaucoup de gens, cette gêne subsiste. Par conséquent, je fais absolument un plaidoyer pour donner à l'individu l'occasion de garder sa culture dans ma ville, à côté de la cohésion sociale, de la diversité, du respect, de la culture.

Je fais un appel pour que le plus de gens possible suivent des cours de néerlandais qui peuvent les aider sur le marché du travail ou à créer du lien social avec leurs voisins. Car on s'imagine que des voisins vont habiter ensemble, mais ce n'est pas du tout le cas. Il y a trop de murs, de frontières qui les en empêchent. C'est mon expérience depuis vingt ans.

Et je dois vous dire sincèrement et de façon politique qu'en Belgique on ne peut plus gagner des élections au détriment des immigrés ou des demandeurs d'asile. Je vis dans une ville où un électeur sur trois a voté pour l'extrême droite, le Vlaams Belang. A présent il recule à vue d'oeil. Gagner des élections au détriment des allochtones, des immigrés, cela disparaît doucement. Cela nous aura pris 20 à 25 ans. Un de nos buts est la connaissance du néerlandais et du français, et pour ma part, d'un maximum de langues possibles. Et je rejoins mon collègue du Limbourg qui a dit : je veux bien le plurilinguisme en Europe. Mais vous ne m'en voudrez pas, je viens d'un pays où Flamands et francophones chipotent jusqu'à nos jours sur le terrain. Et c'est le revers de la médaille, je suis d'avis que tout le monde en Belgique de-

vrait parler ces trois langues, puisqu'on en a trois dans ce pays. Et ce serait une bonne chose si on réussissait.

Dr. OLAF HAHN :

J'aimerais orienter le débat dans une autre direction, en revenant au titre de la table-ronde « La politique culturelle communale, un état des lieux », et m'adresser aux représentants des trois villes. Le moyen suprême de diriger la politique communale, ce sont les finances. Vous avez évoqué, M. Meyer, le budget annuel que Strasbourg consacre à la politique culturelle. Je souhaiterais suggérer différentes pistes pour voir quelles directions prendront vos réponses. Certains établissements sont financés, en totalité ou en partie, par les communes, et vous avez, Mme Schirra, présenté diverses stratégies que vous avez développées, qui m'ont semblées très judicieuses. Vous avez aussi évoqué ouvertement l'échec. Mais la réorientation des moyens ou bien la mise en place ciblée des financements accordés par la commune pourrait être un instrument capital pour modifier un peu une stratégie trop unilatérale, orientée avant tout vers les classes cultivées, comme par exemple celles qui fréquentent les théâtres. Ma question, qui s'adresse à vous tous, est la suivante : comment employez-vous les moyens provenant de l'impôt et destinés dans le budget de la commune aux missions culturelles, pour définir convenablement les objectifs du travail interculturel et transculturel, maintes fois évoqués ici ? En effet, ce sont des moyens financiers qui proviennent des contribuables, donc aussi en partie des personnes issues de l'immigration dans la mesure où elles paient des impôts, et de celles qui ne profitent pas trop de l'offre culturelle.

GILLES KUNTZ :

Au regard de l'intitulé « Le rôle de la culture pour la cohésion sociale », il ne faudrait pas oublier que dans des quartiers paupérisés et durement frappés par le chômage, une double discrimination est à l'œuvre, spatiale et ethnique. Les statistiques portant sur la situation sociale de certaines couches de la population issues de l'immigration mettent en évidence le fait qu'elles ont plus de difficultés à trouver du travail, un logement, etc. La culture, qu'on le veuille ou non, arrive toujours derrière les besoins essentiels. Ensuite, quel est le rôle de la culture dans la cohésion sociale ? On a beaucoup parlé de la langue et de

la culture d'origine. Or il me semble que ce sont plutôt ceux qui ne sont pas de cette origine qui devraient apprendre la langue et la culture de l'autre : c'est cela qui va renforcer la cohésion sociale. Certes, c'est bien qu'il y ait des programmes pour qu'on préserve ses racines et qu'on continue à connaître sa propre culture ou celle de ses parents. Mais c'est beaucoup mieux si, dans les programmes culturels, en centre-ville, on propose des événements culturels, pièces de théâtre, concerts... issus d'autres cultures. C'est mieux aussi, à l'inverse, si l'on organise des événements culturels décentralisés dans les quartiers. Par exemple, à Grenoble, on a exposé des tableaux du musée dans le cadre d'expositions organisées dans plusieurs quartiers et préparées en amont avec des animateurs qui sont intervenus dans les écoles. Cette initiative a permis de drainer un nouveau public vers le musée central. De même, les théâtres de quartiers s'enrichissent de toutes les cultures. Je pense donc qu'il est important de pratiquer la mixité culturelle, afin de s'enrichir de la culture de l'autre.

IBRAHIM AKROUH, *Juriste au MRAX - Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie, Bruxelles :*

Je commencerai par un petit détour par votre intervention, M. Heylen, lorsque vous avez distingué les grands courants qui existent en matière de gestion des relations culturelles et de rapport à l'État, et que vous avez renvoyé dos à dos les tenants des différentes tendances, en disant que ni les uns ni les autres n'ont finalement abouti à un résultat satisfaisant. À vous entendre parler, j'ai le sentiment que la seule question qui se pose ici, c'est celle de savoir quel est le résultat par rapport aux attentes des autorités publiques, c'est-à-dire essentiellement de la représentation majoritaire. On ne se demande pas quelles sont les attentes des populations issues de l'immigration et si elles ont été satisfaites. À cet égard, il me semble qu'il y a une distinction à faire entre le système français, qui tend à dépouiller la personne de tout son apport culturel, du moins dans l'expression publique, et d'autres systèmes. Il faudrait peut-être songer à mesurer le degré de satisfaction ou d'insatisfaction des personnes issues de l'immigration. Qu'est-ce qui est fait, dans les différents projets présentés, pour l'évaluer ? Par exemple, dire que la Maison des langues et des cultures est ouverte à tous, c'est donner l'impression que la culture est absolument universelle et n'a qu'une seule signification compréhensible par

tous, et que par conséquent le public qui la fréquente serait représentatif de la diversité de la population, ce qui me paraît hautement improbable.

PAULETTE PIQUARD, *Echevine de l'Etat civil, de l'action sociale et de la démographie à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, Bruxelles* :

Je remercie M. Kuntz d'avoir recentré le débat sur la cohésion sociale. En ce qui concerne les langues, notre commune a développé des dispositifs grâce auxquels les migrants peuvent apprendre les langues dès leur arrivée, et le service pour les primo-arrivants marche très bien. Nous avons également des associations comme la Maison de la femme où les femmes entre elles peuvent apprendre le français ou le néerlandais. En outre, notre commune a développé, ce dont je suis assez fière, une Maison de la Culture et de la Cohésion sociale, qui s'est ouverte en 2006 et qui fonctionne depuis quatre ans. Elle a vu le jour grâce à des budgets européens, des budgets fédéraux accordés par la Belgique et des budgets régionaux. Le succès de cette Maison tient au fait qu'elle est installée dans un quartier ancien, dans une ancienne académie désaffectée, mais également au fait qu'elle a été initiée avec les habitants et avec le monde associatif de Molenbeek-Saint-Jean. Je vous garantis qu'il y règne une vraie mixité culturelle, puisqu'y sont représentées les cultures locales, les cultures d'ailleurs et les cultures d'élite, et que tout cela fonctionne très bien.

FRANÇOISE PISSART :

Je me réjouis de prendre la parole après cette intervention, car je crois qu'il y aurait un risque à mener le débat de manière un peu négative en mélangeant deux types de problématiques, d'une part la participation culturelle des personnes de milieux défavorisés, et d'autre part celle des personnes issues de l'immigration. D'ailleurs, a-t-on jamais vraiment réussi à faire progresser la participation des personnes de milieux défavorisés à certaines formes de culture, comme l'opéra ou le théâtre ? Et y parviendra-t-on un jour ? En revanche, la société multiculturelle dans laquelle nous vivons offre peut-être de nouvelles opportunités pour faire participer autrement ces publics-là. Par ailleurs, j'aurais voulu clarifier un certain nombre de choses sur la situation en Belgique. Je pense qu'une partie des migrants qui arrivent dans la communauté francophone en Belgique comme en France maî-

trise déjà un peu le français, alors que beaucoup de migrants qui arrivent en Allemagne ou en Flandre ont peu de notions d'allemand ou de néerlandais. En Belgique, nous sommes dans un double combat : d'une part sortir de l'illettrisme les jeunes de plus en plus nombreux qui, même sans passé migratoire, sont en décrochage scolaire, et d'autre part venir en aide aux jeunes issus de l'immigration dont les parents sont illettrés et ne connaissent pas la langue du pays d'accueil. Cela demande de la part des pouvoirs publics des politiques spécifiques et volontaristes. Le dernier élément que je voudrais ajouter concerne la question du genre, qu'on a abordée tout à l'heure. On critique beaucoup le caractère obligatoire des cours de langue du côté flamand ; je n'ai pas de position définitive là-dessus, mais je tiens à préciser qu'on permet ainsi aux femmes d'avoir accès à ces cours. C'est une réalité que les études d'évaluation de cette politique d'alphabetisation flamande ont pu révéler.

CLAIRE BAZIN :

En écoutant cette intervention, il me revient que sur notre territoire, une des manières d'aborder le rôle de la culture dans la cohésion sociale est de travailler sur les politiques urbaines. Nous faisons partie d'un service de politique de la ville et non pas d'un service culturel, et nous travaillons sur le développement cohérent du territoire afin de permettre aux différentes populations qui y habitent de se retrouver de manière harmonieuse. L'une des expériences menées ces dernières années est un travail sur la mémoire, mais pas sur une mémoire figée dans un conservatoire. Au contraire, nous avons voulu permettre à chacun de se réinscrire dans le territoire où il se trouve et de partager cette mémoire avec les autres. J'évoquerai aussi une autre expérience : puisque nous réaménageons le territoire en démolissant et en reconstruisant, nous estimons que la culture doit aussi avoir pour rôle de rendre compte de la façon dont les gens vivent, culturellement et socialement, la modification de leur territoire. C'est pourquoi nous avons voulu leur permettre de laisser leurs traces culturelles à eux, habitants, avec l'appui d'artistes et de scènes culturelles.

NOUR-EDDINE TALAOUANOU, *Adjoint au Chef de Cabinet du Bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, Bruxelles* :

Je remercie les organisateurs pour ce colloque, qui est une excellente initiative, et je voudrais ajouter un constat qui me paraît important, c'est que les politiques publiques venant des États sont absentes. En outre, même si chaque État a sa propre vision sur le modèle de société qu'il veut construire, je trouve dommage qu'il n'y ait pas de coordination au niveau européen pour dessiner un cadre général et prendre en considération les différentes expériences, et surtout les expériences positives. En effet, il ne faut pas se faire d'illusions : en dépit de certaines réussites, les problèmes que l'on a évoqués, notamment la xénophobie et son corollaire, le communautarisme, sont loin d'être résolus. La question est d'aborder ces problèmes en les analysant de manière positive. En effet, même le communautarisme, que personnellement je réproouve, peut présenter des aspects positifs, pour peu qu'on donne la parole à ceux censés représenter les différentes populations. A propos de la langue, je suis frappé par un phénomène : certaines femmes d'origine berbère, venues du Maroc et d'Algérie, apprennent l'arabe en arrivant à Bruxelles, preuve supplémentaire d'intégration, mais dans un sens communautaire. Que pouvez-vous faire pour pousser les États et surtout l'Europe à réagir ? En effet, les actions entreprises sont à mettre au compte du volontarisme de certains décideurs locaux, et non des instances supérieures. Je rebondis ainsi sur ce qu'a dit Mme Piquard : je viens de la commune de Molenbeek, qui accueille 90 nationalités différentes, et je pourrais vous citer l'exemple du Centre Communautaire Maritime, qui donne la possibilité aux habitants du quartier de disposer de cet espace pour proposer eux-mêmes des animations. Si nous avons pu faire cela à Molenbeek, c'est parce que nous avons eu la chance d'avoir un maire qui est resté quinze ans à la tête de la municipalité. La Maison de la Culture et de la Cohésion sociale et le Centre Communautaire Maritime ne sont pas nés ex nihilo mais viennent d'un dispositif qui a été mis en place depuis longtemps à travers la CLES, la Cellule de Lutte contre l'Exclusion Sociale, qui dispose de différents services, comme le service d'aide aux primo-arrivants. C'est ainsi que nous donnons aux gens la possibilité de s'intégrer.



Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Votre esprit positif mérite d'être salué, mais je doute que renvoyer la responsabilité à Bruxelles soit d'une grande efficacité. Au contraire, si l'on constate au niveau local qu'il y a des personnes volontaires et compétentes pour mener à bien de tels projets, on doit s'en féliciter. Nous avons justement choisi de partir d'une approche communale pour montrer que c'est à ce niveau que les choses se passent, qu'il y a de l'innovation et des réussites.

NOUR-EDDINE TALAOUANOU :

Si j'ai voulu insister sur ce point, c'est pour dire que les migrants deviennent de fait des Européens. Comme on est en train de réfléchir à une sorte de passeport européen, je crois qu'il serait paradoxal que l'on se retrouve dans des situations où chaque État aurait sa propre politique d'intégration et son propre modèle social.

KARL ERNST FORISCH, *Représentant à l'intégration de l'arrondissement Rhin-Erft, Bergheim* :

En ce qui concerne la politique culturelle menée au niveau local, je voudrais vous citer deux exemples concrets. La Chancellerie fédérale à Berlin et la Ministre de l'Intégration nous ont fixé comme objectif que l'intégration se fasse sur le terrain. Cela est lié bien sûr aussi à la question du financement, que M. Hahn a évoquée. Berlin se décharge de cette mission sur les *Länder*, qui à leur tour s'en déchargent sur les communes. Et si les choses tournent mal, on peut toujours rejeter la responsabilité sur les autres. C'est une certaine tendance dont il convient de tenir compte, mais qui est peut-être déterminante pour le niveau local. Le chargé des questions d'intégration du précédent gouvernement du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie avait suggéré, en ayant en ligne de mire les associations turques spécialement, d'organiser un concours portant sur la langue ou sur la lecture avec la spécificité « turc – allemand ». Notre arrondissement s'est joint à ce projet, nous avons impliqué des établissements scolaires et nous avons aussi trouvé quelques participants, tout en annonçant que nous souhaitions intégrer encore d'autres langues, outre le turc. Nous voulions ouvrir ce concours sur d'autres langues d'origine, puisque dans notre arrondissement nous avons notamment des Italiens, des Espagnols, des Grecs et des Polonais. Nous voulions que ce projet soit financé par

notre *Land*, ce qui n'a pas pu se faire pour des raisons d'organisation et surtout financières. Cependant les choses ne se sont pas arrêtées là, et le concours a pu réunir trois langues, le turc, l'allemand et l'italien. Puis nous avons voulu officialiser ce projet, ce qui concerne dans notre cas le *Landrat* et les politiques qui soutiennent ce projet comme un seul homme. Finalement, nous sommes parvenus à intégrer aussi le grec, l'espagnol et le polonais et le concours a eu un joli succès. La question de la langue, que nous avons en ce qui concerne les personnes d'origine turque, nous l'avons aussi rencontrée chez les Italiens, il faut le dire clairement. Les communautés italiennes sont très repliées sur elles-mêmes et nous avons de cette manière réussi à les faire s'ouvrir un peu. Les parents sont venus nous trouver pour nous demander de renouveler l'expérience, qu'ils jugeaient bonne, et nous assurer qu'ils participeraient la prochaine fois. Les professeurs, qui ne s'appellent plus des « locuteurs natifs » mais des « locuteurs d'origine », ont été eux aussi convaincus parce qu'ils se sont sentis reconnus et valorisés parmi leurs collègues. Nous avons aussi eu des retours de la part des écoles, puisque même après la date officielle de clôture des inscriptions, certaines ont voulu s'inscrire pour participer. Nous avons dû les faire patienter en leur expliquant que nous réitérerions la manifestation l'année suivante, cette fois sous l'intitulé « allemand - langue d'origine », et cela volontairement, c'est-à-dire qu'une compétition scolaire sera organisée et que nous aurons aussi les différentes langues d'origine au même titre que les langues enseignées à l'école. Nous voulons que l'élève s'identifie à son école, qu'il en soit le représentant, et non pas le représentant de tel ou tel groupe ethnique. Cette évolution me semble absolument nécessaire.

Le second point dont je voudrais parler est le suivant : nous allons également organiser une exposition itinérante dans l'arrondissement de Düren par l'intermédiaire d'un groupe de travail réunissant des archivistes, pour présenter la situation des immigrants, pas seulement ceux venant chercher du travail durant l'après-guerre mais les immigrants au sens le plus large. C'est ce que vous venez d'évoquer avec la région de la Rhénanie, qui a toujours été historiquement une région de passage et de migration de l'ouest vers l'est et du sud vers le nord. Nous voulons tenter de retracer cette histoire et d'en montrer le sens. Cela me semble important dans la politique culturelle locale. Je vou-

lais simplement évoquer cela comme exemple de la manière dont on peut aborder ce sujet concrètement.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Voilà déjà un exemple de ce dont nous discuterons à nouveau demain dans le groupe de travail 2, c'est-à-dire des nouvelles formes que prennent la participation, l'intégration, la représentation, etc.

BAPTISTE DE REYMAEKER, *Collaborateur de l'association Culture et Démocratie, Bruxelles :*

Récemment, la fondation Roi Baudouin et la fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh se sont réunies et ont invité le président de cette dernière, André Azoulay. Ce dernier a estimé que le fait que l'on en soit actuellement à s'interroger sur la manière dont on vit ensemble constituait une régression par rapport aux débats d'il y a 30 ans, sur le plan national comme international, où l'on s'interrogeait sur les deux modèles de l'époque, capitaliste et socialiste. Il n'a pas conclu, mais en lisant, j'ai trouvé chez Walter Benn Michaels, un professeur d'université de Chicago, une suite à sa pensée. Ce dernier estime qu'il y a une trentaine d'années, le débat a été remporté par une vision politique du monde, la vision libérale, dans laquelle nous sommes, et que par conséquent le débat sur la cohésion sociale a changé de nature. Auparavant, on s'interrogeait sur les inégalités économiques, alors qu'à présent on s'interroge sur des problèmes culturels et de discrimination. Ma question est donc la suivante : quand on parle de problèmes culturels, est-ce qu'on ne cache pas le vrai fond du problème, qui est l'exploitation ? Un second point sur les langues : le paradoxe de la langue, c'est qu'elle permet de dire les choses, mais en les fixant, en les figeant. Or nous disposons d'autres moyens de communiquer que la langue : la musique, les arts, les regards, les gestes... Je crois que l'apprentissage de la langue doit intervenir dans ce processus de partage, mais ne doit pas en être une condition.

PAUL MEYER :

Tout d'abord, je commencerai par répondre à la question de M. Hahn sur l'utilisation des deniers publics. Il se demandait, puisque les résidents étrangers contribuent à l'impôt local, comment ils pourraient bénéficier d'un « retour sur investissement », pour avoir leur part. A

mon sens, on doit leur permettre d'avoir accès tant à une culture qui leur est propre et qu'ils ont envie de retrouver, qu'à la culture et à l'Histoire du territoire, mais surtout au croisement de ces deux cultures qui font la ville actuelle. Puisqu'ils en sont résidents, la ville se bâtit avec eux, et leurs aïeux ont eux aussi bien souvent participé à la construction de cette cité. Il revient donc à la ville de réussir ce métissage, en faisant respecter et vivre les cultures arrivées, et surtout en valorisant cette mixité pour créer une nouvelle culture qui lui soit propre. Mais je reviens à la question des deniers publics parce qu'elle est importante : en France, les villes lèvent l'impôt elles-mêmes, et comme élu local, on a la responsabilité de tenir nos engagements et de rendre des comptes à nos administrés. Or en France, les impôts locaux sont injustes pour les contribuables car ils ne tiennent pas compte de leurs revenus. Aussi, lorsque l'on augmente les impôts pour financer ce genre de politique ou plutôt pour remplacer un État absent, les conséquences financières s'en font ressentir lourdement pour les administrés, d'autant plus en période de crise et lorsque la collectivité a déjà la charge d'autres fonctions essentielles. Nous avons à Strasbourg des politiques volontaristes que j'ai déjà évoquées, mais elles doivent se faire aussi au regard des réalités économiques. La ville peut faire beaucoup, mais elle doit aussi avoir conscience de ses limites, c'est-à-dire de ce que peuvent supporter ses administrés. Il faut s'efforcer de doter tous les quartiers d'équipements culturels de proximité, afin que les habitants aient la possibilité de pratiquer leur culture. Si j'osais, je vous parlerais du concordat en Alsace, qui nous permet de soutenir les différents cultes, le but étant de permettre que chaque culte soit représenté et respecté, mais aussi de créer des passerelles entre eux. L'équilibre est ainsi très difficile à trouver entre structures locales culturelles, et pourquoi pas culturelles. Alors oui, certes, il est bon d'ouvrir dans les quartiers des lieux destinés aux cultures urbaines, mais on doit également les ouvrir aux autres aspects de la culture et permettre aux habitants de ces quartiers de sortir en centre-ville.

J'aimerais maintenant répondre à M. Akrouh, du MRAX : j'ai dû être particulièrement peu clair pour qu'il en vienne à dire qu'en France il faille abandonner sa culture et se couler dans le moule républicain. Ce n'est pas du tout le cas, et encore moins à Strasbourg. Au contraire, nous essayons non seulement de respecter les diverses cultures, de

les faire vivre et de les faire connaître, mais aussi de mettre en avant notre culture commune. Encore une fois, je vais prendre un exemple typique de l'Alsace : je pense à tous ces hommes venus des colonies françaises lors de la seconde Guerre mondiale pour libérer la France et Strasbourg, et qui ont été popularisés par le film *Indigènes*. C'est cette vision d'une Alsace, qui s'est construite grâce à l'apport de l'autre, au métissage et à l'échange, que nous voulons mettre en avant.

L'environnement urbain social et urbanistique joue un rôle dans la construction des différentes cultures et dans la manière dont les populations vont construire leurs propres codes. Les villes comme les cultures ne sont pas figées mais en construction permanente. Les citoyens ont besoin de maîtriser leur propre histoire mais ont aussi le droit de ne pas être systématiquement renvoyés à leur origine. C'est ce point d'équilibre que nous recherchons, pour leur permettre de se projeter dans l'avenir et d'être les propres constructeurs de leur cité.

SABINE SCHIRRA :

Ma réponse tiendra en trois points : premièrement, la question concernant la façon dont est dépensé l'argent public, dont il l'a été et dont il le sera, se pose pour les villes de façon cruciale. Autrefois comme à présent, on a essentiellement continué à faire ce qui se faisait, et ceux qui avaient les meilleures relations se sont imposés. J'espère qu'à l'avenir – du moins en ce qui nous concerne – les choses changeront un peu, car lorsqu'il s'agit de définir des objectifs, de dire aux décideurs politiques ce que l'on compte faire et de prouver qu'on a réussi, chiffres à l'appui, je pense que l'on argumentera différemment. Je ne crois pas que les choses changeront du jour au lendemain, mais j'ai argumenté de cette manière pour obtenir un budget pour les deux ans à venir, et je suis parvenue à obtenir presque 500.000 euros de plus pour financer la culture indépendante, qui à Mannheim manque systématiquement de moyens. L'effet est très positif, du moins pour mon petit secteur. J'ai argumenté en disant que je ne voulais pas continuer à travailler avec des moyens insuffisants tout en exigeant pas non plus un million d'euros, et en expliquant ce que je jugeais important sur le fond. J'ai cherché à justifier mes exigences et à les relier aux objectifs stratégiques. Je ne crois pas que cela fonctionne systématiquement, mais je suis optimiste et je pense que les

choses commencent à bouger. En outre, pour des raisons politiques, toutes les institutions culturelles devront désormais formuler de nouvelles demandes de subventions tous les cinq ans, c'est-à-dire que les aides ne seront pas automatiquement reconduites, ce qui était le cas les dernières décennies. Depuis longtemps mon objectif est précisément de ne plus seulement poursuivre ce qui se fait déjà, mais au contraire de demander des comptes : que faites-vous de l'argent public ? Quels résultats avez-vous obtenus ? J'estime – du moins en ce qui concerne Mannheim – que nous nous sommes engagés dans une voie où nous cherchons à travailler de façon plus précise et plus transparente.

Deuxièmement, vous avez à plusieurs reprises abordé le thème de la cohésion sociale, qui recoupe les questions de l'emploi, du chômage, du cadre de vie. Mais ce qui est aussi très important – et c'est l'un des grands avantages des projets culturels –, c'est de se sentir reconnu et valorisé, de s'identifier, que ce soit avec sa ville ou son quartier. Dans les quartiers où nous avons beaucoup de projets culturels, comme par exemple un atelier théâtre où les gens peuvent exprimer leurs talents artistiques, les gens changent, sont fiers de ce qu'ils font et osent aussi parfois fréquenter d'autres institutions culturelles ou ont le désir qu'on les y conduise. Ce n'est plus honteux aujourd'hui d'avouer que l'on vit à Jungbusch, parce que les gens savent que c'est le quartier où a lieu la « Balade nocturne » et où Lisa Massetti a monté un projet théâtral formidable. Je pense qu'à travers des projets culturels on peut redonner aux habitants, surtout ceux des quartiers, l'estime d'eux-mêmes. Ils se sentent soudain concernés par la culture, eux qui n'auraient jamais songé à aller à l'opéra, et pour qui l'opéra n'est pas quelque chose d'important. L'art et la culture ont ce rôle essentiel à jouer, qui nous tient très à cœur.

Le troisième et dernier point concerne l'interculturalité. Certes, la tradition culturelle, la nôtre comme celle des autres communautés, a son intérêt. Mais ce qui est bien plus intéressant, c'est de savoir ce qui se passe lorsque différentes cultures se rencontrent. Peu importe si ces projets sont du domaine de la musique, du jazz, des musiques du monde, de la performance ou des projets trans-genres, ils en deviennent d'autant plus intéressants dès lors qu'ils font intervenir une nouvelle perspective ou une nouvelle méthode de travail. Et je pense qu'à travers cette collaboration de personnes de différentes origines

et cultures, il se crée quelque chose de neuf, d'hybride, que nous, en tant que service culturel, trouvons passionnant et voulons soutenir.

Prof. Dr. SUSANNE KEUCHEL :

En tant que scientifique, je pense que l'on ne peut pas ramener exclusivement le thème du dialogue interculturel au débat sur la formation, au passé migratoire des individus ou encore à l'acquisition de la langue. Mme Schirra s'est efforcée d'envisager les choses sous une autre perspective. J'aimerais ajouter un exemple : nous préparons actuellement un « baromètre interculturel », pour lequel nous avons mené une étude préalable auprès d'artistes avec ou sans passé migratoire, afin de comprendre comment s'est développée leur identité culturelle. Entre autres, nous avons demandé à des artistes ayant une expérience migratoire s'ils estimaient que la culture était liée à certains *Länder* et certaines régions. La réponse par l'affirmative a été relativement unanime parmi ceux ayant un passé migratoire. Puis nous leur avons demandé comment ils se définissaient eux-mêmes et quelle était leur identité. Qu'ils soient ou non issus de l'immigration, ils se sont rarement définis comme Allemands ou Turcs, mais plutôt comme Berlinoises ou bien habitants de Rhénanie. Manifestement, nous sommes aujourd'hui liés bien plus fortement par cette identité régionale. C'est pourquoi il importe de se pencher aussi sur les communes où les choses se passent bien et dont les habitants revendiquent fièrement l'appartenance – indépendamment du contexte social. C'est souvent un mélange tout à fait intéressant et équilibré entre un héritage spécifique que l'on assume avec fierté, et de nouvelles formes transculturelles par lesquelles on communique socialement les uns avec les autres. Je crois que ce sont des aspects particulièrement intéressants qui mériteraient d'être approfondis.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Avant de laisser pour finir la parole à Philip Heylen, j'ajouterai brièvement ceci : les années précédentes, un point revenait toujours au centre de nos discussions, à savoir qu'il existe une sorte de profond sentiment d'appartenance à sa ville et à sa région, prédominant sur le sentiment d'appartenir à son pays ou bien à sa famille. C'est sûrement quelque chose que les gens ressentent très fortement, toutes générations confondues, et c'est la raison pour laquelle je crois que

l'approche au niveau local est la plus appropriée pour penser le sentiment d'appartenance indépendamment de la nationalité.

PHILIP HEYLEN :

Au sujet des finances il s'agit là encore d'une question de choix. Dans la totalité du budget de la ville d'Anvers, 7,5 % est destiné à la culture. Ce n'est peut-être pas beaucoup, mais en comparaison avec d'autres régions ou villes, ce n'est pas si mauvais. Et chaque année il faut se battre pour garder cela lorsque l'on prévoit le budget, surtout dans des temps de crises économiques. Nous choisissons de ne pas augmenter les impôts. Depuis douze ans, nous n'avons pas augmenté les impôts. L'honnêteté me force à dire qu'ils étaient très élevés avant ! Mais on ne l'a plus fait les douze dernières années. Ce fut un choix. Quelqu'un racontait que, dans le domaine culturel, il y avait beaucoup de discrimination, soit ethnique, soit au niveau des revenus. C'est exact, c'est pourquoi nous avons fait ce plan pour pouvoir corriger là où nous trouvons que les plus faibles dans la société ont besoin d'aide. Nous avons rendu la culture plus accessible. Mais pas d'une façon qui impose un choix entre la culture avec une majuscule ou non. Que ce soit la culture des rues ou des quartiers, ou des institutions, ces deux-là ne s'excluent pas. Je me suis référé à Foucault qui a dit « Vive la proximité pour devenir citoyen du monde ». Et bien il s'agit de cela.

A Anvers, nous avons amené depuis quelques années la musique dans les quartiers. Cela a lieu régulièrement. Nous avons beaucoup décentralisé cela, mais nous amenons aussi la philharmonie dans les quartiers difficiles, où les gens n'oseraient peut-être plus s'aventurer le soir par peur. Alors il y a 4.000, 5.000 personnes sur cette place. Ils se rassemblent là où ils disent avoir peur le reste de l'année. Cette place a totalement changé et de là est né un quartier tout nouveau. Je crois donc vraiment à la force, à la puissance de la culture. Cela exige beaucoup de celui qui doit prendre l'initiative. Et soyons honnête, je ne vais pas attendre l'Europe. Si on doit l'attendre, il n'y aura pas de progrès avant 150 ans. Si nous devons décider nous-mêmes comment nous le ferons tous ensemble, imaginez-vous, chers collègues, personne parmi vous ne voudrait cela. Il est déjà six heures et demie, il y a d'autres choses à faire qui rendent la vie agréable, ne discutons



donc pas pendant plusieurs mois sur la manière dont on ferait tout cela ensemble dans toutes les villes.

Je suis donc assez pragmatique quant à cette situation, comme l'était la présentation que je viens de faire. Je ne me sens pas la vocation d'ouvrir un débat sur les grandes théories d'hier ou d'aujourd'hui. Chaque fois que je viens à Berlin, et je trouve que Berlin est une ville fascinante, comme tout le monde dans mon entourage le sait, je m'imagine alors à 85 ans, en bonne santé, né à Berlin, je regarde le film de ma vie. Il y a peu d'Européens, où qu'ils soient nés, qui devrait raconter une histoire telle que ces gens à Berlin ont vécue. Par conséquent, avant de me sentir appelé à défendre l'un ou l'autre système qui n'a pas donné le résultat souhaité il y a 30 ans, ah non, je n'y participe pas. Je veux terminer exactement comme j'ai commencé plus tôt, en établissant le lien entre la culture et l'esprit d'entreprise. Et je me souviens d'une idée d'un gourou célèbre du marketing « Entrepreneurship is not like sailing, if there's no wind just blow ». Je pense qu'il faut faire cela. Prendre les rênes, et se donner totalement. J'ai entendu beaucoup de choses aujourd'hui, et je veux les appliquer.

## **Groupe de travail 1 : Les biens culturels promus par les pouvoirs publics au niveau communal en vue de la reconnaissance de la diversité sociale et ethnique : l'offre et la demande**

Dr. OLAF HAHN :

Bonjour Mesdames et Messieurs, je me réjouis que vous ayez choisi notre thème, qui porte un long titre : « Les biens culturels promus par les pouvoirs publics au niveau communal en vue de la reconnaissance de la diversité sociale et ethnique : l'offre et la demande ».

Il m'est venu à l'esprit durant nos débats très captivants d'hier que le thème qui nous occupe – la culture, la politique culturelle, l'intégration – est très vaste, et je crois que nous avons eu tendance à aborder au cours de la discussion une multitude de thèmes particuliers. Nous avons mené hier un très long débat sur le thème de la langue, car il va de soi qu'elle constitue un élément absolument essentiel de la culture. Or j'aimerais aujourd'hui que nous recentrions nos efforts sur le thème principal, à savoir la problématique que je viens de formuler. Je me permettrai donc de vous interrompre au cas où nous entrerions trop avant dans tel ou tel aspect, par exemple d'ordre politique. Je pense que nous devons vraiment nous donner pour objectif de présenter autant d'exemples pratiques que possible venus de différentes communes de France, de Belgique ou d'Allemagne, en observant ce qui fonctionne ou pas. Le but est de créer un terrain d'échange commun fertile où puiser des idées qui vous soient utiles dans ce que vous réalisez localement au sein de votre commune. La séance se déroulera comme suit : les trois intervenants, que je vous présenterai brièvement, nous exposeront leurs travaux respectifs sous forme de courts exposés, après quoi nous prendrons quelques minutes pour leur poser des questions, et nous terminerons par la discussion.

Madame Bazin nous vient de Montbéliard, ville qui a formé une agglomération avec les communes environnantes – vous nous expliquerez plus précisément de quoi il s'agit. C'est là que vous exercez la fonction de chargée de mission pour la « politique de lecture de la Communauté d'agglomération ». Je sais que vous faites beaucoup pour soutenir et encourager la lecture au niveau local, et pour mettre en réseau les personnes. Peut-être voulez-vous bien nous expliquer ce

que vous faites précisément puis nous présenter votre travail en détail.

**Claire Bazin,**

*(Chargée de mission – Politique de lecture de la Communauté d'agglomération, Pays de Montbéliard agglomération)*

## **Le programme lecture du Pays de Montbéliard : un enjeu d'intégration sociale et de développement d'une culture commune de territoire – points forts et points de fragilité**

### **1. Présentation de la Communauté d'agglomération : « Pays de Montbéliard agglomération »**

C'est la première communauté d'agglomération créée en France, en octobre 1999 en raison du besoin de mutualiser des services. Le regroupement des 29 communes permet d'abord de consacrer un budget plus important à ces services et de coordonner leur mise en place à l'échelle du territoire.

#### 1.1. Définition d'une Communauté d'agglomération

La communauté d'agglomération est un échelon intermédiaire entre ville et département. Elle agit sur un territoire cohérent qui tient compte des modes de vie des habitants.

*« La communauté d'agglomération est un regroupement de plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50.000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15.000 habitants. Ces communes s'associent au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire. » (Source INSEE)*

C'est le cas du Pays de Montbéliard où une même personne travaille, habite et profite de ses loisirs dans des communes différentes.

## 1.2. Situation de la Communauté d'agglomération

Entre les axes Londres – Paris – Lyon – Marseille et Rotterdam – Francfort – Bâle – Milan, notre collectivité doit s'intégrer dans des réseaux de partenariat et construit progressivement un projet d'agglomération qui vise à :

- Faire du Pays de Montbéliard une éco-agglomération
- Offrir à chacun des conditions d'épanouissement et de bien vivre
- Réussir une nouvelle économie

C'est dans ce cadre que le lancement de la politique de lecture prend sa place.

## 1.3. Pays de Montbéliard agglomération en chiffres

- 118.000 habitants en 2006 (136.000 en 1982) dont 11.000 personnes étrangères soit 10 % (24.574 en 1982)
- 29 communes de 430 à 26.500 habitants sur 179 km<sup>2</sup>
- 11 Quartiers (14 grands ensembles) dont 7.550 personnes étrangères soit 20 à 47 % de la population

## 2. La lecture avant 2005, une dynamique à plusieurs niveaux

### 2.1. Ses principaux atouts

- Une longue tradition d'actions « lecture de proximité » : elles se déroulent majoritairement depuis plus de 10 ans, ont des approches diverses, peuvent être régulières ou ponctuelles, locales ou intercommunales et touchent des publics variés. Il existe un engagement fort d'un projet Petite Enfance
- Des bibliothèques en nombre mais de qualité très variable : cela concerne la quantité et la qualité des fonds, les surfaces, les horaires d'ouverture, la qualification souvent insuffisants
- Partenariats ; ils augmentent l'impact, la visibilité notamment avec les écoles et le secteur de la petite enfance
- Présence d'organismes de formation compétents pour les animateurs et les bibliothécaires en particulier

## 2.2. Ses principaux points de fragilité

Manque de coordination pour développer la coopération, la qualification et la valorisation.

- Public adolescent peu ou pas touché
- Qualification des acteurs : des compétences très diverses, déficit de professionnalisation, postes professionnels souvent précaires
- Relatif cloisonnement de l'activité autour du livre
- Depuis la fin des années 90, peu d'actions, de réflexions ou de formations prennent en compte les langues et cultures des communautés issues de l'immigration

## 2.3. La mise en place du programme lecture d'agglomération

Depuis 2005, une politique d'accès à la lecture et à l'écriture est engagée dans le cadre de la politique de la ville pour :

- lutter contre l'échec scolaire, un des moyens forts de lutte contre les exclusions
- promouvoir l'insertion sociale et professionnelle
- valoriser et donner de l'ampleur à une dynamique existante intégrant les cultures et communautés issues de l'immigration ou étrangères.

La politique de lecture de l'agglomération souligne l'importance de fédérer les acteurs de la lecture autour d'objectifs communs dans un souci de complémentarité et de mutualisation de moyens. Elle est fondée sur :

### *Deux grands objectifs*

- Développer le désir de lire pour une maîtrise de la lecture et de l'écriture comme condition majeure d'apprentissage, d'insertion sociale et professionnelle
- Prévenir la vraie fracture numérique en développant « l'apprendre à chercher » et les démarches d'accès pour tous aux savoirs et aux connaissances universelles

### *Deux axes de travail du programme*

- la mise en réseau performante des équipements à vocation culturelle ou socioculturelle au service d'actions innovantes d'accès et

d'apprentissage d'accès de tous aux savoirs et aux connaissances (un réseau de bibliothèques)

- le renforcement des actions concertées de sensibilisation des enfants et des adolescents à toutes les formes de rencontre avec le texte et l'écriture
  - o Ces approches visent principalement des publics « éloignés » des équipements culturels
  - o La maîtrise de la langue constituant un objectif majeur dans la prévention, la petite enfance est une cible prioritaire.

#### 2.4. Les actions du programme lecture

Elles reflètent la volonté politique de faire participer les acteurs et leurs structures au développement local cohérent de notre territoire et d'inclure le volet lecture dans la politique culturelle de l'agglomération.

- Animation du réseau des bibliothèques : elle a pour objectif d'apprendre le « travailler ensemble », renforcer la coopération sur des projets intercommunaux et interbibliothèques en harmonisant la communication à travers un réseau informatique et en favorisant la collaboration autour des pratiques telles que la confrontation d'expérience, l'échange, la mutualisation... contribuer au décloisonnement
- Formation des acteurs et des parents : « Lecture à voix haute », « De l'écriture à la lecture : mise en œuvre d'un projet d'animation », « Travailler ensemble en réseau de bibliothèques », « La pratique du numérique : du grand public aux artistes » (170 personnes touchées)
- Comité de lecture de la littérature jeunesse en direction des intervenants et parents (82 personnes touchées)
- Lettre d'information électronique des acteurs de la lecture en direction des partenaires, structures, intervenants (350 destinataires)... et le site « Lire dans le Pays de Montbéliard » (tout public) qui sera lancé en novembre 2010
- Coordination de projets intercommunaux en multi-partenariat : elle vise à encourager des projets communs de développement de la lecture dans des territoires solidaires, groupe coopératif d'animateurs.

- Conseil, orientation et appui en direction des structures, des communes et des intervenants.

## 2.5. Les acteurs de terrain

Ils sont nombreux et rattachés à des structures et des équipements variés :

- 24 Bibliothèques ou médiathèques : très peu ou pas de livres en langue des communautés issues de l'immigration
- 20 Associations : actions éducatives, de loisirs, culturelles, socio-linguistiques et d'insertion sociale... dont 4 associations conduisent des actions intercommunales lecture - écriture dans 4 à 17 communes : actions à dimension intercommunale, inscrites dans la durée, instaurant des partenariats, avec une qualification des actions et des intervenants. Une association conduisait une mission d'accueil et d'accompagnement à l'intégration des migrants et menait une action lecture, mais elle a disparu en 2010
- Services municipaux (éducation, loisirs, culture)
- Education nationale (écoles, collèges, lycées)
- 15 structures d'insertion sociale et professionnelle (jeunes et adultes)
- 14 Structures d'accueil de la petite enfance (0 - 3 ans) : Crèches et 6 relais d'assistantes maternelles
- 12 équipements culturels

Dans des zones expérimentales où il existe une dynamique de lecture, des actions sont menées impliquant des acteurs volontaires, d'horizons divers, autour de thèmes, de publics, de projets communs (animateurs, bibliothécaires, enseignants, professionnels de la petite enfance...).

Une réflexion-action impliquant les acteurs du numérique : développer des synergies avec les acteurs des technologies de l'information et de la communication, notamment les Espaces Publics Numériques en termes de réflexion et de projet

### *Bibliothèques et habitat social*

Les bibliothèques sont bien réparties sur le territoire mais ne sont que très peu localisées dans les quartiers avec des ensembles collectifs d'habitat social.

#### 2.6. Principaux types d'actions menées par les acteurs

Il s'agit souvent d'actions menées régulièrement et inscrites dans la durée. Les événements y sont le plus souvent associés. La valorisation des cultures des populations issues de l'immigration se fait à l'initiative de personnes motivées.

- Ateliers de lecture à voix haute (Lis avec moi, MJC Valentigney - ateliers parents/enfants ASSFAM Association de Service Social Familial Migrants)
- Ateliers d'écriture (Francas, MJC Valentigney, L'allan, Scène nationale)
- Accueil d'auteurs (Livres complices, ADeC - Quinzaine des Littératures étrangères Audincourt, MJC Valentigney)
- Événements (Fête de la BD, Bébé bouquine, Salon du jeune lecteur ADeC, Le livre élu, interventions culturelles)
- Autres actions menées en partenariat de type animations, spectacle, musique, exposition, conférence, conte, film, multimédia... (avec des associations, établissements scolaires, lieux d'accueil petite enfance, bibliothèques, scènes culturelles...)

#### 2.7. Les publics touchés

Au total 29.000 personnes sont concernées par ces actions. Nous ne sommes pas en mesure de donner la proportion de personnes issues de l'immigration, néanmoins nous pouvons dire que les actions financées visent en majorité les quartiers.

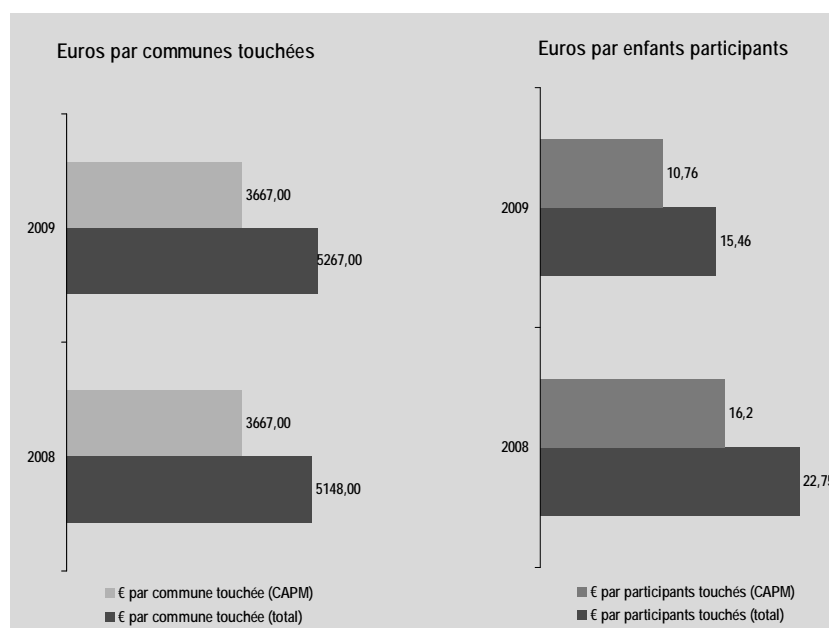
- environ 7.300 jeunes et enfants de l'agglomération
- 3.000 parents
- 18.700 lecteurs inscrits dans les bibliothèques (usagers non comptés)

Soit le ¼ de la population de l'agglomération (Chiffres de 2008)



## 2.8. Exemple d'impact d'une action : « Lis avec moi »

En 2009, les ateliers de lecture à voix haute « Lis avec moi » ont été menés auprès de 5.100 enfants (0-6 ans) avec l'appui de 2.450 professionnels et de parents en majorité des quartiers mais non exclusivement.



Graphique 5 : Exemple d'impact - Action « Lis avec moi »

## 3. Les qualités et les faiblesses de cette politique de lecture

### 3.1. Les points forts

- Une présence effective de différents partenaires et acteurs ouverts aux cultures et à l'interculturalité
- Une couverture équilibrée du territoire en interventions associatives et culturelles pour une large diffusion
- Une qualification renforcée des actions et des acteurs
- Une diffusion de l'information des acteurs et partenaires
- Une coopération en progression avec le champ culturel

- Des actions / acteurs / publics valorisés et intégrés aux activités de droit commun (ex : projets mémoriels, salon du livre...)
- Des actions ciblées : vers le public des quartiers. En allant au devant de nouveaux publics, on touche inévitablement les publics issus de l'immigration et des milieux défavorisés (ex : bibliothèque hors les murs, déplacement d'un auteur...)
- Un appui à la demande sur actions ciblées avec adaptation au public (ex : introduction de livres bilingues ou en langue d'origine dans une action pour femmes issues de l'immigration)
- L'Acse (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) contribue à des actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle

### 3.2. Les points faibles

- Manque de légitimité de l'action communautaire. Il conviendrait d'obtenir d'une part, l'adhésion et la coopération des communes qui ont la compétence politique de lecture par le biais des bibliothèques et, d'autre part, l'appui officiel et la coopération du Conseil général du Doubs qui exerce la compétence traditionnelle de lecture sous l'angle de la formation, de prêts de fonds documentaires, de l'aide financière et de l'appui à l'animation culturelle.
- Inégale implication des partenaires institutionnels : Etat (Education nationale, Culture, Jeunesse) - Région... (Cf. Annexe 2)
- Faible impact du programme lecture auprès des acteurs et des actions sociolinguistiques
- Peu ou pas d'actions valorisant les langues et cultures minoritaires à l'échelle intercommunale
- Disparition d'associations avec des compétences et savoirs spécifiques travaillant avec les personnes issues de l'immigration ou primo-arrivantes telles qu'ASCAMI, médiation sociale et culturelle - ASSFAM (association service social Famille Migrants)
- Manque de coordination avec le champ culturel qui a développé des actions phare en direction des populations issues de l'immigration et des événements interculturels intégrés à la programmation
- Manque de coopération avec les Espaces publics numériques

- Portage politique faible ; les élus impulsent et suivent insuffisamment la politique de lecture (ex). En projet : Poursuite de la constitution d'un réseau intercommunal de bibliothèques dans le cadre du schéma culturel du projet d'agglomération 2020 Embauche de bibliothécaires intercommunaux et engagements divers. (Cf. Annexe 2)

En conclusion, si dans les actions de droit commun, les cultures minoritaires et populaires sont parfois prises en compte, la reconnaissance institutionnelle reste à expliciter. Les acteurs de la lecture pourraient être sollicités et formés dans l'accompagnement des habitants associés au développement social des quartiers et dans l'ouverture aux cultures.

#### **Annexe 1 : Instances de la lecture et partenaires institutionnels**

- *Communauté d'agglomération* : compétence Culture acquise en 2009. Les élus communautaires impulsent la politique de lecture et suivent son avancement
- Communes du Pays de Montbéliard : création d'un groupe « lecture » composé d'élus des communes pour établir une coopération entre elles et avec la Communauté d'agglomération
- Conseil général du Doubs : Etablir une coopération pour renforcer la politique de lecture
- Centre régional du livre (Professionnels du livre, chaîne du livre)
- Direction régionale des affaires culturelles (service décentralisé de l'Etat) : Obtenir le soutien du conseiller pour le livre et la lecture
- L'Acse Depuis 2006, elle renforce l'action de l'Etat en faveur des habitants des 2.213 quartiers de la politique de la ville et pour promouvoir l'égalité des chances et la diversité.

#### **Annexe 2 : Volet lecture du schéma culturel : Poursuivre la constitution d'un réseau intercommunal des bibliothèques**

- Favoriser la mutualisation des moyens et des compétences
- Partager les outils notamment informatiques
- Faciliter l'accès des lecteurs aux documents proposés

- Travailler en partenariat avec la médiathèque départementale du Doubs

*Projets annoncés :*

- Une politique d'animation coordonnée entre les bibliothèques
- Une carte unique permettant de fréquenter toutes les bibliothèques
- Un catalogue collectif des fonds documentaires accessible en ligne
- Une politique concertée et mutualisée d'acquisition d'ouvrages
- La circulation physique des collections sur le territoire à la demande
- L'étude, en partenariat avec le Conseil général du Doubs, de la mise à disposition du public de documents téléchargeables

Dans une certaine mesure, notre travail est inédit, même si nous n'avons pas l'apanage de ce genre de démarche. Par exemple, l'action « Lis avec moi », un travail sur la lecture à voix haute que j'ai évoqué tout à l'heure, a été mis en place dans l'ensemble de la région Nord-Pas-de-Calais où elle touche une zone bien plus importante que la nôtre, avec un travail là aussi systématique, qui a été initié grâce à des chercheurs constitués en association depuis une trentaine d'années. Cette association a pour enjeu de transmettre le goût de la lecture à des tout-petits par la lecture à voix haute afin de leur permettre de s'approprier la langue, d'enrichir leur imaginaire, et de développer leur contact avec le monde extérieur. Ce travail, dont nous nous inspirons en terme de réflexion et de mise en pratique, a toujours prôné la formation des parents en même temps que celle des professionnels, afin de leur faire prendre conscience du plaisir que l'on a soi-même à lire pour le transmettre à des tout-petits. Voilà un exemple parmi d'autres. L'an dernier s'est tenue une rencontre des acteurs de la lecture à voix haute, venus de différentes régions de France et partageant tous une même volonté de qualité et d'implication des parents, qui sont les porteurs premiers auprès de leurs enfants de la sensibilisation à la lecture.

Prof. Dr. SUSANNE KEUCHEL :

Pourriez-vous éclaircir un point ? Vous avez noté sur la carte que les bibliothèques ne se trouvent pas dans certains quartiers. Je suppose que vous entendez par là les quartiers sensibles : est-ce bien cela ? Je

sais par expérience qu'à propos de la politique culturelle, on insiste toujours sur le fait que l'on devrait aller au cœur des quartiers et que la difficulté est justement d'amener les habitants de ces quartiers à fréquenter les lieux culturels. Quelles sont vos expériences à ce sujet ?

CLAIRE BAZIN :

Sur vingt-quatre bibliothèques, trois sont situées dans des quartiers d'habitat social où vivent majoritairement des populations issues de l'immigration ou étrangères. Ce que j'ai pu observer jusqu'à aujourd'hui, c'est que la plupart des bibliothécaires ne sont pas préparés à aller à la rencontre de ces publics ; c'est pourquoi le travail de partenariat est essentiel. C'est par la médiation des associations et des représentants des communautés que se passe la démarche de diffusion de la culture et de la lecture en particulier. Ce qui importe dans ce cas-là, c'est que les bibliothécaires sachent sortir de leurs murs, car les bibliothèques, comme les mots, peuvent être des fenêtres ouvertes sur le monde ou bien des murs. Dès lors que les bibliothécaires adoptent une attitude ouverte, on observe que les usagers commencent à s'approprier l'espace des bibliothèques – même si ce n'est pas nécessairement pour lire des livres. Là aussi, le partenariat joue un rôle fondamental. Les bibliothèques ne trouvent du sens qu'à condition de se relier à d'autres structures. En soi, un livre n'est qu'un outil ; ce qui importe, c'est ce que l'on en fait. Qu'on lise sur un écran, sur un journal ou sur une affiche, le support diffère mais le sens premier demeure. Il convient de toujours se demander à quoi sert la lecture. Le livre comme lieu de ressource culturelle est important, certes, mais à condition que le choix des livres soit pertinent. Or la majorité des livres des bibliothèques du Pays de Montbéliard ne prennent pas forcément en compte la culture des personnes issues de l'immigration ni leur langue. Ainsi, les livres bilingues ou dans les langues d'origine sont très peu nombreux. L'important, c'est de pouvoir proposer de tels livres ; car cela signifie que ces différentes langues et cultures sont reconnues, et cela amène naturellement les personnes à se tourner vers les autres livres. Il est rare qu'une personne puisse s'intéresser à une culture qui n'est pas la sienne si elle ne se sent pas déjà acceptée elle-même. Il reste là un travail important à mener avec les

bibliothécaires, et je crois que les associations et les écoles sont les meilleures ambassadrices auprès d'eux pour diffuser la culture.

VEERLE VANDERLEEN, *collaboratrice du Réseau des Arts, Bruxelles* :

Pour rebondir sur ce que vous avez dit sur le manque de formation des bibliothécaires ou du personnel d'accueil, je voudrais savoir si vous organisez des formations. Dans notre pratique quotidienne, nous avons aussi relevé toute l'importance qu'il y a à savoir accueillir le public.

CLAIRE BAZIN :

J'ai évoqué les formations que nous mettons en place – tout en sachant que la collectivité n'est cependant pas un organisme de formation. Néanmoins, si nous avons choisi de mettre en place les quelques formations dont j'ai parlé, c'est parce qu'elles ont vocation à être complémentaires de celles déjà existantes. Nos propres formations visent à réunir autour d'un même sujet des personnes de profession et d'activité différentes : ainsi, lorsque ces personnes se retrouvent dans les quartiers, elles parlent un langage commun et ont des outils communs. Il s'agit donc de décloisonner les activités pour faciliter le travail commun. En matière de lecture à voix haute, c'est la pratique elle-même et la capacité des personnes à s'approprier un livre qui est pour elles source de motivation. En outre, nous essayons de travailler avec des organismes de formation et nous y parvenons assez bien. Nous avons fait le constat suivant : il y a environ 120 bibliothécaires dans le pays de Montbéliard, dont la moitié sont bénévoles – ce ne sont pas nécessairement les moins formés. Sur ces 120 personnes, un quart appartient à la fonction publique territoriale, dans le domaine de la culture, ce qui est très peu ; la culture désigne ici la culture française, et ces personnes ne sont pas nécessairement formées à la diversité culturelle ni à celle de l'immigration. Ce qui importe à ce moment-là pour nous, c'est de solliciter les organismes de formation pour leur demander de prendre en compte cet élément, et nous y parvenons dans une certaine mesure. La deuxième difficulté que l'on rencontre est liée au désir ou non pour les personnes concernées de suivre une formation. En effet, parmi les 120 personnes, certaines suivent toutes les formations proposées alors que d'autres y vont rarement. Il faut donc parfois trouver des modes d'injonction pour les y

inciter : par exemple, le département, de qui relève la compétence lecture, va proposer ses moyens et ses outils en échange d'un effort de formation du personnel. Nous parvenons ainsi à motiver les bibliothécaires à se former. Néanmoins, nous nous apercevons dans tous les cas que la formation n'a de sens que si elle se concrétise dans une action, bien souvent avec des partenaires (animateurs, médiateurs).

MEMET KARAMAN :

J'ai plutôt une suggestion pour madame. Je vous félicite de vos travaux là-bas, ce n'est pas simple. Dans les années 60 nous avons eu le même problème avec la bibliothèque principale à Gand et les autres bibliothèques qui avaient une offre très diverse de livres, de CD, etc. Nous avons trouvé une solution à cela, nous prêtons aussi attention au matériel en langues étrangères. C'est une des solutions. Une deuxième solution consiste à travailler avec des collections qui changent tous les 6 mois d'une bibliothèque à l'autre. Il y a donc une collection et une offre plus élargie. Troisième solution, mais peut-être vous n'avez pas cette option, à Gand nous avons neuf *speel-o-theken*, des ludothèques. Là, du matériel est prêté aux enfants et aux parents. On y collabore avec les bibliothèques et on y apporte les collections qui changent, de sorte que la bibliothèque se trouve près du citoyen.

VEERLE VANDERLEEN :

Excusez-moi, mais je n'ai pas compris ce que vous vouliez dire par *speel-o-theken*. Pourriez-vous m'expliquer un peu ?

MEMET KARAMAN :

Les *speel-o-theken* ont été fondées à partir des années 90 à Gand, selon les enfants et leurs parents. Les jouets que nous fournissons correspondent aux quatre phases de développement de l'enfant. Ce matériel est prêté chaque fois aux enfants qui viennent avec leurs parents ; ainsi les parents ont aussi l'occasion d'emprunter certains livres ou CD de la bibliothèque. On peut le comparer à une bibliothèque, mais au lieu de livres, ce sont ici les jouets qui sont à emprunter, en fonction du développement de l'enfant.

CLAIRE BAZIN :

Il existe effectivement des associations d'éducation populaire, associations qui existent depuis l'après-guerre en France et qui visent à permettre à chaque individu de s'épanouir et de prendre sa place de citoyen. Un certain nombre de ces associations proposent des activités où le jeu est une des manières d'entrer dans la culture et les savoirs. L'intérêt des jeux est qu'ils sont souvent empruntés à différentes cultures. Par ailleurs, la notion de réseau est fondamentale : si nous arrivons à mettre en place un réseau informatique de bibliothèques doté d'un portail commun permettant aux lecteurs de localiser les documents dans l'agglomération, ce sera une grande avancée, puisque certaines bibliothèques ne comprennent que quelques centaines de livres. Il existe aussi des bibliothèques qui veulent faire le choix de se spécialiser : je pense notamment à l'une d'elles qui souhaiterait proposer un fond ouvert à tous rassemblant des ouvrages relatifs à l'immigration, à l'Histoire de l'immigration, à l'interculturalité, etc. Enfin, je voudrais ajouter la chose suivante : que les personnes soient bibliothécaires, enseignants, travailleurs sociaux, animateurs ou même élus, lorsqu'elles suivent l'une des formations que nous proposons autour de la lecture et de l'écriture, elles s'aperçoivent alors que leur rapport à la lecture et à l'écriture ne va pas de soi. Il faut d'abord pratiquer soi-même et réinterroger ses propres pratiques par la confrontation avec autrui, pour se rendre compte que nous sommes très marqués par notre histoire individuelle et notre éducation, et qu'il y a d'autres manières d'entrer dans la lecture et l'écriture que celles que l'on a apprises, notamment à l'école. En France, c'est un phénomène très flagrant : celui qui échappe à l'écrit et à la lecture est inculte. Pourtant, historiquement, le phénomène de la lecture a beaucoup évolué, passant d'une lecture à voix haute à une lecture silencieuse. Ce que nous essayons de faire, à notre échelle, c'est de rééquilibrer cette question : sommes-nous contraints par les écrits ou bien sont-ils un espace de liberté ?

Dr. OLAF HAHN :

Avant d'aller plus loin, j'aimerais vous poser encore une question. Vous touchez 25.000 personnes chaque année et vous avez lancé ce projet en 2005. Vous avez mis en place une stratégie systématique de promotion de la lecture bâtie sur un réseau et vous avez aussi évoqué



les points de faiblesse du projet. Cela m'intéresserait de savoir comment on mesure l'apport en terme de formation dans l'ensemble de votre agglomération. Vous pouvez étudier les résultats scolaires des enfants sur cette période précisément, vous pouvez mesurer le nombre d'enfants qui passent dans les différentes filières de l'enseignement secondaire et vous pouvez peut-être aussi, en vous penchant sur les institutions culturelles présentes dans votre agglomération (théâtres et autres), constater l'augmentation du niveau culturel. Pouvez-vous dire que la promotion que vous faites de la lecture contribue nettement à améliorer les choses dans l'ensemble de la région ? En effet, il ne s'agit pas que de la lecture. L'accès au texte représente déjà un accès au savoir. Comment évaluez-vous cet impact ?

CLAIRE BAZIN :

La question de l'évaluation dans le domaine de la culture et de l'éducation n'est pas simple : en quoi les parents, le cercle d'amis, les enseignants, les associations contribuent-ils à l'éducation des enfants ? Comment mesurer l'apport de chacun ? Néanmoins, on peut chercher des outils d'évaluation. En arrivant dans le Pays de Montbéliard, j'ai pu constater combien la dynamique y était forte : l'offre autour de la lecture et de l'écriture est considérable, ancienne et bien ancrée, et certaines manifestations peuvent être très fréquentées. Par exemple, des rencontres organisées avec des auteurs dans des petites bibliothèques de village attirent parfois une centaine de personnes. Mais inversement, il arrive aussi que pour un auteur relativement connu, la fréquentation soit bien moindre, sans que nous puissions nous en expliquer les raisons. Je reprendrai l'exemple de notre travail sur la lecture à voix haute, que nous menons depuis dix ans auprès des tout-petits, car c'est dans ce domaine que nos observations ont été les plus précises. A la crèche, dans les haltes-garderies, puis à l'école maternelle, des professionnels ou des associations ont proposé des actions, auxquelles les parents étaient en général associés. Dès lors, ces derniers se sont mis à fréquenter eux-mêmes davantage les bibliothèques. Au fur et à mesure que ces enfants ont grandi, leurs enseignants de maternelle puis de primaire se sont appropriés ces démarches. Aujourd'hui, dans nos formations de lecture à voix haute, nous accueillons également des enseignants de collège et de lycée, documentalistes ou professeurs de français. Certes, nous touchons

encore insuffisamment les adolescents, mais par d'autres activités telles que l'écriture, les arts plastiques et les arts du spectacle, nous parvenons, en faisant des partenariats entre bibliothèques et scènes culturelles, à les mobiliser autour des cultures urbaines et de pratiques comme le rap ou le slam.

Dr. OLAF HAHN :

Merci bien, Madame Bazin, de nous avoir montré une partie des difficultés qui se posent dans l'évaluation d'une telle stratégie.

Avant d'entamer un débat plus général, j'aimerais vous présenter Madame Tina Jerman qui vient de Düsseldorf. Madame Jerman, vous avez, si j'ai bien compris, deux champs d'activité principaux : vous êtes journaliste et écrivez beaucoup sur les thèmes de la diversité culturelle, de la culture et de la gestion durable, mais vous vous consacrez surtout au thème « *Eine Welt* ». Je sais que vous êtes membre fondateur et directrice d'un réseau *Eine Welt* en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, *Land* où se trouve Düsseldorf. Peut-être voulez-vous bien nous expliquer avant de commencer de quoi il s'agit, car votre exposé – et c'est le second point – traite de stratégies d'action générales et interculturelles dans l'art et la culture. Madame Bazin nous a présenté une action concrète développée en réseau dans le domaine de la lecture, et je présume que Madame Jerman nous exposera différentes stratégies culturelles allant dans cette direction.

**Tina Jerman**

*(Directrice du projet « interkultur.pro », Düsseldorf)*

### **Stratégies d'action interculturelles dans l'art et la culture**

Je vous remercie de m'avoir invitée à Berlin pour ce colloque, ce dont je me réjouis car nous avons en Rhénanie-du-Nord-Westphalie une assemblée similaire. Nous nous réunissons régulièrement quatre fois par an lors d'un « jour fixe » réunissant les représentantes des communes. Mais je voudrais tout d'abord me présenter. Je suis directrice de la coordination culturelle EXILE à Essen depuis 1982, date à laquelle elle a été créée. Il s'agit d'une agence qui développe des projets artistiques internationaux et interculturels. Par le biais de l'art et de la culture, nous cherchons à sensibiliser le public allemand à la

réalité de la vie des gens dans les pays du sud et des migrants installés ici. Nous sommes parvenus assez rapidement au constat suivant : à côté du travail pratique sur le terrain, par lequel les services culturels et le management de projets artistiques gèrent les artistes, il faut aussi, en politique culturelle et dans les institutions culturelles, faire du lobbying pour des thèmes comme « l'interculturel » et comme « culture et développement » pour rapprocher ces deux branches. Nous accompagnons donc ce processus depuis 2002 dans le *Land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et c'est ce travail que j'aimerais vous présenter aujourd'hui.

Dans nos communes, le phénomène de l'immigration s'est pérennisé, ce qui signifie que toutes les institutions culturelles, qu'elles soient institutionnelles ou indépendantes, doivent prendre ce thème en compte et le traiter. Notre mission est de soutenir le mieux possible celles que cela intéresse. Pour nous, cette concentration dans le domaine culturel implique une participation sociale, culturelle et équitable, et c'est pour nous la condition préalable à une participation démocratique à la vie de la cité. La conjonction « du talent, de la technologie et de la tolérance », selon les mots de Richard Florida, est pour nous aussi le signe d'un climat d'innovation et de diversité. Nous défendons la thèse selon laquelle la culture peut créer ces conditions, puisque les arts animent et enrichissent le dialogue des cultures.

En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le pourcentage d'immigrés dans la population est d'environ 23 %, alors qu'il est d'environ 20 % en Allemagne, ce qui constitue en tout état de cause une bonne raison pour agir dans ce domaine. Nous estimons que les scènes culturelles doivent s'ouvrir les unes aux autres, c'est pourquoi nous nous concentrons sur la création de projets interculturels et nous cherchons à mobiliser le potentiel dans un espace tiers commun, un « *third space* », afin que les acteurs puissent s'y rencontrer si possible loin de tout préjugé.

J'esquisserai à présent les grands traits des conditions générales de la politique culturelle en Allemagne. Notre travail prend comme cadre de référence la convention de l'UNESCO qui protège et soutient les différentes formes d'expression culturelle dans leur diversité. Il existe en Allemagne un plan d'intégration national dont l'un des six domaines est dédié à la culture. La Commission d'enquête du *Bundestag* comporte également, dans ses recommandations concernant la

culture, un passage à ce sujet. Actuellement, un groupe de travail de la Conférence permanente des ministres de l'Éducation des Länder se penche sur le sujet. De plus, il faut savoir que, même si la culture en Allemagne est du ressort des *Länder*, on essaie cependant ici de créer une plate-forme commune, et que nous accompagnons ce processus. Vous connaissez certainement en Rhénanie-du-Nord-Westphalie le projet « Ruhr.2010 » qui a représenté cette région comme capitale européenne de la culture ; or si la Ruhr a été choisie, c'est justement parce qu'elle a placé les thèmes de l'interculturel et de la migration au cœur de ses activités. Le *Land* du Bade-Wurtemberg a suivi ce mouvement avec le rapport « Culture 2020 » où, dans le troisième chapitre, l'art et la culture axés sur l'interculturel occupent une place prééminente.

En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, il y a eu après les attentats du 11 septembre, une initiative d'intégration multipartite du *Landtag* demandant à tous les ministères de chercher sur quels points ils pouvaient s'améliorer dans ce domaine. Suite à cela, le Ministère de la Culture a créé en 2002 le département « Travail interculturel ». Ainsi apparaît clairement ce qu'il est possible de faire pour les *Länder* : motiver, stimuler et sensibiliser les communes au travail interculturel. Il s'agit donc de donner la possibilité aux communes mais aussi aux institutions culturelles, grâce à des projets pilotes ou à la mise en réseau, d'une part d'échanger ensemble sur l'ouverture interculturelle, et d'autre part d'aller de l'avant en développant des projets pilotes, et de voir comment perfectionner ce travail dans les moindres détails. Puis en 2005, le gouvernement conservateur a mis en place un Ministère de l'Intégration, qui a été repris en 2010 par le nouveau gouvernement du *Land*, qui gouverne sans avoir la majorité absolue. Le travail culturel ne dépend cependant pas du Ministère de l'Intégration, mais est du ressort du Ministère de l'Éducation, en tant que mission transversale.

J'aimerais poursuivre en vous présentant les processus engagés dans notre *Land*. L'interculturel se fonde sur le principe de la participation, de la transparence et de la mise en réseau. Il s'agit dans un premier temps de développer un concept et une stratégie, et ce faisant d'analyser quelles sont les étapes nécessaires. En 2003, le gouvernement du *Land* a commandé une étude : il en est ressorti qu'il n'y avait guère de démarches interculturelles dans les communes dans le

secteur culturel. En outre, on a constaté que la capacité à insuffler du contenu dans ce domaine existe seulement lorsque les personnes issues de l'immigration participent aux projets, car les services culturels dans les communes comme dans les institutions culturelles n'ont pas la compétence pour concevoir de nouveaux contenus et programmes. J'ignore ce qu'il en est de vos services culturels. Je suis moi-même issue de l'immigration, avec des origines slovène et autrichienne. Notre équipe et nos commissions de consultation comportent des membres de différentes nationalités et il est important de veiller à préserver cette diversité. Les principes de la politique d'aide du *Land* pour les projets artistiques axés sur l'interculturel ont ainsi été développés comme première étape dans un processus participatif, en mettant l'accent sur l'interculturel. Toutes les minorités, tous les groupes culturels sont libres d'organiser des événements, comme par exemple des lectures en turc ou une soirée disco russe, mais la politique du *Land* doit centrer son action sur un objectif : mettre en relation autant de groupes différents que possible. Cet objectif se reflète d'ailleurs dans les directives de la politique d'aide. L'étape suivante a consisté, entre 2004 et 2006, à fixer et à développer des stratégies d'action au niveau communal dans six communes pilotes : deux grandes villes, Dortmund et Essen, deux villes moyennes, Hagen et Hamm, et deux petites, Arnsberg et Castrop-Rauxel. Il s'agit de rapprocher dans une démarche participative les habitants de ces villes, qui ont réfléchi ensemble aux questions suivantes : dans quelle direction leur commune doit-elle développer la tendance interculturelle ? Quelles sortes d'offres attendent les personnes, par exemple issues de l'immigration, de la part de la bibliothèque ou du théâtre ? Cela a abouti à des décisions officielles adoptées par le conseil municipal, dont nous avons fait la synthèse dans un livre, comportant aussi un résumé en anglais, en turc et en russe. A la fin de ce processus, nous sommes donc parvenu à des décisions concrètes : le conseil municipal a voté en faveur de l'application dans le champ culturel de la ville de cette démarche interculturelle, avec des compétences assorties et des procédures d'évaluation. C'est à la suite de cela que nous avons mis en place le « jour fixe » que j'ai évoqué précédemment. Ce sont désormais 25 villes qui y participent : c'est une assemblée où l'on peut parler sans crainte des réussites ou des échecs et où l'on peut échanger dans une atmosphère très vivante. Grâce à la documenta-

tion contenue dans notre ouvrage, nous aimerions motiver d'autres communes et d'autres institutions culturelles à suivre cette voie.

A la fin de ce processus, en 2006, il était clair qu'il manquait encore un élément décisif, une chose que vous, Madame Bazin, avez aussi évoquée : ce complément de formation, cette compétence interculturelle que devrait acquérir le personnel des institutions culturelles et des services culturels. C'est pourquoi nous avons instauré en 2007 un programme de professionnalisation intitulé « *interkultur.pro* » s'adressant au personnel des administrations, des institutions culturelles et du management culturel indépendant. Nous avons ainsi développé des formations qualifiantes dans le domaine du management de projets, de la recherche de financement pour l'interculturel (ce qui est aussi important) ou encore de la communication interculturelle. Il existe également un module, la *Theorie-Praxis-Diskurs*, dans lequel nous présentons des exemples et des résultats actuels de la recherche de telle sorte que les personnes en activité – qui généralement n'ont pas le temps de suivre l'état actuel de la recherche scientifique – puissent s'informer sur les modèles et les dispositifs qui existent. Ce module propose un forum régulier sur lequel on peut échanger et se documenter sur les nouvelles théories.

Le projet « *interkultur.pro* » s'achèvera en 2011, mais sur une note positive puisque le nouveau gouvernement du *Land* a décidé de pérenniser ce programme avec le soutien d'une grande fondation. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'un projet lancé pour une durée limitée dans le temps peut se poursuivre et surtout se pérenniser. Les critères d'attribution des subventions doivent par exemple toujours être rediscutés et redéfinis, tout comme la stratégie d'action communale, même si les communes ayant intérêt à continuer sont toujours plus nombreuses. Loin d'avoir été satisfaits au bout des trois ans, les besoins en terme de formation complémentaire augmentent, parce que ce programme rallie davantage de personnes et d'institutions. Par conséquent, il nous semble logique d'avoir un institut ou un établissement chargé de rassembler ces compétences et ces expériences, de les développer et de les diffuser.

Je passe à présent à un exemple de projet concret, « *Sehnsucht nach Ebene 2* » (« Nostalgie du niveau 2 »). Voilà un projet artistique qui selon moi correspond parfaitement au thème de ce colloque. Il s'agit d'un projet orienté vers l'interculturel et qui correspond exac-

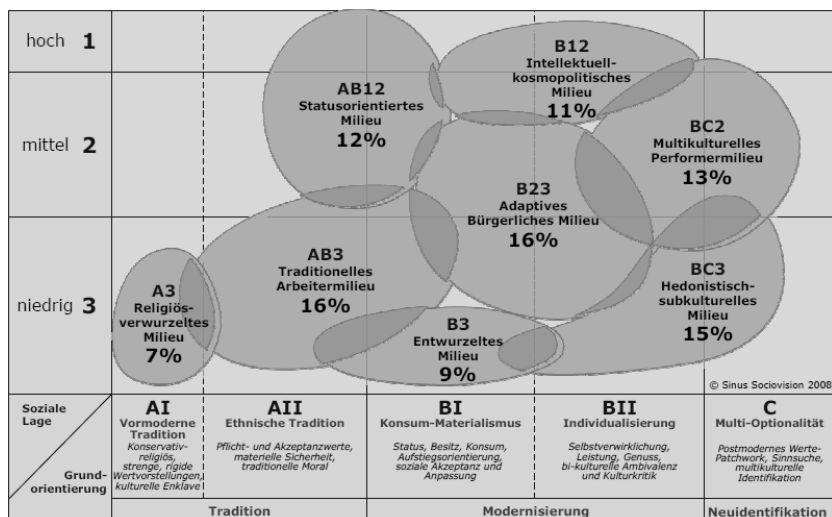
tement aux critères d'attribution des subventions. Deux artistes, Milica Reinhart, originaire de Croatie et vivant à Hagen, et Marian Verkerk, d'Amsterdam, ont interviewé 40 femmes dans un quartier du centre de Hagen, où se mêlent 84 nationalités différentes. Ces femmes ont parlé des couleurs qu'elles associent au souvenir qu'elles ont gardé de leur parcours migratoire. A partir de ces interviews, les deux artistes ont alors créé un décor sur un pont qui traverse la ville, long de 500 mètres ; 20 inscriptions du mot « pont » en tubes fluorescents, écrit dans des langues et avec des graphies différentes, sont venues compléter cette mise en couleur. Le quartier est lui-même situé dans une région qui a bénéficié entre 2000 et 2006 de fonds européens pour le développement régional (*Ziel 2-Gebiet*), donc un quartier ayant des besoins spécifiques en matière de rénovation. Ce projet a constitué un projet pilote de l'UNESCO et des capitales européennes de la culture. Le rayonnement que ce projet exerce en ville à des niveaux multiples est très intéressant. Il a cependant donné lieu au départ à un petit conflit dans le monde culturel : à savoir qui aménage l'espace public en ville et quelles conceptions de l'organisation cela révèle. Le gouvernement du *Land* a finalement décrété en raison des controverses que nous ne financerions le projet que si le conseil municipal émettait un avis favorable. Je n'avais encore jamais vu de conseil où l'on discute d'art quatre heures durant. En fin de compte, trois élus de la CDU ont voté en faveur du projet, ce qui a permis son adoption à une très courte majorité. Comme dit précédemment, ce projet touche différents domaines sociaux, comme le développement urbain, la culture, la formation. A présent, le pont et le quartier font l'objet de visites guidées, et les habitants ont développé une nouvelle relation avec leur quartier depuis que ce projet a vu le jour. « *Sehnsucht nach Ebene 2* » a été présenté dans différents musées d'Europe et a donné lieu à des conférences. Il a même été l'objet d'une pièce de théâtre. Un auteur turc habitant le quartier a publié un roman qui a lui aussi été porté sur scène, au théâtre pour jeune public. Quant aux professeurs, ils profitent du pont pour lancer la discussion en classe sur l'aspect multiculturel du quotidien à l'école. Enfin, plusieurs facultés et universités ont produit des travaux scientifiques sur ce thème.

Si nous revenons à présent encore aux modules de professionnalisation, la section « données, faits, cadre de vie » nous paraît capitale. Le fait que la recherche « accompagne en continu ce projet » consti-

tue un facteur de réussite essentiel. Nous partons du principe qu'en réalisant des études systématiques et stratégiques, nous ne pouvons qu'améliorer la situation. Cela implique l'analyse de la culture politique locale pour définir les stratégies d'action interculturelles au niveau communal. Nous travaillons là avec les méthodes de la recherche scientifique appliquée à la culture. Dans l'étude pilote « La diversité culturelle à Dortmund », on a interrogé pour la première fois des personnes avec ou sans passé migratoire dans leur langue maternelle sur leurs centres d'intérêt et leurs habitudes en matière de culture. Les résultats comparés de la fréquentation effective des lieux culturels montrent par exemple le succès du travail accompli par les bibliothèques. Ces dernières sont en Allemagne les lieux culturels où le public compte la plus forte proportion de personnes issues de l'immigration, plus de 30 %, soit une proportion supérieure à ce qu'elle est dans la population allemande. En exploitant ces données, on peut aussi enquêter sur la planification et l'organisation culturelle à l'échelle locale. Il nous semble important que ces résultats scientifiques soient diffusés, par exemple à travers nos modules *Theorie-Praxis-Diskurse*.

Ce graphique résulte d'une étude sur les milieux dans lesquels vivent les personnes ayant un passé migratoire. Cette étude a été réalisée par l'Institut Sinus de Heidelberg et commandée entre autres par le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Elle met en évidence deux constats : le premier est que le milieu soi-disant conservateur et traditionnel ne représente en Allemagne que 7 %. Or les médias illustrent la plupart du temps les discours sur l'immigration avec des images représentant ce milieu. Les médias ont donc une responsabilité particulière, celle de rendre également compte des autres milieux, comme par exemple le milieu intellectuel-cosmopolite ou le milieu hédoniste-subculturel. Vous trouverez les résultats de cette étude et les recommandations qui les accompagnent sur notre site [www.interkulturpro.de](http://www.interkulturpro.de), je vous en recommande la lecture. Le second résultat auquel l'étude est parvenue est que l'intérêt pour la culture ne dépend pas de l'origine de la personne mais avant tout de son revenu et de sa formation. Cela a déjà été évoqué hier. Pour planifier l'offre des institutions culturelles, il est utile d'étudier attentivement le contexte afin d'adapter ces offres aux groupes cibles spécifiques,





Graphique 6 : Les milieux des personnes avec un passé migratoire en Allemagne

comme s'il s'agissait de marketing interculturel, et à l'image de ce qu'a fait la ville d'Anvers, évoquée hier.

Je terminerai par une remarque : fin octobre se déroule à Bochum le troisième congrès au niveau fédéral sur l'interculturalité, réunissant des acteurs allemands et étrangers, à l'organisation duquel nous collaborons. Nous croyons à l'importance de la mise en réseau et de l'échange – ce qui est ressorti clairement de nos discussions d'hier et d'aujourd'hui – parce que de nombreuses institutions culturelles s'engagent sur la voie d'une ouverture interculturelle et ont besoin pour cela d'informations et de propositions. Il nous semble important de professionnaliser systématiquement et de pérenniser cette offre dans les différents domaines du travail culturel, afin de permettre à davantage de monde d'accéder à la culture.

Dr. OLAF HAHN :

Merci beaucoup Madame Jerman pour tous les éléments que vous nous avez communiqués. Voilà quelques aspects qui nous ont permis de mieux connaître les stratégies d'action interculturelles en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, ainsi que le processus auquel vous avez pris part. Je suis curieux de voir comment nos collègues allemands, français et belges en tireront profit.

KARL ERNST FORISCH :

J'ai deux questions. La première : pourriez-vous nous fournir la liste des 25 communes qui prennent part à ce processus, au moins avec des données chiffrées ? Et la seconde : il existe ou il existait le programme d'aide KOMM-IN ; je suppose que le gouvernement actuel du *Land* le poursuit, en tout cas je n'ai pas eu d'information contraire. Serait-il éventuellement possible d'inclure votre stratégie et vos missions dans le programme KOMM-IN ? Il existe actuellement une offre de formation qui a été adaptée à la réalité du terrain, et ce serait bien sûr un segment supplémentaire où à mon avis l'on pourrait l'intensifier.

TINA JERMAN :

Peut-être est-ce une initiative spécifique à la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. KOMM-IN est un programme d'aide qui ne finance pas des projets mais des actions structurelles dans les communes. Les responsables de KOMM-IN qui gèrent ce programme à l'échelle du *Land* prennent régulièrement part à l'assemblée du « jour fixe ». Vous trouverez sur internet la liste des 25 communes que vous me demandiez.

VEERLE VANDERLEEN :

Une question au sujet de la graphique. Peut-être que je n'ai pas bien compris, mais je vois qu'il y a quand même beaucoup d'immigrés qui passent à un niveau plus intellectuel. Je trouve cela remarquable, car dans le contexte bruxellois, cela reste un problème quand il s'agit de la représentation des immigrés dans des fonctions de cadre, dans des conseils d'administration, etc. Je me demande si la situation est différente chez vous.

TINA JERMAN :

On peut dire sans trop se tromper qu'environ 35 % de la population ayant un passé migratoire appartient au milieu intellectuel et bourgeois si l'on inclut les personnes ayant des revenus comparativement bas, c'est-à-dire gagnant moins que les Allemands de statut comparable. Peut-être dois-je revenir sur le fond même de la méthode de l'étude « *Sinus-Milieu* ». Elle distingue deux niveaux différents dans la catégorisation : le premier est axé sur les valeurs, qui vont du conser-

vativisme au progressisme, tandis que le second correspond au niveau de revenu. Il en résulte différents paramètres qui permettent de distinguer plusieurs groupes cibles. Le *Land* a en outre ajouté à ces critères la question de la culture : il s'agit de connaître les intérêts culturels de chaque milieu afin de pouvoir réaliser une planification plus précise. Par exemple, le milieu adaptatif-bourgeois manifeste un intérêt explicite pour les offres culturelles s'adressant à l'ensemble de la famille : l'intérêt pour le théâtre contemporain y est faible, mais l'intérêt pour les comédies musicales ou pour les offres de ce style qui procurent une sorte d'*harmonizing* est plus prononcé. Un autre milieu s'intéressera en revanche davantage aux concerts religieux. Il est intéressant de noter que tous les milieux ont en commun le fait d'attacher une grande importance à l'éducation culturelle des enfants, car ils ont tous l'idée que plus les enfants ont un haut degré de formation culturelle, plus grandes seront leurs chances d'accéder à un bon emploi et de bien s'intégrer.

Dr. OLAF HAHN :

Peut-être doit-on encore ajouter pour ceux qui ne sont pas allemands que l'Institut Sinus avait aussi réalisé il y a quelques années une étude sur l'Allemagne entière. Ce travail spécifique a mené à de nombreuses comparaisons entre les milieux de ce qu'on appelle « la société de la majorité » et les milieux de l'immigration. Cette étude a été très souvent citée et l'est encore car elle permet d'appréhender différents aspects du travail d'intégration en Allemagne, au même titre qu'une longue série de grandes études fort intéressantes parues en Allemagne ces dernières années sur le thème de l'intégration. Je signalerai une grande étude sur les musulmans en Allemagne présentée par l'Office fédéral des migrations et des réfugiés à Nuremberg, qui permet de bien comprendre comment vivent les musulmans en Allemagne, une question essentielle. Elle est malheureusement très peu citée et utilisée par les médias allemands dans les débats actuels, et je ne crois pas qu'elle soit traduite en anglais.

TINA JERMAN :

Il existe en revanche des études sur l'Angleterre et une étude Sinus sur la Pologne. Mais l'essentiel est que les administrations et les donateurs d'ordre s'intéressent aux résultats de ces recherches. C'était le

cas entre autres du Ministère de la famille, d'une grande chaîne de télévision et de radio du sud de l'Allemagne et d'une société de construction de logements, donc de toute une série de donneurs d'ordre soucieux de ne plus parler des immigrés en général, mais d'avoir une vue précise des choses : lorsqu'ils planifient le développement urbain dans le domaine de l'habitat, ils doivent aussi connaître le niveau de revenu, les intérêts et les capacités des personnes qui habitent là, en particulier pour planifier l'offre des établissements culturels ou des programmes radio et télévisés.

Prof. Dr. SUSANNE KEUCHEL :

Je voudrais compléter ce point en m'appuyant sur les chiffres du niveau de formation en Allemagne. En effectuant des recherches auprès de l'Office fédéral des statistiques et en collectant ces chiffres, nous sommes parvenus à un résultat surprenant qui va finalement dans le sens de l'étude « *Sinus-Milieu* » : il n'existe au fond aucune différence en termes de formation. Pour comprendre cela, il convient de se remémorer l'histoire de l'immigration en Allemagne. L'histoire des travailleurs immigrés nous apprend qu'une partie d'entre eux est venue de pays où le niveau de formation était peu élevé pour occuper certains emplois ici. Mais plus récemment, nous avons aussi eu par exemple une forte immigration de réfugiés politiques arrivés d'Iran et d'Irak, dont certains sont diplômés de l'enseignement supérieur et qui tombent ici dans des milieux complètement différents. Beaucoup d'immigrés viennent d'Europe de l'Est, comme par exemple la génération des « rapatriés de souche allemande », dont une partie parle allemand et qui s'est ancrée ici de manière toute autre, avec ses propres intérêts culturels et ses propres compétences linguistiques. Or le constat de fond, valable aussi pour les réfugiés politiques ayant un haut niveau d'instruction, est que – et cela reflète encore l'approche opérée par l'étude « *Sinus-Milieu* » – ils connaissent eux aussi des difficultés pour accéder à certains postes. Cela vaudrait vraiment la peine d'étudier la question du niveau de formation dans les autres pays. Se peut-il que les choses soient différentes sur ce point en Allemagne par rapport aux autres pays, justement parce qu'elle a connu ces différents courants d'immigration ?

TINA JERMAN :

Pour répondre à votre question, je dirais que c'est justement grâce à cette différenciation que nous attirons des gens vers nos offres de professionnalisation et que nous leur ouvrons des portes. Par exemple, nous permettons à des artistes issus de l'immigration de gérer eux-mêmes des projets artistiques, ce qu'ils n'auraient pu faire auparavant, et ainsi de saisir l'occasion de participer à des comités ou des instances décisionnaires au sein d'établissements culturels.

Dr. OLAF HAHN :

J'ai moi-même encore une question, pour laquelle je reviens encore au début de votre exposé. Vous avez cité la formule de Richard Florida qui réunit trois concepts, « talent, technologie et tolérance » et vous avez aussi souligné le rôle de la culture comme condition d'un climat novateur. Ma question sera un peu provocante, mais en même temps pragmatique : pourrait-on dire qu'*interkultur.pro* et l'ensemble de votre travail, qui réfléchit sur le long terme – ce qui est une bonne chose – représentent aussi un atout qui renforce l'attractivité de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, parce que ce *Land* est toujours celui qui occupe la place prépondérante en Allemagne du point de vue économique ? Raisonne-t-on ainsi, ce qui serait certainement légitime ? La culture exerce-t-elle aussi dans un certain sens une fonction dans le climat novateur dont a besoin l'économie ?

TINA JERMAN :

Je ne souhaite pas argumenter ici du point de vue économique, mais plutôt parler du vivre-ensemble dans les communes. J'emprunte cette perspective à la Finlande : dans ce processus, nous devrions nous efforcer de ne laisser personne sur le bord du chemin, mais au contraire permettre au plus grand nombre de personnes possible de participer, afin que les communes demeurent bien vivantes et aient un comportement responsable, en accord avec les droits et les devoirs de chacun. J'ajouterai à cela le mot de Richard Florida qui dit que la réunion de nombreux facteurs liés à la diversité a des effets nettement positifs sur le développement d'une région, d'une commune et de leurs institutions culturelles.

Dr. OLAF HAHN :

Je vous remercie beaucoup, Madame Jerman, pour votre exposé convaincant et vos réponses détaillées, et pour nous avoir signalé d'autres études. Venons-en à notre troisième exposé. Soyez le bienvenu, Monsieur Mouhssin. Nous sommes ravis que vous soyez venus de Bruxelles. Vous êtes député régional de la région de Bruxelles, et je sais que vous êtes passé par diverses étapes dans votre parcours politique et que vous êtes originaire de Bruxelles. Vous allez à présent nous parler de cette ville et de la manière dont on y planifie la culture, ainsi que de la « Maison des cultures », ce sur quoi vous vous êtes déjà exprimé hier en séance plénière. Pourriez-vous vous présenter rapidement et dire quelques mots sur Bruxelles, afin que ceux qui ne sont pas belges parmi nous et ceux qui ne connaissent pas bien la ville puissent s'y retrouver ?

**Ahmed Mouhssin**

*(Député régional bruxellois au Parlement de la Région de Bruxelles)*

### **Le plan culturel et la Maison des cultures : des moyens de planifier et de concrétiser la multiculturalité de proximité**

En introduction, je souhaiterais citer Georges Duhamel qui définissait la culture comme « *ce qui fait d'une journée de travail une journée de vie* ».

Il me paraît en effet important d'insister sur le fait que la culture n'est pas un élément accessoire de la gestion publique. Et que, si les besoins primaires que sont le logement, le travail ou l'assurance-santé s'imposent comme des nécessités dans un premier temps, le besoin de culture et de transmission de celle-ci s'impose dans un second temps. Ces différents besoins se manifestent donc de manière décalée et successive, mais sont essentiels au bien être individuel et au lien social. Fort heureusement, les pouvoirs publics l'ont bien compris ; c'est pourquoi la promotion de la culture est un enjeu fondamental dans toutes les cités.

A Bruxelles, plus qu'ailleurs, elle ne peut se concevoir que dans le cadre d'une reconnaissance de la diversité sociale et ethnique. Une description rapide de la situation socio-économique de Bruxelles, illus-

trée par quelques chiffres<sup>1</sup>, permet de mieux cerner l'ampleur du défi. Il y a, dans la capitale belge, 1.048.491 habitants. Ils se répartissent en 295.043 personnes de nationalité étrangère, 200.000 étrangers naturalisés depuis 1990, soit au total 50 % de citoyens d'origine étrangère ou étrangers. A cela, il faut ajouter des dizaines de milliers de personnes en attente d'une régularisation, de sans papiers, de stagiaires européens...

Bruxelles, comme de nombreux grands centres urbains, s'illustre malheureusement aussi par un grand nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Près de 30 % des habitants de la capitale de l'Europe vivent en effet avec moins de 822 euros par mois (chiffres de 2008). De plus, cette précarité est concentrée dans le centre de la ville. Le déménagement des populations aisées, remplacées par une immigration populaire dans le contexte de la désindustrialisation ont appauvri des quartiers. La zone concernée est communément appelée « le croissant pauvre » et le taux de chômage y dépasse les 30 %.

L'une des particularités de Bruxelles est aussi sa complexité institutionnelle. Afin de pacifier les relations entre le nord et le sud du pays, des mécanismes complexes de gestion de la vie publique et de son financement ont été créés. Le résultat est un éparpillement des compétences qui, avec le temps, rend, pour les citoyens et les opérateurs culturels, les choses illisibles.

En Belgique, la culture est certes de la compétence exclusive des Communautés (française, flamande et germanophone), mais en Région de Bruxelles capitale (capitale d'Europe, de Belgique, de Flandres, de la Communauté Française et de la Région de Bruxelles-Capitale), les Communautés, l'état fédéral, la COCOF<sup>2</sup>, la VGC<sup>3</sup>, la COCOM<sup>4</sup> et les 19 communes qui composent la région de Bruxelles interviennent d'une manière ou d'une autre dans la vie culturelle de la ville.

L'autre originalité est une représentation politique plus en adéquation avec la diversité de la population, cela est sans doute dû à la foi à l'obligation de vote et au droit de vote au niveau local des étrangers européens et extra-européens. Les principaux responsables politiques en charge des compétences culturelles à Bruxelles sont en effet Ma-

---

1 (Chiffres de 2008)

2 <http://www.cocof.irisnet.be/site/fr>

3 <http://www.vgc.be/>

4 [http://www.bruxelles.irisnet.be/fr/region/region\\_de\\_bruxelles-capitale/institutions\\_communautaires/cocom.shtml](http://www.bruxelles.irisnet.be/fr/region/region_de_bruxelles-capitale/institutions_communautaires/cocom.shtml)

dame Fadila Laanan, Ministre de la culture de la Communauté Française de Belgique, Monsieur Emir Kir, Ministre de la culture pour la COCOF et Monsieur Hamza Fassi-Fihri, échevin (adjoint au maire) en charge de la culture pour la Ville de Bruxelles (qui est la principale commune de la région de Bruxelles capitale). La consonance de leurs patronymes ne vous aura pas échappée, ils sont tous les trois d'origine étrangère. Est-ce que cela influe sur les choix des politiques à Bruxelles dans le sens d'une plus grande ouverture vers la diversité ? J'aime à le penser.

Cependant, tout n'est pas rose. Le réseau culturel bruxellois n'a pas encore tout à fait su s'adapter au contexte multiculturel de la ville. Dans ce contexte, on ne peut que saluer la création par les pouvoirs locaux d'un nouveau lieu de culture dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Ce lieu se réapproprie l'esprit originel des centres culturels qui, dans les années septante (soixante-dix), s'étaient fixés pour mission de soutenir la création et la diffusion artistique, dans le cadre d'un projet permettant de développer une identité claire et forte, adaptée au contexte local pour les citoyens mais surtout avec les citoyens.

Ce lieu est « La Maison des Cultures et de la Cohésion sociale »<sup>5</sup>. Il vise à favoriser les échanges interculturels et intergénérationnels, ainsi qu'à offrir aux habitants de la commune bruxelloise des espaces de loisirs et de rencontres modernes. La Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale propose une série d'activités valorisant les richesses culturelles locales : ateliers de danse, de musique, de cinéma et de théâtre, expositions mettant à l'honneur les artistes locaux, rencontres intergénérationnelles, ou encore partage de fêtes communautaires. L'organisation d'une fête musulmane de rupture de jeûne n'y est par exemple pas considérée comme une atteinte à la neutralité du service public mais au contraire, comme un moment d'échange. Ce lieu permet de décloisonner les cultures, puisqu'il permet le dialogue et la valorisation de la culture de chacun. Cette démarche rencontre un grand succès, et l'appropriation du lieu par les habitants du quartier est un indicateur de réussite. Il existe deux autres initiatives publiques à Bruxelles qui méritent sans doute une petite présentation. La première est l'espace MAGH<sup>6</sup>, espace maghrébin qui s'affiche

---

5 <http://maisoncultures1080.blogspot.com/>

6 [http://www.espacemagh.be/creation\\_diffusion\\_artistiques\\_fr.php](http://www.espacemagh.be/creation_diffusion_artistiques_fr.php)



comme résolument laïc et est porté par la communauté française. Ce lieu, selon sa présentation, « *se veut ouvert à une zone culturelle qui englobe les pays du Maghreb et le bassin méditerranéen. Sa spécificité originale est tout à la fois de porter une attention particulière aux cultures dites minoritaires, d'être à l'écoute des artistes issus des immigrations, trop souvent méconnus, et, enfin, d'agir comme une chambre d'écho pour un certain nombre d'auteurs du Sud ou d'ailleurs, étonnants autant qu'ignorés, qui n'ont pas trouvé asile ailleurs* » Déclaration ambitieuse, qui sera jugé sur la manière dont il rencontrera son public, car le lieu n'a ouvert que récemment. Le second lieu est le Daarkom<sup>7</sup>, la Maison des Cultures maroco-flamande à Bruxelles. La Communauté flamande et le Royaume du Maroc ont créé cette maison des cultures. Ce lieu, encore en rénovation à l'heure actuelle, sera un endroit de rencontre entre des personnes d'origines différentes pour découvrir leurs cultures respectives. Ce qui en découlera pourra peut-être être qualifié de fusion. L'originalité de ce centre culturel est qu'il s'inscrit clairement dans un projet de collaboration avec le pays d'origine.

Je souhaiterais également signaler les nombreuses initiatives privées, qui sont des succès. Chaque semaine, on peut croiser dans les rues de la commune de Saint-Josse (petite commune populaire de Bruxelles) de nombreuses jeunes filles munies de saz<sup>8</sup> qui répètent dans des associations turques. Ces cours, donnés par des associations privées (subventionnées) répondent à un besoin qui n'avait pas été rencontré par les académies de musique publique, car celles-ci n'intègrent pas cet instrument dans leur programme. Les Fourmis, une association de scoutisme musulman, a créé une pièce de théâtre, pleine d'humour, sur le mariage musulman « *Le mariage de Leïla* ». Petite pièce amateur, elle rencontre un succès auprès d'un large public. Il y a également le concert annuel anachide<sup>9</sup> européen de Bruxelles, qui draine plus de 2.500 familles chaque jour, l'espace d'un week-end. Sans parler de la télévision culturelle câblée, Al Maghreb TV<sup>10</sup>, qui a vu le jour cette année. L'émergence de ces initiatives communautaires (connaissant un fort succès auprès des populations populaires issues

---

7 [http://www.daarkom.be/blog/fr/?page\\_id=60](http://www.daarkom.be/blog/fr/?page_id=60)

8 <http://fr.wikipedia.org/wiki/Saz>

9 Chorale de chants religieux

10 <http://www.amtv.be>

de l'immigration) témoigne du besoin de culture et l'attachement aux racines.

Si, dans cette société multiculturelle, nous avons la conviction que ces initiatives sont une richesse, cela implique du monde politique une bienveillance qui se traduit par un soutien à ces projets communautaires et par la création des conditions d'une véritable interculturelité.

Aussi, plus généralement, face aux innombrables défis rencontrés par les producteurs de culture à Bruxelles, et au manque de réponse politique à cet égard, plus de 120 acteurs culturels (non institutionnels), francophones et néerlandophones, se sont associés afin d'élaborer un « *plan culturel pour Bruxelles* »<sup>11</sup>.

Cette initiative a nécessité deux ans de travail. Il s'agit d'un projet encadré par deux réseaux, le RAB (Réseaux des Arts à Bruxelles<sup>12</sup>) et le BKO (Brussels Kunstenoverleg)<sup>13</sup> et a été soutenu par la fondation Roi Baudouin.

Ce plan se décline en cinq thématiques et 34 propositions concrètes. La première thématique porte sur la diversité et l'accès à la culture, ce qui rejoint notre préoccupation du jour.

Parmi les différentes propositions à cet égard, on peut citer l'idée d'inciter les opérateurs culturels à avoir un collaborateur d'une origine culturelle différente, de donner des moyens pour la traduction et le sur-titrage, de soutenir le dialogue interculturel, de créer des croisements entre les organisations artistiques et les différentes communautés culturelles et enfin de dispenser des formations spécifiques en matière d'interculturalité et de médiation culturelle. Les auteurs de ce plan souhaitent en effet mettre en avant l'importance de développer un projet culturel qui participe à l'échange et à l'apprentissage des modèles de chacun. Construire des ponts culturels pour passer au-dessus des murs institutionnels en somme.

Ce plan arrive à point nommé car il propose un modèle de développement culturel qui s'inscrit dans une perspective d'accès à la culture pour un plus grand nombre.

---

11 <http://www.reseaudesartsabruelles.be>

12 [http://www.reseaudesartsabruelles.be/rab\\_home](http://www.reseaudesartsabruelles.be/rab_home)

13 <http://www.bko.be/>

Et si à l'heure actuelle, Bruxelles possède un maillage culturel de proximité dense, ce réseau risque d'être mis à mal sous la pression d'un référentiel de l'international.

Il existe aujourd'hui entre les grandes villes européennes une concurrence importante qui considère qu'il faut « vendre » Bruxelles comme le font les autres grandes villes, dès lors la culture devient un outil parmi d'autres dans une politique de développement purement économique. L'exemple de la réussite en termes d'image de marque (*branding*) de Bilbao devient le modèle à suivre. Et le classement (*ranking*) des villes culturelles risque de devenir le principal indicateur d'évaluation de l'autorité publique pour estimer l'efficacité de leur politique culturelle. Cette pression pourrait amener les décideurs politiques à formater l'offre culturelle pour cibler en priorité le public des touristes et congressistes et de miser dès lors davantage sur l'événementiel. Il existe donc une forte tension entre les enjeux de l'internationalisation et la volonté de fortifier cette culture de proximité qui est un des atouts essentiels de la culture à Bruxelles.<sup>14</sup>

Une politique interculturelle au service du citoyen, voilà le défi auquel notre Région est confrontée et c'est en ce sens que doit se construire selon moi la politique culturelle bruxelloise.

Dr. OLAF HAHN :

Merci beaucoup pour ce riche exposé ! Voici encore une nouvelle perspective, celle d'une grande ville européenne dont la population est particulièrement mélangée. Vous nous avez très bien présenté deux de ses spécificités : la Maison des cultures et le plan culturel. Je suis sûr que le public a déjà quelques questions.

KARL ERNST FORISCH :

J'ai trouvé très intéressant ce que vous avez dit à la fin, que l'on a déjà une initiative du côté wallon et une du côté flamand. Cela témoigne bien de la situation belge, et en cela, l'intégration a au moins été un succès en Belgique ! Je dis cela pour plaisanter. Mais pour moi, la vraie question est ailleurs. Vous avez précisé que vous êtes un homme politique et les hommes politiques sont toujours prompts à puiser dans les poches des autres. Je présume que c'est aussi vrai au-delà

---

14 <http://www.brusselsstudies.be> - Genard, J.-L. et al.: Note de synthèse n° 8: Bruxelles et la culture

des frontières. Qu'en est-il ? Les initiatives sont-elles financées par les communes, c'est-à-dire par Bruxelles ou plus exactement par les communes autour de Bruxelles ou par celles qui sont concernées ? Ou bien est-ce par des fonds européens ? Il serait intéressant de savoir dans quelle mesure le siège des institutions européennes parvient ici jusqu'au niveau communal.

AHMED MOUHSSIN :

Aujourd'hui, tout grand projet ne peut se faire sans financement européen. Cela a été le cas pour la Maison des Cultures : la réaffectation de ce lieu (rénovation du bâti) a bénéficié de financements au niveau européen, fédéral et des communautés. Pour ce qui est des frais de fonctionnement annuels, environ 60 % sont pris en charge par la commune : cette initiative, qui est un succès, n'en demeure pas moins une charge importante pour la commune.

TINA JERMAN :

J'ai deux questions. J'ai noté hier que ces maisons des cultures font l'objet de discussions publiques. Or notre débat en Rhénanie-du-Nord-Westphalie s'oriente dans une autre direction, à savoir que toutes les initiatives et les institutions culturelles existantes doivent s'ouvrir, et qu'il ne doit pas y avoir de lieu qui, en pratique, n'aborde que les thèmes et les cultures liés à la migration, mais que cela doit être une mission transversale, par exemple celle d'un théâtre municipal. C'était ma première question. La seconde est : ne doit-on pas voir également la diversité comme une marque de fabrique et comme un facteur positif dans le tourisme et dans la création d'une identité forte (d'un *branding*) à Bruxelles ou dans d'autres villes ? Ne doit-on pas considérer que la diversité, au sens où des citoyens d'origines diverses cohabitent ensemble, participe à la qualité de vie ? Je trouve qu'Anvers a très bien réussi à mettre en avant cette diversité lorsqu'elle a été nommée Capitale européenne de la culture en 1993. Mais cela est aussi lié aux structures. Nous avons discuté hier à propos des hommes blancs d'un certain âge, parfois catholiques, qui ont le pouvoir de prendre les décisions. Sont-ils en mesure de présenter cette diversité comme un plus dans la qualité de vie et comme un pouvoir d'attraction pour Bruxelles ou d'autres villes ?

AHMED MOUHSSIN :

J'insiste sur l'appellation Maison *des* Cultures car le projet est fondé sur l'interculturalité. Mais l'un ne va pas sans l'autre : un ancrage dans sa culture d'origine permet souvent de mieux s'ouvrir aux autres cultures, cheminement qui se fait par étapes. On serait étonné de constater que beaucoup de gens issus de l'immigration ne maîtrisent correctement ni leur langue maternelle ni leur culture d'origine. Il s'agit à mon avis de reconstruire les bases pour leur permettre de mieux s'ouvrir à autrui. Autre exemple, Bruxelles abrite également depuis 20 ans un Centre culturel arabe, qui touche surtout un public aisé et intellectuel, venant plutôt du Moyen-Orient. Or il n'y a pas là de problème de culture car ce sont des personnes bien ancrées dans leur culture, des intellectuels possédant un solide bagage culturel, outil à mon sens indispensable. Concernant la question de l'image de marque de la ville, Bruxelles n'a pas de problème et est très bien classée. La question touche plutôt les décisions économiques qui risquent d'être prises, car le monde économique fait pression pour donner une certaine image de la ville ; voilà notre inquiétude, car les fonds financiers risquent d'être réorientés.

MEMET KARAMAN :

Je voudrais d'abord répondre aux questions de madame à propos de Gand et la culture, l'inclusion et les catégories. J'adresse une question au conférencier. En Flandre, nous faisons la même chose que vous. Nous essayons de réaliser cette politique culturelle inclusive de telle façon que l'offre implique le reste. En Flandre il s'agit d'une généralisation, indépendamment de Bruxelles. Mais on tient compte d'une possible réussite, donc on travaille de façon différentielle. On a des maisons de culture qui continuent leur propre programmation comme elles l'ont fait durant les 20 ou 30 dernières années, où des accord prévoyaient petit à petit une offre culturelle différente pour attirer d'autres groupes de la population. De plus nous avons fondé à Gand une maison de culture multiculturelle, où l'on prête attention, aussi bien dans le personnel que dans le public et dans l'offre, aux différents éléments de la culture : jouer de la musique, organiser des concerts, etc. On a donc constaté que, lorsqu'un des deux ne fonctionne pas, nous essayons de les combiner. Voici la solution à Gand. Alors ma question pour monsieur concerne la concurrence entre ces deux

villes. Voulez-vous dire les communes de Bruxelles, ou les villes en Flandre, ou dans le monde ?

AHMED MOUHSSIN :

Il s'agit moins d'une concurrence entre les communes qu'entre les grandes métropoles comme Bruxelles ou Anvers et les grandes villes qui commencent à se profiler en misant sur la culture.

JACQUES SCHIBLER, *Chargé de l'interculturalité à la Ville et Communauté Urbaine de Strasbourg* :

Pour ce qui est de la concurrence entre les grandes villes, Strasbourg fait un peu concurrence à Bruxelles, tout en restant loin derrière. Mais j'aimerais vous poser deux questions, et tout d'abord celle du financement. Je m'interroge quand je vous entends dire que la Maison des Cultures a bénéficié de fonds européens, car ils sont multiples. S'agit-il de fonds du « programme culture » ou du FSE (Fonds Social Européen) ? Je voudrais savoir s'il y a eu une véritable concertation au moment de la création et la volonté d'avancer vers d'autres communautés, auquel cas cela rentrerait dans le cadre du « programme culture », ou s'il s'agit d'un projet purement belge.

AHMED MOUHSSIN :

Oui, c'est un projet purement belge.

JACQUES SCHIBLER :

Ma seconde question s'adresse à Mme Jerman : vous disiez que la construction d'une Maison des Cultures revenait à cloisonner l'interculturalité et non à agir dans la transversalité des lieux culturels. Or c'est justement l'objectif de l'interculturalité. Comment la Rhénanie-du-Nord-Westphalie définit-elle justement l'interculturalité ? Est-ce que ce *Land* n'aurait pas plutôt une politique multiculturelle transversale ?

TINA JERMAN :

Merci pour votre question ! Ce sont peut-être des concepts différents. Je définirais ici l'interculturalité, concernant un projet artistique, en disant qu'elle est liée à la participation de personnes ayant différentes origines culturelles, et ce à plusieurs niveaux, décision, conception,

réalisation. Le projet lui-même doit s'adresser à différents groupes ethniques et cette démarche doit être rendue visible grâce au travail de relations publiques et à la conception du projet. Pour nous, la question essentielle se résume ainsi : toutes les offres artistiques et culturelles ne doivent-elles pas être interculturelles ? Cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas représenter une pièce de théâtre de Schiller. Mais un théâtre doit fondamentalement être aussi le lieu où jouer des pièces d'auteurs issus de l'immigration ou venus d'autres pays, l'endroit où engager un travail de coopération internationale et où présenter différentes cultures. La question est justement de savoir si l'on applique le principe de l'interculturalité au courant principal, au *mainstream*, ou si l'on se cantonne à certains lieux culturels particuliers, sans trop déranger les autres institutions avec cette exigence. J'espère que les choses sont un peu plus claires.

CLAIRE BAZIN :

M. Mouhssin, ne pensez-vous pas que les initiatives flamandes et wallonnes que vous avez présentées, le Centre culturel maroco-flamand et l'Espace Magh (Espace maghrébin laïque), vont dans le même sens ? Et si oui, ne peut-on pas dire finalement qu'il y a déjà là potentiellement un terrain d'entente cordiale ?

AHMED MOUHSSIN :

La différence d'approche entre ces deux démarches tenait au fait que la démarche flamande était de collaborer avec le Maroc, pays d'origine, sur des projets communs, ce qui n'était pas le cas de l'Espace Magh. Cela est peut-être lié aux différences de fonctionnement entre les deux communautés.

CLAIRE BAZIN :

Certes, mais si les démarches sont différentes, il me semble qu'il y a tout de même un trait d'union qui n'est pas belge mais marocain, dans ce cas précis.

AHMED MOUHSSIN :

Incontestablement. Ce qui est certain, c'est que les acteurs concernés prennent conscience du fait qu'il faut avancer sur ces questions-là. Par leur dénomination respective, ces deux centres révèlent déjà

des démarches différentes. Mais quel public veulent-ils toucher ? Et le toucheront-ils ? Le temps nous le dira.

FRANK CUYPERS, *Conseiller à la politique culturelle de la ville d'Anvers* :  
Je suis Frank Cuypers, conseiller à la politique culturelle de la ville d'Anvers. Mais j'ai une autre profession, je suis professeur *citymarketing* et j'ai une remarque à faire, une préoccupation et une question à poser. La remarque s'adresse à Ahmed, et elle est très concrète. A Anvers on peut aussi être très modeste et pour le *citymarketing* Bruxelles n'est pas vraiment une référence. Nos références sont plutôt des villes comme Lille et Rotterdam, mais pas Bruxelles.

Ma préoccupation est surtout que le sujet de cet atelier est la promotion des biens culturels. Et moi je me trouve entre deux mondes, d'un côté la gestion culturelle et la politique, de l'autre je m'occupe de *citymarketing*. Et je remarque que les hommes politiques ont tendance à choisir la diversité spectaculaire. C'est très chouette de venir à un festival auquel on donne beaucoup d'argent et où jouent beaucoup de groupes turcs et marocains, mais il n'est pas évident de recevoir de l'argent des hommes politiques pour soutenir le processus qui mène à ce festival, qui conduit les gens à ce festival, qui fait collaborer les gens et qui leur donne l'occasion de jouer.

Deuxième remarque, on ne peut plus rencontrer d'homme politique flamand qui ne cite pas Richard Florida. Je ne sais pas s'ils l'ont lu, mais ils aiment bien le citer. Et je parle alors du T de tolérance. Mais, à y regarder de près, que fait ce T de tolérance ? Il enregistre la présence des minorités, d'homosexuels, d'artistes, etc. Mais est-ce là un indicateur de tolérance ? Je le demande à madame Jerman, je ne sais pas. Et je conclus en vous faisant remarquer qu'il y a un philosophe néerlandais Paul Scheffer. Le connaissez-vous ? Il a introduit la notion de *tolérance d'indifférence*. C'est-à-dire qu'il est possible d'avoir des quartiers où des gens vivent ensemble dans une grande mixité, mais en fait ils ne s'intéressent pas aux autres, et cela m'inquiète.

AHMED MOUHSSIN :

Sur la question du « city marketing » et de l'évènementiel, je précise que dans l'autre atelier, Myriam Stoffen intervient sur la « Zinneke Parade » à Bruxelles, une manifestation très populaire qui implique tous les quartiers. Or ses subventions vont diminuer alors que culturelle-



ment et en terme d'image, c'est une extraordinaire réussite. Mais peut-être est-ce plus difficile à « vendre » en termes de marketing. C'est pourquoi il convient de rester attentif à la tendance facile consistant à favoriser l'évènementiel pour lutter contre cette dérive.

TINA JERMAN :

Vous avez soulevé deux points. Je pense que ce marketing de l'évènementiel n'a d'impact sur la ville elle-même que si ces événements ne sont pas ponctuels, mais au contraire régulier, s'ils sont d'accès le plus large possible, et s'il existe pour cela des structures, des moyens et des personnes. On en revient alors encore à la formule de Florida, « talent, technologie et tolérance » : celle-ci ne fonctionne que s'il existe un minimum d'empathie, et si cette notion de tolérance n'est pas seulement un mot vide de sens sur lequel fonctionne un certain système. Au contraire, cette formule n'est valable que si la tolérance est perçue par les gens qui participent à ces événements comme un véritable critère de qualité de vie, et si sont réunies les conditions générales permettant la créativité et l'empathie. C'est précisément l'une des principales motivations sous-jacentes à tout notre travail : construire une communauté.

GERT PHILIPPETH :

De Gand, en Flandre, ce qui m'a frappé lorsque j'ai entendu hier l'histoire d'Anvers et la manière dont on traite ce thème-là, c'est la manière dont Anvers impose à toutes ses institutions d'atteindre ou de viser certains objectifs, même des objectifs formulés par elles-mêmes, c'est tout autre chose que la manière dont Bruxelles traite ces choses. On fait ou laisse faire le secteur culturel établir son propre plan. Mais j'ai très peu entendu dire, ou alors cela m'a échappé, comment ce plan sera exécuté et quelles responsabilités seront prises par les institutions ou par le secteur. Et dans quelle mesure tout cela suit son cours et quel rôle y joue la politique. Est-ce que l'on suit Anvers avec l'attitude de « on impose, c'est obligatoire » et va-t-on également le guider et le sanctionner ? Ou dit-on simplement « Voilà, on a ce rapport, et on verra » ?

VEERLE VANDERLEEN :

Je crois devoir intervenir pour éclaircir certaines choses. Comme Ahmed l'a clairement dit, le plan de culture de Bruxelles est une initiative des acteurs, donc au niveau de la rédaction, de la composition du plan, les autorités ne jouent aucun rôle. Le travail qui a été livré pour rédiger le plan a été financé par la Fondation roi Baudouin, donc par une fondation neutre. Nous avons commencé en 2007. Nous sommes maintenant en 2010, et le plan culturel a été mis à exécution et se trouve en phase de réalisation. Les membres des deux réseaux à la base du plan, le Réseau des Arts à Bruxelles et le Brussels Kunstoverleg, ont convenu de se focaliser sur quatre points, dont l'interculturalité. Pour le secteur culturel à Bruxelles, nous réfléchissons au développement d'un trajet de diversité. Ce groupe réunit des gens des deux réseaux, mais également des gens qui n'y appartiennent pas. Bien sûr nous contactons aussi les différentes autorités à Bruxelles. Comme Ahmed l'a dit, elles sont nombreuses car on a besoin d'argent pour réaliser les initiatives prévues. Mais ce qui est très important, c'est qu'il s'agit d'une initiative des acteurs culturels et non pas des autorités.

AHMED MOUHSSIN :

Au-delà de tous ces opérateurs classiques connus, j'ai pu constater qu'il y avait une foule d'initiatives intéressantes mais qui manquent de visibilité. J'en citerai deux : la première se déroule dans ma commune, à Saint-Josse. Il existe un cours de musique traditionnelle fréquenté par des jeunes filles qui apprennent à jouer du saz. C'est une initiative privée mais une formidable réussite sur le plan culturel. La seconde est celle d'un groupe de scouts musulmans qui, pour récolter des fonds, a décidé de monter une pièce de théâtre, « Le Mariage de Leïla », celle-ci connaît un succès extraordinaire parce que cela répondait à un besoin. C'est une question qu'il importe de se poser : quel besoin des personnes vise-t-on ? La clé de la solution, c'est de chercher ce dont les gens ont besoin.

KARL ERNST FORISCH :

J'aimerais revenir à nouveau sur la situation entre les villes en Belgique. Si l'on parle à présent des régions ou des conditions cadres des villes de Belgique, je proposerais que l'on réfléchisse, indépen-

damment de la situation de Bruxelles ou d'Anvers, pour chercher des activités tournées vers l'international, parce que nous avons par exemple dans notre région une communauté marocaine qui communique par-delà les frontières. Ce n'est pas comme si les problèmes s'arrêtaient aux bornes des *Länder* ou des États. Je me demande s'il ne serait pas judicieux de réfléchir par-delà les frontières, et, idée qu'a aussi évoquée Madame Jerman, de s'adresser au gouvernement du *Land* à Düsseldorf pour élargir l'espace où poursuivre cette initiative et ainsi améliorer la collaboration. Cela ne me semble pas aberrant car il convient de conjuguer deux aspects : d'une part une certaine structure dans la commune, et d'autre part l'idée européenne, qui ne doit pas passer à l'arrière-plan. Vu de la sorte, ce serait certainement aussi une initiative que Berlin pourrait soutenir dans certaines régions frontalières d'Allemagne. Je pense que cela a du sens.

CLAIRE BAZIN :

Ce qui me frappe dans ce que je viens d'entendre, c'est à quel point il est important que la question de l'interculturalité se concrétise et avance au travers de projets si possible inscrits dans la durée. Dans le Pays de Montbéliard, ceux qui ont permis cette inscription dans la durée, ce sont les acteurs, ces fourmis laborieuses qui interviennent au quotidien auprès du public. Depuis deux ans, en dépit des élections qui ont vu la ville changer de couleur politique, les mêmes acteurs continuent leur travail. Néanmoins, la grande difficulté est d'obtenir une véritable adhésion politique : certes, le discours politique soutient la culture dans le principe, mais concrètement les choses sont plus difficiles. Par exemple, mon poste est renouvelé chaque année, mais j'ignore d'une année sur l'autre s'il sera maintenu. Il en va de même pour les acteurs de l'action lecture, qui se demandent en permanence si elle sera reconduite ou pas. Certes une action est possible, mais cela réclame beaucoup d'engagement et de persévérance.

Dr. OLAF HAHN :

Merci bien pour cette petite incursion politique. Je dois remercier chaleureusement le public pour cette discussion animée, les intervenants à la tribune pour leurs riches exposés et les échanges qui ont suivi, et enfin les interprètes qui nous ont permis de communiquer dans toutes ces langues. Merci beaucoup !

## **Groupe de travail 2 : La visibilité des cultures d'origine des migrants dans la ville (espaces, formats, médias)**

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Nous avons deux bonnes heures pour écouter trois interventions puis pour échanger et voir dans quelle direction poursuivre la réflexion. Tout d'abord, nous écouterons l'exposé de Mme Stoffen, venue de Bruxelles pour nous présenter une manifestation qui a déjà quelques années d'existence et qui s'installe donc dans la durée. Puis nous rejoindrons le sud-ouest de la France, Toulouse, avec un projet de terrain. A ce propos, je pense qu'il est bon de se rendre compte qu'il coexiste deux réalités au sein de la société : d'un côté, comme on l'a vu hier, l'approche globale de villes qui disposent d'un budget important pour promouvoir certaines activités culturelles, et de l'autre, l'auto-engagement de nombreux citoyens, dont certains viennent « d'en bas » et n'ont pas toujours à leur disposition les financements nécessaires. Enfin, nous écouterons Mme Dauschek de Stuttgart, qui nous parlera d'un projet en préparation, celui d'un musée présentant des réalités urbaines multiples.

### **Myriam Stoffen**

*(Directrice Zinneke Parade, Bruxelles)*

#### **L'essentiel espace commun**

Je vous présenterai brièvement le projet de Zinneke Parade et notre démarche, ce qui me permettra d'amener les questions que nous nous posons et que nous essayons de soulever au sein du monde artistique et culturel à Bruxelles et au-delà. Connaissant la grande diversité culturelle et sociale qui existe dans nos villes, il nous semble nécessaire de créer de l'espace partagé ; Zinneke est un exemple parmi d'autres de projet qui s'efforce d'y parvenir. Qu'est-ce que Zinneke ? C'est un projet dans le cadre duquel nous essayons de faire un travail de fond dans les différents quartiers de Bruxelles et au-delà pour mettre en réseau différentes organisations et associations, comités de quartier, maisons de jeunes, écoles, réseaux informels d'individus, qui ressentent tous le besoin de se croiser pour monter un projet ensemble, accompagnés d'artistes professionnels.

Le processus s'étale sur un an et demi, ce qui en fait un projet biennal – je reviendrai sur ce choix. Le travail dans les quartiers dure donc entre 12 et 18 mois, temps nécessaire à la préparation d'un spectacle ; à la fin, tous les spectacles sont présentés lors d'une grande parade en centre-ville. Pour vous donner une idée de l'échelle, le projet a démarré en 2000, année où Bruxelles était ville européenne de la culture. Quelques années auparavant, l'idée avait déjà été lancée de monter un carnaval à Bruxelles, car aucune fête populaire de grande ampleur n'existait alors dans cette ville.

Il a donc fallu trouver une formule pour créer à la fois un espace de fête populaire et une manifestation qui mette en lien les habitants dans la ville. Le choix a été fait d'adopter une forme artistique, et nous venons d'achever notre sixième édition. Il s'agit d'une mobilisation qui touche des milliers de personnes, et après un an et demi de travail, ce sont environ 2.500 participants qui se produisent en spectacle dans la rue, accueillis par plus de 80.000 spectateurs le jour de la parade. Tout au long du processus, nous avons collaboré avec 200 partenaires très divers et plus de 200 artistes, au travers d'ateliers mis en place dans les quartiers. Le constat sur lequel s'est fondée notre démarche est qu'il existe beaucoup trop de clivages dans cette ville, et l'enjeu du projet a été de rétablir un lien. Je ne peux pas faire l'impasse sur le cadre institutionnel et politique belge qui confère une particularité à Bruxelles : si la culture, l'enseignement et le domaine social sont des secteurs gérés par les communautés et non par les régions, à Bruxelles, qui a le statut de région administrative, les réseaux entre opérateurs culturels, sociaux et éducatifs sont relativement étanches et, jusqu'à récemment, collaboraient peu ensemble.

Le second clivage est d'ordre linguistique, puisque deux langues officielles coexistent, le français et le néerlandais. Ce clivage est complètement en décalage avec la réalité bruxelloise où la majorité des habitants a une langue maternelle autre que ces deux langues. Dans notre ville, plus de la moitié des moins de 25 ans ne parlent ni le français ni le néerlandais dans le cadre familial. Ce multilinguisme est en revanche complètement absent au niveau institutionnel. En outre, tout en se classant parmi les régions d'Europe ayant un PIB élevé, Bruxelles est très divisée au regard des revenus des habitants : cela est lié au développement de l'industrie au XIX<sup>ème</sup> siècle qui a entraîné l'arrivée d'une nombreuse main d'œuvre ouvrière. Aujourd'hui, 30 %

des Bruxellois vivent en-dessous du seuil de pauvreté. A cela s'ajoute le fait que Bruxelles est une ville qui voit traditionnellement affluer une population émigrée : on compte ces dernières années environ 110.000 nouveaux arrivants en Belgique, dont 35.000 dans la capitale. Ces données constituent le point de départ de notre travail, et nous nous efforçons de travailler le plus possible avec les réseaux existants. Je n'ai pas encore évoqué la richesse du tissu associatif et des multiples organisations, qui vont des grandes institutions culturelles ou artistiques aux petits comités de quartier ou aux réseaux de jeunes. Ce sont tous ces écarts que nous nous efforçons de résorber.

Un projet de Zinneke se construit donc toujours en interaction avec différents acteurs. Il démarre par un appel à participations ouvert, et tous ceux qui ont des idées sont les bienvenus. Nous prenons du temps pour parler avec tout le monde, pour discuter de leurs envies et de leurs besoins. Par exemple, les membres d'une maison de jeunes peuvent exprimer le désir d'aller à la rencontre des autres habitants du quartier, jeunes ou moins jeunes, ou des jeunes d'autres quartiers. Dès lors que ce même souhait est formulé par d'autres associations, nous créons une rencontre, nous voyons si elle est fructueuse ou pas, et si oui le processus s'enclenche, d'abord avec le choix d'une thématique de travail, puis avec l'élaboration collective d'un projet artistique. Ainsi, nous voulons contribuer à ce que les habitants ne se définissent plus les uns les autres uniquement en termes de nationalité ou d'appartenance communautaire ; les individus sont trop complexes pour que l'on puisse les réduire à cela. Le fait d'amener une centaine de personnes à collaborer ensemble – au-delà de ce nombre, un réel travail de rencontre devient difficile –, leur procure une expérience vécue et concrète de la diversité qui s'affranchit de tous les clichés.

Nous avons dès le départ choisi délibérément de mener systématiquement des projets construits par et avec les habitants. A l'inverse de ce qui peut se faire ailleurs, les gens ne s'inscrivent pas à des ateliers pour concrétiser le projet d'un artiste. Bien au contraire, ils doivent inventer et créer ensemble à leur manière ce projet, dès l'origine. Ils peuvent le nourrir de toutes les questions, références esthétiques ou compétences qu'ils amènent. Il est très important qu'ils apprennent à construire et à gérer un projet collectivement, c'est-à-dire qu'ils apprennent à se connaître, à dialoguer, à se confronter, mais aussi à

calculer un budget et à le gérer de manière solidaire. Ainsi, nous contribuons à secouer le tissu associatif pour le sortir de ses schémas classiques. De la même manière, nous voulons briser le préjugé selon lequel certaines personnes possèdent le savoir et d'autres pas ; au contraire, nous réunissons des personnes aux compétences variées pour les faire travailler ensemble et leur donner une forme d'expérience. L'enjeu est de leur montrer qu'elles peuvent par la suite réutiliser ces compétences pour agir et faire bouger les choses autour d'elles, et les mener ainsi vers l'émancipation.

Mais comment démarrer ? La clé est de choisir la bonne échelle, en l'occurrence le quartier. Il est important de prendre comme point de départ l'espace quotidien, celui du vivre-ensemble, un espace où l'on cherchera à créer des références communes, un socle commun de choses à partager, ne fût-ce que temporairement, durant un peu plus d'un an. Le fait d'avoir choisi la forme de la parade n'est évidemment pas anodin : il s'agit d'investir radicalement la rue, c'est-à-dire l'espace public, lieu où le vivre-ensemble doit se négocier au quotidien. Or nous observons que les espaces publics, dans de nombreuses grandes villes en Europe, deviennent de plus en plus réglementés et formatés, culturellement et socialement, si bien que chacun a du mal à y trouver sa place. Par exemple, certains types d'expression sont acceptés mais pas d'autres, tel soir on peut faire de la musique dans la rue à l'occasion de la Fête de la Musique, mais pas tous les jours. Nous nous interrogeons aussi sur le fait que l'on retire parfois les bancs publics pour éviter que les SDF y dorment. C'est pourquoi nous croyons qu'il est important d'inciter les gens à aller dans la rue, à l'investir et à se l'approprier, physiquement mais aussi symboliquement. Notre démarche vise à s'interroger pour savoir quelle parole, quel message est présent dans l'espace public. Le rôle des artistes est là essentiel, dans la mesure où ils sont prêts à rentrer dans un jeu dont ils ne sont pas les seuls maîtres. En revanche, ce sont eux qui amènent un regard neuf et décalé, qui cassent les frontières dans lesquelles on a tendance à s'enfermer, et qui apportent des compétences qu'ils sont prêts à transmettre.

Pour finir, j'aimerais vous faire partager les convictions qui animent notre travail. Chaque ville, chaque village recèle une richesse : les gens sont là, il est inutile de chercher très loin. En revanche, ce qui nous paraît très important, surtout dans un tissu urbain, c'est de

chercher la manière de créer des liens entre les différents réseaux et organisations, de connecter les individus et les générations à travers les territoires et les appartenances communautaires. Cette démarche exige du temps ; or on cherche généralement à obtenir rapidement un résultat visible. Mais si l'objectif réel est de créer de véritables rencontres et de faire que les gens évoluent, changent leur regard sur autrui et prennent une place nouvelle au sein de la société, alors il faut savoir prendre le temps. Ce qui est important en ce qui nous concerne, et je le dis à l'attention des personnes qui travaillent sur l'échiquier politique, c'est de promouvoir les espaces où l'on peut réfléchir avec l'ensemble des habitants au devenir de leur quartier et de leur ville. Il faut laisser une place à l'imaginaire pour concevoir ensemble l'espace où l'on vit, plutôt que de rester entre techniciens et spécialistes. C'est ainsi que l'on ira vers davantage de démocratie, une démocratie de co-gestion qui s'appuie sur toute la diversité des habitants. Cela signifie aussi qu'il faut savoir laisser de l'espace vierge, non planifié : c'est une chose que de nombreux professionnels redoutent car ils préfèrent entrer dans un projet dont l'issue est bien déterminée. Nous avons du mal à les convaincre de s'associer avec nous, sachant qu'au début du processus de discussion, tout reste à inventer. Il ne faut pas craindre les tensions ni les conflits, qui sont inévitables dès lors que l'on pose des questions et opère des choix : quelle place laisse-t-on dans nos villes pour ce type d'actions, et à qui ? A quelles cultures veut-on donner de la visibilité ? Ce sont de véritables choix de société dont il faut débattre, en replaçant l'humain au cœur de la réflexion.

MURAT ERPUYAN :

Une question de clarification quant au nombre de personnes : quand vous avez parlé de cent personnes, s'agit-il d'une centaine d'organisateur de petits projets ? Ensuite, j'aimerais connaître le budget d'une telle manifestation et savoir qui le finance. Avez-vous pu faire appel au sponsoring et au mécénat ? Comment avez-vous réparti les subsides entre ces différents petits acteurs qui constituent à eux tous la Parade ?



MYRIAM STOFFEN :

Je m'explique : quand je parle d'un projet ou d'un groupe local, il s'agit de ce qu'on appelle une « zinnode », c'est-à-dire un groupe d'au maximum cent personnes travaillant sur un même projet artistique. La dernière Zinneke Parade a rassemblé 25 « zinnodes », et chacune d'elles est composée de plusieurs partenaires, entre cinq et douze organisations, de profils très divers, qui montent ensemble un projet rassemblant une centaine de personnes. Quant au financement, il prend la forme d'un perpétuel combat de survie. En tant que biennale, nous avons très peu de fonds structurels. Deux tiers des financements proviennent de la région de Bruxelles, et le reste vient des communautés française et flamande et des fonds « culture », « cohésion sociale » et « revitalisation des quartiers » ; un projet international a été réalisé avec des fonds européens. Pour rassembler des moyens, nous frappons à toutes les portes possibles dans le pays, ce qui nous amène à constituer pas moins de 17 dossiers par an, pour un budget annuel de 600 à 700.000 € dont la moitié va directement aux quartiers.

JEAN-PIERRE SCHLAGDENHAUFFEN :

Pourriez-vous préciser s'il s'agit d'une association et quelle est la structure juridique qui porte l'ensemble de la manifestation ?

MYRIAM STOFFEN :

Nous sommes une association sans but lucratif ; nous négocions les subsides donnés aux projets et discutons des orientations à prendre. Nous ne travaillons pas avec des sponsors privés, d'autant plus que peu de marques seraient intéressées pour collaborer avec un « Zinneke », surnom bruxellois donné aux petits chiens bâtards qui vivent dans les rues. A partir de là, nous avons fait le choix de créer de nouveaux liens avec le privé et nous avons lancé depuis quelques années une collaboration avec une centaine d'entreprises dans le Benelux dans le but de récupérer des déchets industriels. Comme par principe on ne trouve dans la Zinneke Parade ni moteur à explosion ni amplification, le plus de choses possibles doivent se faire avec des matériaux de récupération, et cette collaboration est une manière d'en récolter gratuitement, afin de les mettre à disposition des artistes et des groupes locaux. Nous souhaitons centrer la parade sur des gens et

non sur des logos ; le jour de la parade, nous faisons apparaître seulement les pouvoirs publics avec lesquels nous travaillons, et même Zinneke n'est pas un logo que nous voulons mettre en avant.

ANNIE GUILBERTEAU :

Votre projet soulève dans la salle et pour moi-même énormément d'enthousiasme. J'aimerais savoir quel lien particulier gardent les membres ayant participé à une première parade avec votre association, et le cas échéant comment ils s'investissent dans l'organisation de la parade suivante.

KHALIL HENNI, *Chargé de mission – Gestion Urbaine de Proximité, Pays de Montbéliard agglomération, Montbéliard* :

Comment votre structure, Zinneke Parade, a-t-elle vu le jour ? Est-elle née d'une idée, d'un projet ou bien est-ce une commande de la part de la ville ?

MYRIAM STOFFEN :

Pour ce qui est de la participation, malheureusement nous n'avons pas de chiffres et nous ne sommes pour l'instant pas en mesure d'évaluer l'impact du projet, même si sur les deux ans qu'il dure nous avons une longue période d'évaluation, qui est cependant davantage qualitative que quantitative. Néanmoins nous constatons qu'environ 70 % des organisations et des associations ayant déjà participé renouvellent leur participation l'année suivante. Et si tel n'est pas le cas, c'est souvent en raison d'une surcharge de travail liée à l'organisation du projet ou bien à cause de l'implication lourde que cela nécessite, sur une période de dix-huit mois. Beaucoup de ces organisations continuent à être actives dans le projet, tandis que de notre côté nous essayons de le faire évoluer afin d'éviter de nous répéter d'une année sur l'autre. Nous nous efforçons de bousculer les organisations pour les pousser à s'ouvrir à des questions actuelles. Par exemple, avec l'arrivée des institutions européennes, il s'est créé dans certains quartiers de Bruxelles des clivages dus au fait que les expatriés qui y travaillent s'intègrent très difficilement dans la ville et le quartier. Nous avons donc réalisé un travail de fond depuis la dernière biennale pour amener ces personnes-là à créer un lien avec leur quartier, et vice-versa. Nous avons poussé le centre culturel du quartier européen à

prendre part à la Zinneke Parade, ce qui a pris six ans. Certes, nous voulons pérenniser le projet mais sans cesser de le faire évoluer. Pour ce qui est des participants en tant que personnes, le turn over est beaucoup plus grand, puisque ce ne sont pas toujours les mêmes qui défilent, ce qui est aussi une bonne chose.

Le projet lui-même de la Zinneke Parade est né dans le cadre de Bruxelles 2000, année où Bruxelles était capitale européenne de la culture. L'idée avait été lancée en 1997 de travailler à la création d'un carnaval, qui est devenu parade, avec la mise en lien de possibles opérateurs susceptibles de démarrer ce projet. La première Parade remonte à mai 2000 et à cette époque c'étaient des opérateurs locaux qui réalisaient des productions. Depuis, les choses ont évolué différemment afin de permettre à des organisations de monter elles-mêmes un projet, de le co-gérer et de développer des formes de création participative. Aujourd'hui, nous avons ainsi appris à chercher la collaboration, ce qui n'allait pas de soi à l'époque. Bruxelles 2000 a donc été le cadre qui a servi de point de départ au projet, qui à l'origine rassemblait pêle-mêle des associations et des centres culturels de quartier pour ce qui était une véritable aventure, puisque personne n'avait idée de ce que cela pourrait donner. Ce projet s'est aussi heurté à ses débuts à une très grande résistance : les politiques et les organisateurs de Bruxelles 2000 redoutaient la venue en centre-ville de toute cette population des quartiers. Il a donc fallu prendre un réel risque pour organiser la première Parade.

MURAT ERPUYAN :

Pour en revenir à notre thématique, comment se traduit dans votre action la visibilité des cultures d'origine des migrants ?

MYRIAM STOFFEN :

Ce projet se construit à partir de ce que chacun amène dans le cadre de sa Zinnode : le résultat est donc une création nouvelle, hybride. La référence à des traditions se fait donc d'office par le biais d'une transformation. L'enjeu de la parade n'est pas de montrer successivement des traditions folkloriques existantes, comme ce qui peut se faire lors du Carnaval des Cultures à Berlin. Au contraire, si un groupe arrive en proposant une approche purement folklorique, nous essayons de le mettre en lien avec d'autres acteurs de manière à dépasser cette ap-

proche strictement traditionnelle. Ainsi, nous avons proposé à un groupe de danseuses rwandaises qui travaillaient sur leur patrimoine depuis très longtemps de réfléchir à la manière dont elles pourraient, par leur costume, s'intégrer à l'ensemble. Elles-mêmes ont dû se transformer, ce qui n'est pas chose facile ! Je repense aussi à l'exemple d'un groupe de danseurs japonais, où pour la première fois certains masques étaient portés par des femmes. Ce sont de tels changements, parfois minimes, que nous voulons amener, en essayant d'aller le plus loin possible. Mais puisque l'enjeu est de créer un réel échange, cette démarche est nécessaire.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Juste une observation pour faire le lien avec le prochain projet : on trouve là une approche qui vient du constat de cloisonnement au sein de la ville. Ne pourrait-on pas dire que la création artistique est une approche qui, plus facilement que d'autres, permet de motiver les individus, y compris au sein de petites structures associatives déjà existantes ? Cet aspect créatif et festif, via la représentation, ne constitue-t-il pas la force de cette approche-là, par comparaison avec des initiatives concernant plutôt la formation ou l'apprentissage ? Pensez-vous que ce soit une leçon que l'on puisse tirer de votre parcours ?

MYRIAM STOFFEN :

Oui, bien sûr ! Il va de soi que l'art permet une connexion beaucoup plus facile et immédiate entre les individus car il touche à ce qu'il y a de plus humain en nous. Par la suite, cette approche ouvre sur beaucoup de choses, non seulement sur l'acquisition de compétences mais aussi sur la mise en lien de personnes qui ne communiquent peut-être pas verbalement, si elles ne partagent pas la même langue, mais par le biais de la création artistique, en apprenant, en partageant et en créant ensemble. Cette mise en relation facilite à son tour de nouvelles ouvertures. On pourrait citer l'histoire de ces enfants qui arrivent dans le pays sans parler le français ni le néerlandais, se retrouvent un peu perdus, et qui à travers un projet comme Zinneke, se sentent plus à l'aise et reconnus pour ce qu'ils sont, et qui à partir de là ont plus de facilité pour s'ouvrir et apprendre les codes de la société où ils vivent.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Je passe à présent la parole à nos deux intervenants toulousains qui nous présenteront leurs expériences. Je pense qu'il y a beaucoup de choses en commun avec ce qui a été dit, notamment dans la démarche qui prend comme point de départ le vécu des individus, qui les valorise par le biais de la représentation pour aboutir finalement à une création originale.

**Salah Amokrane/Tayeb Cherfi**

*(Coordinateur général et Programmateur de l'Association Tactikollectif, Toulouse)*

**La démarche « Origines Contrôlées », de la mise en valeur des héritages culturels de l'immigration à celles des expressions contemporaines issues des quartiers populaires**

Puisque nous intervenons à deux, j'aborderai une partie du projet puis je laisserai la parole à Tayeb Cherfi, qui est chargé de la programmation du festival « Origines Contrôlées » mais aussi du suivi de certains projets liés aux cultures urbaines. Je voudrais vous présenter la démarche du projet « Origines Contrôlées », intitulé qui fait référence évidemment au terroir et qui nous a semblé bien correspondre à notre projet dans la mesure où nous sommes de ce terroir-là, avec hélas malgré tout des procédures de contrôle un peu trop fréquentes à notre goût. Ce projet a donné lieu à la fois à un festival, à des rencontres, mais également à la sortie d'un disque il y a trois ans et à un spectacle actuellement en tournée, et enfin à une publication, téléchargeable librement sur notre site <http://www.tactikollectif.org>.

En 2003, nous avons été sollicités par une équipe d'historiens pour participer à une enquête à Toulouse intitulée « Mémoire coloniale, mémoire de l'immigration, mémoire urbaine » et destinée à mesurer l'état des connaissances de la population sur ces questions. Suite à ce travail, comme nous sommes des opérateurs culturels et que nous nous sommes depuis toujours investis dans la production musicale et l'organisation d'événements, il nous a paru naturel de diffuser les résultats de cette enquête. Nous avons donc organisé la première manifestation « Origines Contrôlées » en 2004 sous la forme de rencontres et de débats accompagnés d'une programmation artis-

tique autour de ces thèmes, durant une huitaine de jours. Au départ, nous avons beaucoup sollicité des historiens et des sociologues pour intervenir sur ces sujets. Puis, après deux ou trois éditions, nous nous sommes interrogés sur ce que nous pouvions apporter en tant qu'acteurs culturels mais aussi bien sûr en tant que Français héritiers de l'immigration, afin de véritablement pouvoir nous reconnaître dans le récit national de l'histoire de l'immigration tel qu'il est en train de s'élaborer en France. Dans ce contexte-là, nous nous sommes donc interrogés sur la contribution des populations elles-mêmes à ce récit, afin qu'il corresponde le mieux possible à la réalité.

En effet, au moment même où les mémoires de l'immigration deviennent un objet de préoccupation générale, la question du traitement du patrimoine s'est posée. Comme pour la mémoire, nous devons distinguer patrimoine de l'immigration et patrimoine des immigrés. L'usage de la notion de patrimoine rapporté à l'immigration peut être compris de différentes manières selon que l'on se place du point de vue d'une histoire nationale soucieuse d'inscrire l'histoire de l'immigration dans son récit, c'est à dire « *L'immigration comme patrimoine de la France* », ou du point de vue des populations issues de l'immigration, soucieuses de reconnaissance publique et de transmission culturelle. En d'autres mots, il faudrait aussi envisager cette question du patrimoine, par rapport aux traces culturelles, et par rapport aux traces sociales des populations qui ont immigré. Avec la problématique du patrimoine et des mémoires de l'immigration, nous sommes dans des considérations qui varient selon la grille de lecture utilisée. Sans souci d'exhaustivité, nous en distinguerons deux, sans qu'elles soient antinomiques : l'une envisage l'immigration comme patrimoine de l'histoire de France, et l'autre vise à inscrire les cultures et expressions des immigrés dans l'espace public. La distinction réside dans l'écart qui se forme entre des réalisations institutionnelles<sup>15</sup>, qui s'attachent, à identifier pour l'immigration des lieux de mémoire pour retracer les parcours et les attentes des héritiers de l'immigration qui souhaitent la transmission et la valorisation des apports culturels.

J'en viens à présent à un projet dans lequel nous nous sommes engagés et dont j'aimerais vous parler. Tout commence par une réali-

---

15 Nous incluons les pouvoirs locaux dans cette acception de l'institutionnel.

té : la première génération de l'immigration appartenait très majoritairement à la classe ouvrière et une bonne part était analphabète. Nous nous sommes donc interrogés sur leurs modes d'expression et sur la manière dont ils avaient pu témoigner de ce qu'ils avaient vécu puisqu'on s'est souvent contenté de considérer cette première génération d'immigrés comme de simples « travailleurs immigrés ». Or, en tant qu'enfants de cette génération, nous avons le sentiment qu'ils nous ont transmis quelque chose de leur culture. Néanmoins, ce qu'ils ne nous ont pas toujours très bien transmis, preuve d'ailleurs de leur volonté de s'intégrer, c'est malheureusement leur langue, arabe ou kabyle. En revanche, ils ont su nous transmettre leur amour de la musique et des récits. Etant enfant, j'ai eu la chance de partir en vacances en Algérie : le voyage Toulouse-Alger durait trois jours en voiture, et nous écoutions de la musique en permanence. Aujourd'hui, je redécouvre avec intérêt les chansons et les paroles de ces artistes. D'ailleurs, des musiciens sont investis dans l'association Tactikollectif, en l'occurrence ceux du groupe Zebda. Ce qui nous a paru intéressant, c'est que ces chansons-là, composées en France, racontaient l'immigration, tout en ayant une esthétique musicale qui renvoyait à la culture d'origine, à la musique algérienne. Il nous a donc semblé judicieux d'engager un travail de réappropriation et de réinterprétation de ces morceaux. On a travaillé assez classiquement sur un répertoire : il y a beaucoup de chansons, beaucoup de chanteurs mais aussi de chanteuses, et en progressant à travers ce répertoire, on a aussi voulu démontrer que, loin d'être anecdotique, il s'agit d'une production musicale de grande qualité. Je citerai par exemple le chanteur Slimane Azem, un artiste kabyle qui a fait toute sa carrière et est mort en France, qui s'est produit à l'Olympia et qui a vendu des centaines de milliers de disques, ou encore la chanteuse algérienne Noura, qui a obtenu un disque d'or en 1972 mais est pourtant restée invisible pour le public français. Nous avons donc produit un album qui compte une dizaine de chansons, dont beaucoup racontent l'exil, le travail, l'amour et le pays perdus, dans trois langues, le kabyle, principalement, l'arabe et le français. En effet, ces chanteurs écrivaient déjà en français, soit par souci de se faire comprendre de tous, soit parce qu'ils ne maîtrisaient pas suffisamment leur langue d'origine. Cet album, sorti en 2007, s'intitule « Origines contrôlées - Chansons de l'immigration algérienne » et a donné lieu en trois ans à plus de 250 concerts,

en Europe et un peu en Afrique du Nord. Nous avons alors réalisé qu'il répondait à une attente pas seulement d'un public issu de l'immigration. En effet, nous ne visons pas spécifiquement ce public-là. Dans la mesure où nous affirmons que ce patrimoine fait partie intégrante du patrimoine français, il nous semble naturel de nous adresser à tout le monde, afin que tous en sachent un peu plus sur l'histoire de l'immigration en France. Ce projet a vraiment rencontré son public, à la fois des gens issus de l'immigration qui redécouvraient la musique qu'écoulaient leurs parents, et des personnes de diverses origines curieuses de découvrir ce répertoire musical. Bien que ces morceaux soient de style assez traditionnel, ils ont été réinterprétés par les chanteurs Mouss et Hakim du groupe Zebda, avec Rachid qui joue du mandole et du ney, la flûte roseau, avec aussi un batteur, un bassiste, une guitare espagnole, un accordéon... Je crois que ce travail important pour rendre visible toute cette production culturelle pourrait s'étendre au domaine du cinéma ou à d'autres immigrations, car c'est un bon moyen de faire le lien entre les générations et de faire évoluer le regard porté sur la première génération, au moment où elle est vieillissante et où elle s'éteint. Pour leurs enfants et leurs petits-enfants, ce regard est déterminant et rejoint la question de la dignité.

Outre les aspects artistiques, la démarche de « Mouss et Hakim » réside dans le caractère plus affirmé d'un travail politique et mémoriel, effectué dans un cadre collectif. On retrouve cette volonté dans l'éditorial présent sur le disque :

« Pour nous, aborder ce patrimoine culturel que sont les chansons de l'immigration, ce n'est pas une affaire nostalgique. En tant qu'héritiers de l'immigration, ce travail doit contribuer à modifier le regard porté sur l'immigration et son histoire... L'immigration n'est pas un désert culturel et politique contrairement à la caricature de certains discours sur la nature ethnique des questions d'identité. L'identité n'est pas figée, elle est en mouvement depuis la nuit des temps, dire qu'il suffit de se ranger derrière un drapeau pour répondre à cette question, est un sacré mensonge. Ces chansons sont une partie de l'histoire de l'immigration de ce pays, elles sont le reflet d'une parole qui a déjà été prise depuis bien longtemps, parce qu'elles viennent de là, ce sont des chansons de France. En nous appuyant sur notre propre expérience, nous voulons rappeler combien la musique était présente au quotidien pour nos parents qui n'étaient pas des



bêtes de somme, mais des êtres de chair, pas toujours instruits, mais toujours cultivés. Notre rôle est aussi d'être un passeur du patrimoine culturel de l'immigration, impressionnant par son ampleur et sa diversité.<sup>16</sup>»

Les enjeux pour l'équipe d' « Origines Contrôlées » ne sont pas seulement culturels. Comme si la transmission mémorielle et patrimoniale relevait d'un travail de restauration symbolique, ces acteurs se chargent eux même d'effectuer ce travail de réparation, en imposant dans le récit le point de vue des premiers concernés. Avec la démarche sur les chansons de l'immigration, il s'agit bien sur d'une adresse à la société française, mais aussi aux héritiers de l'immigration. Un véritable appel à la réappropriation.

J'évoquerai à présent rapidement le festival « Origines Contrôlées » dont Tayeb Cherfi vous parlera plus longuement. Ce type de projet y tient une place conséquente, à côté d'un important travail de programmation dans le domaine des cultures urbaines. Justement, il nous semble cohérent de travailler à la fois sur ce patrimoine musical et sur du slam, du hip-hop, de l'humour.

Ce festival se déroule chaque année durant une semaine. La programmation fait alterner débats et spectacles, principalement des concerts. Je définirais notre travail comme un travail d'accompagnement de pratiques de type rap ou slam, dans lequel on retrouve beaucoup de jeunes issus de l'immigration. Notre enjeu est d'interpeler cette jeunesse, et pour ce faire de travailler avec des artistes qui privilégient ces formes de culture et qui poursuivent la revendication des parents, leur inscription dans la réalité nationale. Nous cherchons à les accompagner dans leur démarche. Le rap est une forme d'expression et une pratique artistique très prégnante en banlieue, du fait de la tendance dans les quartiers à privilégier l'expression orale, et du fait également que l'accession à la musique et que la pratique d'un instrument demande quelques moyens matériels et financiers. C'est cet accompagnement que nous essayons d'inscrire dans la réalité du festival : c'est une façon à la fois de médiatiser et de rendre visible le travail de ces personnes, et de mettre sur le devant de la scène la question du passé et du présent de l'immigration en France, de manière certes ponctuelle, une fois par an à Toulouse, mais du moins très in-

---

16 Cf Editorial du CD Origines Contrôlées.

tense. Le festival est l'aboutissement de mois voire d'années d'accompagnement. Notre programmation se veut mûrement réfléchie puisque le festival ne se donne pas simplement comme but de distraire, mais avant tout d'interroger une société par le biais des artistes qui y participent. Par exemple, nous présentons cette année des artistes comme Casey et Rocé, des rappeurs qui évoquent le problème des discriminations, qui expriment des idées faisant référence au passé, aux générations qui les ont précédés, et en même temps qui proposent des perspectives. Voilà dans quelle direction s'oriente la programmation du festival, qui propose en outre aux artistes un accompagnement tout au long de l'année, et offre au public une programmation qui fait sens.

JEAN-PIERRE SCHLAGDENHAUFFEN :

Permettez-moi d'ajouter une remarque, une information et une question. Quand j'entends M. Amokrane raconter comment il a redécouvert sa culture, cela me rappelle tout à fait les années 70, lorsque les Bretons, les Alsaciens ou encore les Corses ont redécouvert leur propre culture – ce qui en soi est très positif. Ce que je crains, et j'espère que ce ne sera pas le cas, c'est que ce mouvement de redécouverte des racines des uns et des autres ne soit en train de disparaître, du moins en Alsace. J'enchaînerai avec une information : il existe à Strasbourg deux associations bien implantées, Strasbourg Méditerranée, présidée par Salah Oudaha, et Mémoires vives, présidée par Yan Gilg, qui font un travail remarquable de recherche sur la mémoire des quartiers, en intégrant les cultures urbaines et en s'efforçant d'adopter une démarche interculturelle de métissage. Ils partagent en commun le respect des particularismes des cultures d'origine, que ce soit la culture régionale ou celle des Turcs ou bien encore celle des Serbes qui se sont récemment installés à Strasbourg. C'est pourquoi j'aimerais savoir si, dans votre démarche, ce type de réflexion est à l'ordre du jour ou pas, et si vos actions sont localisées dans les quartiers ou ailleurs.

SALAH AMOKRANE :

Nous ne faisons pas véritablement un travail sur notre culture d'origine, même si le parallèle que vous faites avec les dynamiques de redécouverte des langues régionales me semble intéressant. Notre ob-

jectif principal est plutôt de faire connaître à d'autres ce patrimoine musical, puisque nous le connaissons déjà nous-mêmes un peu. A travers un travail de réinterprétation, nous cherchons à le faire découvrir à d'autres, quelle que soit leur origine, afin qu'ils puissent entendre ce que cette première génération a pu dire sur la manière dont elle a vécu l'immigration. C'était compliqué pour cette première génération venue du Maghreb de se faire une place, dans la mesure où, quelques années auparavant, pour certains d'entre eux, ils avaient encore le statut d'indigène, et ils se sont retrouvés travailleurs immigrés en France, après être partis de pays devenus indépendants. S'ils n'étaient pas visibles, c'est que leur présence était perçue comme provisoire, et c'est seulement dans les années 80 qu'on s'est rendu compte que ces gens-là avaient des enfants français, qui allaient rester. Je clos cette parenthèse historique, car je pourrais tout aussi bien vous citer d'autres exemples qui dépassent notre culture d'origine. Par exemple, nous avons produit l'album d'un jeune chanteur d'origine espagnole consacré à la république espagnole. Auparavant, nous avons produit un autre album, Motivé, qui mettait en valeur des chants de lutte en français, en espagnol, en italien, en kabyle... Pour continuer dans cette voie, nous avons le projet de réaliser un album ou un spectacle exclusivement consacré à des chanteuses. Quant au festival Strasbourg Méditerranée, nous avons eu l'occasion d'y jouer, et nous sommes en train de programmer dans un théâtre de Toulouse un travail de la compagnie Mémoires vives qui porte sur la tragédie tzigane. Certes, j'ai mis l'accent sur la culture maghrébine, mais la programmation du festival ne se cantonne pas exclusivement à la musique algérienne ou aux débats sur l'Histoire de l'Algérie. Ainsi, depuis plusieurs mois, nous avons prévu de faire le débat d'ouverture du festival sur la mémoire de l'internement des Tsiganes en France, et avec les événements de cet été, nous avons été rattrapés par l'actualité.

KHALIL HENNI :

Ma question rejoint celle de M. Schlagdenhauffen : à quel public est destiné ce festival et où se déroule-t-il ?

THIERRY BASOMBOLI, *Coordinateur de projet au Département Culture de la ville de Liège, Belgique* :

Ma question porte sur les deux projets qui viennent d'être présentés : quel type de dialogue s'établit avec la ville et comment ces différents projets s'articulent-ils avec la politique culturelle de la ville où ils se tiennent ? Y a-t-il des complémentarités, des évaluations partagées ?

TAYEB CHERFI :

Je répondrai au premier interlocuteur et M. Amokrane au second. Nous avons une très longue expérience associative puisque nous avons grandi et nous nous sommes formés dans un quartier populaire au nord de Toulouse, de 1983 à 1994, sous la houlette de nos frères aînés et d'une éducatrice. Nous avons décidé en 1996 de monter une structure associative pour sortir de l'urgence de ces quartiers populaires et essayer de nous rapprocher du centre-ville, des élites et des décideurs. Etant politiquement engagés, nous avons passé les premières années à travailler en centre-ville tout en interpellant les politiques sur la question des quartiers populaires. Depuis quelques années, nous revenons vers les quartiers et nous développons des projets et des collaborations à la fois au nord et au sud de la ville. Le festival se tient en centre-ville, mais nous allons en faire une préfiguration dans le quartier du Mirail. Nous essayons donc de revenir vers les populations des quartiers, mais c'est un travail difficile.

SALAH AMOKRANE :

L'évènement en lui-même, le festival Origines contrôlées, a lieu en plein centre-ville, devant la basilique Saint-Sernin. En effet, si l'on défend l'idée que le thème de l'Histoire de l'immigration ou de la mémoire des quartiers est un thème central, alors on organise les évènements au centre. Dans une ville comme Toulouse, la question des publics dépend pour beaucoup de la programmation, tandis que le problème de la mobilité ne se pose pas vraiment, étant donné que les quartiers sont desservis par le métro. La difficulté est plutôt pour nous de parvenir à mobiliser tous les publics, puisque nous nous adressons à tous : aussi, nous nous démenons pour entrer en contact avec les associations et pour leur expliquer nos projets. Depuis 2008, nous avons une nouvelle majorité à Toulouse, ce qui a permis de renouveler le dialogue puisque l'ancienne majorité était en place depuis

près de 40 ans. Nous défendons l'idée de développer une programmation dans l'ensemble de la ville sur ces sujets-là. Par exemple, le spectacle Mémoires vives se joue dans un théâtre situé dans un quartier populaire, un autre est donné à l'Université du Mirail... Notre objectif est de diversifier autant que possible les lieux, ce qui ne va pas sans problème. Ainsi, en 2004, le thème de l'Histoire coloniale était très présent et nous avons eu quelques retours d'élus et de financeurs qui ont manifesté quelques réserves à ce sujet. Certes, ce thème a suscité de vifs débats, mais si le conflit reste dans un cadre démocratique, c'est plutôt une bonne chose. Enfin, nous avons réalisé l'an dernier une étude de public sur le festival : certes il y a beaucoup de jeunes, dont une petite part issue des quartiers qui se déplace en fonction de la programmation, mais ces sujets intéressent aussi un public plus vaste.

MYRIAM STOFFEN :

Pour Zinneke, les choses sont complexes puisque nous essayons d'obtenir des aides pour une partie seulement du projet, celle correspondant à la politique menée. Or la difficulté pour nous est qu'il n'y a pas de compétence culturelle au niveau de la région. Nous essayons donc de nous tourner le plus possible vers les 19 communes que compte la région de Bruxelles, lesquelles sont chacune autonomes et ont la possibilité de développer une politique sur tous les registres, y compris la culture. Nous cherchons donc à trouver auprès d'elles un soutien pour des événements qui se déroulent au niveau local et à établir ainsi un lien direct. Cependant, le résultat est très variable : lorsque certaines communes décèlent un intérêt à investir dans des initiatives locales et/ou à soutenir une démarche artistique favorisant la mise en relation de personnes, alors elles s'engagent de manière suivie. Quelques communes soutiennent relativement bien les initiatives locales tandis que d'autres ne sont absolument pas intéressées. La coordination générale de notre projet se trouve sur le territoire de la ville de Bruxelles, qui est l'une de ces 19 communes ; or, pour le moment, le seul soutien que l'on ait de la part de Bruxelles, c'est la mise à disposition d'un bâtiment en échange d'un petit loyer, mais il s'agit davantage de tolérance que d'un vrai choix politique assumé. Pour le reste, la politique culturelle de la ville de Bruxelles n'apporte qu'un soutien modeste et insuffisant à des projets locaux. Bien que nous

soyons ouverts et que nous cherchions la transversalité dans nos discussions, nous n'avons même pas réussi à nous réunir ensemble pour discuter des retombées de la Parade.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Avant de passer la parole à notre troisième intervenante, j'aimerais retenir quelques éléments de ces deux exposés. L'approche suggérée dans le titre mettait l'accent sur la visibilité des cultures d'origine : or la préservation de la mémoire tout comme la représentation de la diversité dans nos villes, c'est-à-dire la visibilité, ne sont jamais un but en elles-mêmes mais vont de pair avec une démarche de création, que ce soit par la réinterprétation d'une tradition musicale ou par la transformation d'un héritage en une nouvelle création. Nous avons aussi vu que l'espace et l'appropriation de l'espace sont inséparables de ces différentes approches, que ce soit par des allers-retours entre le pouvoir et les quartiers ou par une démarche de parcours dans une partie de la ville qui n'est pas d'emblée investie par tous. Dans le cas de Toulouse en particulier, il convient de retenir la dimension de mémoire et de récit de ce qui a été vécu, qui nous offre une passerelle vers le troisième exposé. Stuttgart est une ville qui compte 88 nationalités différentes, une ville très dynamique, en croissance démographique, et qui mène depuis plusieurs années une politique très volontariste en matière d'intégration et de cohésion sociale. C'est une grande ville qui reste industrielle mais qui profite d'un taux de chômage très bas, ce qui est un atout pour l'intégration ; Stuttgart a d'ailleurs reçu plusieurs prix qui témoignent de son dynamisme. Mme Dauschek va vous présenter aujourd'hui un nouveau projet, qui n'est pas encore réalisé mais en bonne voie de l'être.

J'ai déjà eu l'occasion de faire un peu l'éloge de Stuttgart, comme vous avez pu le remarquer. Je le fais volontiers parce que c'est vraiment l'une des villes qui a compris à un moment donné qu'elle devait agir différemment et insister davantage sur le travail transversal, afin que la dynamique très positive qui est à l'œuvre dans une ville aussi multiforme, multiethnique et multilingue apporte quelque chose de plus à la communauté. Je suis très heureux d'avoir aujourd'hui avec nous la responsable de ce projet original, Madame Dauschek : c'est à elle que revient la tâche exaltante mais difficile de réaliser ce projet tel qu'il a été imaginé.

**Dr. Anja Dauschek**

*(Directrice de la gestion du Musée de la ville de Stuttgart)*

**« Ta ville – donne lui une (ton) histoire » : le Musée de la ville de Stuttgart, point de départ d'une collection à l'échelle nationale pour l'histoire des migrations urbaines**

Avec cet exposé, je ne change pas seulement de langue mais aussi de point de vue institutionnel. Je représente le Musée de la ville de Stuttgart, qui pour le moment n'existe qu'à l'état de projet et doit ouvrir ses portes en 2014. Le Musée est un projet de la ville, ce qui signifie que je travaille pour la municipalité. Ma présentation vient donc compléter les deux perspectives qui ont précédé.

Stuttgart est une ville de la diversité. Avec Francfort, elle est la ville d'Allemagne ayant le pourcentage le plus élevé d'habitants ayant un arrière-plan migratoire, si l'on veut employer encore une fois cette expression. Elle accueille 180 nationalités différentes. C'est pourquoi l'histoire de la ville de Stuttgart ne s'arrête pas à ses frontières – les histoires qui font notre ville prennent leur source à Cadix, à Athènes, à Istanbul et en bien d'autres endroits d'où sont venus des hommes et des femmes en apportant avec eux leur histoire.

J'aimerais vous présenter d'une part la planification du Musée de la ville, et d'autre part un projet de musée virtuel qui en est dérivé. En planifiant le Musée de la ville de Stuttgart, nous avons compris dès le départ qu'il était très important de raconter l'histoire migratoire de la ville comme faisant partie intégrante de l'histoire de la ville, car la force créative de l'immigration marque de son empreinte la ville actuelle. Nous ne pouvons penser ni comprendre la ville sans cette composante migratoire. Or jusqu'ici, cette histoire n'a pas été retracé – du moins pas dans le cadre d'un musée. En outre, les personnes ayant un passé migratoire visitent rarement les musées historiques allemands, car elles ne s'attendent pas à y trouver quelque chose ayant trait à leur propre histoire. Voilà un second défi.

Bien que les migrations façonnent depuis longtemps les villes et notamment Stuttgart, ce pan de l'histoire demeure peu exploré et peu documenté. La migration de main-d'œuvre ne débute pas avec l'accord de recrutement de main d'œuvre de 1955 avec l'Italie ou il y a 50 ans avec la Grèce et l'Espagne, mais remonte bien avant. Ainsi, la

gare de Stuttgart – rendue célèbre par le mouvement de protestation – a été en grande partie construite par des Italiens. Cependant, les publications et même les documents d'archive sur ce pan de l'histoire font défaut. Pour rassembler de la documentation pour le musée sur l'histoire des migrations les plus récentes, il faut parler avec les gens. C'est une démarche passionnante, très révélatrice, et qui accorde une place centrale aux histoires personnelles, ce que nous souhaitons aussi faire plus tard dans notre musée, car c'est ce qui rend l'histoire accessible.

Cependant, l'expérience m'a appris qu'il peut être extrêmement difficile pour une institution dépendant d'une commune d'établir un rapport de confiance avec les immigrés. Même les associations culturelles de migrants, qui sont très bien organisées à Stuttgart, nous ont rencontrés en faisant preuve, certes, de beaucoup d'intérêt et d'ouverture d'esprit, mais non sans une dose de scepticisme. En effet, beaucoup assimilent les services administratifs de la commune avec par exemple le service chargé de délivrer les passeports, avec l'office des étrangers ou bien encore avec l'office en charge de l'ordre public – donc des services qui s'intéressent plutôt rarement à l'histoire personnelle des individus. Le Musée de la ville en tant qu'institution communale a donc dû tout d'abord prouver qu'il prenait au sérieux cette affaire et qu'il entendait la mener sur le long terme, peut-être aussi pour la raison qu'il y avait déjà eu trop de « projets » restés inachevés. Lorsque l'on est du côté de l'administration – à la différence des précédents intervenants – il faut bâtir une relation de confiance. Cela demande beaucoup de temps et énormément de dialogue pour montrer que l'on prend les choses au sérieux.

Cette année nous organiserons une première exposition à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'accord de recrutement de main d'œuvre conclu avec la Grèce et l'Espagne. Pour cela, nous avons mené un très grand nombre d'interviews avec la première génération des Grecs et des Espagnols habitant à Stuttgart, qui nous ont raconté des histoires incroyables. Des histoires qu'on ne trouve dans aucun livre d'histoire et qui décrivent des vies toutes autres que celles que l'on attend dans les années 60. Des histoires qui ont façonné la ville à leur manière, de façon singulière. C'est cela qui nous intéresse : comprendre comment la migration change la ville. A Stuttgart, on parle toujours volontiers du caractère méditerranéen qu'a pris la ville,



car il n'y avait avant 1960 aucun café avec terrasse. Il était impensable de s'asseoir à l'extérieur pour prendre un café ; c'est désormais chose courante. Mais je pense que la ville a changé d'une manière encore plus profonde – par-delà l'aspect de l'art de vivre et de la gastronomie, qui nous vient toujours à l'esprit en premier.

Nous nous sommes attelés à une vaste tâche : réunir des documents sur l'histoire de la migration comme partie intégrante de l'histoire urbaine. C'est avant tout une histoire économique et sociale, puisque de nombreux immigrants sont arrivés dans les années 50 et 60 pour trouver du travail. Ils ont parfois vécu et travaillé dans des conditions indignes – et aujourd'hui encore ils sont marqués par cette expérience traumatique. La deuxième et la troisième génération ne connaissent pas ces histoires-là. Le silence de la première génération, dont a parlé M. Amokrane, nous en avons été témoins durant les interviews que nous avons réalisées. Nos interlocuteurs nous ont raconté des histoires qu'ils n'avaient pas encore dites à leurs propres enfants. Ainsi la deuxième et la troisième génération pourront-elles apprendre grâce aux interviews qui seront présentées dans l'exposition les histoires qui furent celles de la première génération. Pour concrétiser cette exigence dans un musée, nous devons aller à la rencontre des hommes et des femmes, établir un lien de confiance avec eux, prendre ce projet très au sérieux et ne pas ménager notre temps. C'est une toute autre approche que celle des autres projets d'expositions, pour lesquels les travaux de recherche se font plutôt dans les archives ou les bibliothèques.

Dans le même temps il nous faut également constituer une équipe adaptée à ce projet. Nous avons commencé à planifier l'idée de ce musée en 2007. Déjà une question revenait toujours eu égard au thème : qui choisir pour intégrer l'équipe ? Qui doit travailler pour nous ? Parviendrons-nous à former une équipe, même si elle est restreinte, où règne la diversité, et finalement à réunir différentes perspectives ? Nous y sommes en partie parvenus, mais certainement pas de manière aussi optimale que nous l'aurions souhaité.

Nous avons rapidement réalisé que le Musée de la ville de Stuttgart n'était pas le seul à s'être emparé du thème de l'histoire des migrations. Dans de nombreux colloques, j'ai entendu des représentants d'autres musées expliquer qu'ils étaient confrontés aux mêmes questions que nous. Par ailleurs, nous avons remarqué dans les interviews

qu'il y a souvent différentes villes qui comptent dans la vie d'un migrant. Les histoires et les parcours ne suivent pas une ligne droite entre par exemple Istanbul et Stuttgart, mais vont de l'une à l'autre en faisant par exemple étape à Cologne et Bruxelles. Les musées peuvent ici aussi tirer profit d'un travail de collaboration.

Conjointement avec le Musée de l'industrie du groupement de communes de Westphalie-Lippe et avec l'association Réseau migration en Europe, à Berlin, nous avons lancé une initiative et proposé de travailler sur le thème « Histoire des migrations urbaines » avec un cercle réunissant les musées d'autres villes. Nous sommes tous confrontés à des problèmes similaires, c'est-à-dire à des questions concernant « l'outillage » du musée. Comment organiser intelligemment la participation ? Quand l'expertise des musées a-t-elle du poids ? Quand a-t-on besoin d'une aide culturelle pour comprendre et interpréter certains objets, et où peut-on la chercher ? Comment l'histoire des migrations peut-elle être introduite dans les expositions existantes, comment une collection existante peut-elle être relue sous un jour nouveau ? Comment et dans quelle mesure peut-on intégrer l'interview de témoins dans la conception d'une exposition ? Pour écrire l'histoire des migrations, les musées ont justement besoin des communautés et doivent toujours s'attacher à améliorer la participation et la professionnalisation.

Voilà pourquoi nous avons réuni en un groupe de travail une quinzaine de musées et d'archives de différentes villes. En collaboration et avec le soutien de la Fondation Robert Bosch, nous avons réalisé une page web, <http://www.migrationsgeschichte.de>. Notre souhait est de créer ainsi une plate-forme virtuelle centralisée sur le thème de l'histoire des migrations urbaines en Allemagne, sur laquelle des objets de toutes les villes concernées seront visibles sur internet. Ces objets appartiennent aux collections des différents musées ou bien à des particuliers, et dans ce cas ils seront seulement visibles sur internet. En effet, les nombreux souvenirs qui se rattachent à ces objets sont encore si vivaces que les personnes à qui ils appartiennent ne veulent pas encore les donner. La première génération est consciente de la valeur historique de certains objets mais préfère les garder. Leurs enfants doivent alors décider s'ils souhaitent ou non faire don au musée du billet de ferry grec *Kolokotronis*, du billet de train en provenance de Naples ou du premier permis de travail de leurs parents.

La page <http://www.migrationsgeschichte.de> contient un lien vers des actions visant à rallier les gens dans les différentes villes. A Stuttgart, le coup d'envoi a été donné. Nous avons besoin pour cela de coopérer avec différentes institutions, que nous cherchons activement. Nous collaborons par exemple avec le Musée ethnographique, avec l'Université populaire, avec des institutions comme le Forum germano-turc ou le Forum des cultures, avec la communauté grecque ou encore avec des associations qui gèrent des mosquées. La bibliothèque est un autre bon partenaire avec qui collaborer et avec lequel nous voulons organiser des ateliers d'écriture et de biographie. En effet, nous sommes non seulement intéressés, en tant que musées, par les objets, mais aussi et surtout par des histoires individuelles. Raconter sa propre histoire n'est pas toujours aisé, mais cette démarche peut être facilitée par des processus artistiques. D'autres partenaires avec qui nous travaillons avec succès, ce sont les cours de langue et d'intégration auxquels sont astreints les immigrés en Allemagne. Nous proposons ici pour le cours de géographie et de civilisation un module d'enseignement et nous demandons aux participants d'apporter des objets. De cette manière, nous soutenons ce cours tout en faisant connaître le musée.

Nous avons toujours à l'esprit, comme Madame Stoffen de Bruxelles, le thème de l'hybridation. C'est un thème difficile à présenter dans un musée, mais qui reflète une réalité actuelle : de nos jours, les villes ne se présentent pas comme la coexistence de cultures clairement définies, où l'on aurait côte-à-côte une culture turque, une culture allemande et une culture grecque. Chacun d'entre nous porte déjà en soi un mélange de cultures : nous mangeons un kebab, puis nous buvons un expresso, et le dimanche nous regardons un épisode d'une série policière allemande classique, « *Tatort* ». Voilà comment nous vivons le phénomène de la « transculturalité », tel que l'a défini le philosophe Wolfgang Welsch. Il ne s'agit plus de cultures clairement définissables, qui coexistent les unes à côté des autres, mais d'un phénomène d'hybridation comme je viens de le décrire. J'estime qu'il est important d'être à l'affût de cette évolution, et c'est la mission que nous devons remplir avec les moyens de la muséographie et avec des objets qui rendent une visibilité à l'histoire de l'immigration, car c'est un pan de l'histoire important. Le miracle économique et le design n'ont pas le monopole de l'histoire allemande des années 60 ; celle-ci

doit aussi accorder la place qui leur revient aux foyers de travailleurs, au foisonnement des langues, aux familles qui ont vécu séparées et aux enfants qui ont grandi sans leurs parents. L'histoire de l'immigration est une histoire majeure et qui a laissé des traces, une histoire qu'il faut raconter. C'est ce que nous voulons faire, en association avec les musées d'autres villes, afin de créer une plate-forme nationale.

SALAH AMOKRANE :

Est-ce que cet appel au don est animé de façon collective, par le biais par exemple d'une campagne de communication ? Comment identifiez-vous les gens susceptibles de donner ? C'est vraiment une question récurrente : dans un projet, à chaque fois qu'il y a un appel à collecte, on réalise à quel point la médiation et la question de la confiance sont importantes, et on se heurte parfois à de vraies difficultés, même en tant qu'association, car les gens hésitent à donner s'ils ignorent où ira l'argent.

TAYEB CHERFI :

Mon propos sera plutôt général : en écoutant la présentation des expériences de Stuttgart et de Mannheim, j'ai l'impression que le regard que les Allemands et les Français portent sur l'immigration est très différent. Avant de venir ici, j'avais de l'Allemagne l'image d'un pays où Allemands et Turcs coexistaient sans vraiment se connaître ni se fréquenter – une image que je m'étais faite depuis la France, et qui m'évoquait une sorte d'« apartheid ». Mais en écoutant vos discours, je m'aperçois que les choses sont bien plus nuancées : hier, on parlait de 40 % des emplois réservés aux personnes issues de l'immigration, aujourd'hui d'un musée, d'une écoute, d'une prise en charge. De quand date cette prise de conscience face à l'immigration et pour quelle raison les choses sont-elles si différentes en Allemagne et en France ?

GILLES KUNTZ, *Conseiller municipal et d'agglomération, Grenoble-Alpes Métropole* :

Plusieurs réflexions : d'abord, pour rebondir sur la dernière intervention, je voudrais préciser qu'il existe des expériences en France de musées qui essaient de mettre en avant l'immigration et ses ri-

chesses. Comme je suis de Grenoble, je donnerai un exemple du cru : Grenoble accueille le Musée dauphinois, inauguré par André Malraux en 1968, et qui depuis des années a orienté ses expositions vers les différentes migrations, italienne, maghrébine ou encore celle des Pieds-Noirs, qui a d'ailleurs suscité une polémique. Ces sujets-là sont éminemment politiques et font donc débat. Votre choix est-il de placer au cœur du débat les questions liées à l'immigration et à son éventuel contrôle, qui se posent actuellement dans de nombreux pays européens, ou bien cherchez-vous plutôt – vous me direz que non – à présenter la migration de manière neutre, sans montrer tout ce qui l'accompagne, les conflits, les contrôles et les drames vécus par les migrants ?

MEHMET-ALI AKINCI :

J'aurais voulu réagir aux interventions en citant un chercheur suisse : « Nous leur avons demandé des travailleurs, ils nous ont envoyé des humains. » Ainsi, les Allemands ont fini par réaliser que d'autres personnes vivaient à côté d'eux, en voisins, eux qu'ils avaient longtemps considérés comme des *Gastarbeiter*, des travailleurs étrangers destinés à rentrer un jour chez eux. Dans toutes les sociétés d'Europe occidentale, ce sont des êtres humains qui sont arrivés, nos parents, avec leur complexité, leur langue, leur culture, leurs mœurs, leur manière de vivre particulière... Par exemple, à Rouen, à partir de 19 heures, les rues sont vides, désertes, et nous n'avons pas encore réussi cette révolution, nous les Turcs : animer un peu la vie locale nocturne. Ma question par rapport à ce musée, qui est une très belle idée, est la suivante : avez-vous des contacts avec le Musée de l'Immigration à Paris et peut-il constituer pour vous une source d'inspiration ? Par ailleurs, il m'est venu en vous écoutant l'idée d'un nom pour ce musée à Stuttgart : le « Musée du dialogue intergénérationnel », qui insisterait justement sur ce dont ont besoin les jeunes, le dialogue entre générations. En effet, les jeunes de la deuxième génération ne connaissent pas l'histoire de leurs parents ni les raisons pour lesquelles ils sont venus en France, en Allemagne ou en Belgique. Cette coupure intergénérationnelle fait que le dialogue est rompu, ce qui a pour conséquence les conflits que l'on connaît. Il faut donc restaurer le dialogue et l'enrichir à partir du vécu réel des migrants.

SARAH KAERTS, *Collaboratrice du Forum des minorités, Bruxelles :*

Je suis Sarah, du Forum des minorités culturelles et ethniques de Bruxelles. J'ai une question au sujet du musée. Je me demande si le Musée de l'Histoire de Stuttgart est un musée où l'on a intégré la migration ou est-ce un musée sur la migration ? Alors je me demande sous quelle forme on réalise cela. Est-ce qu'il y a une section sur la migration, ou est-ce que l'on va beaucoup plus loin en le présentant comme « un musée sur la migration » ? Voilà ma première question.

L'autre question concerne la connaissance des jeunes sur les histoires des générations passées. Et j'entends que vous avez fait beaucoup d'efforts pour faire des recherches vous-mêmes et pour engager du personnel d'origines ethniques culturelles diverses. Je me demande si vous travaillez aussi avec les associations d'immigrés pour leur apprendre à faire eux-mêmes des interviews. Et collectionnez-vous du matériel de cette manière, ou est-ce un comité scientifique qui s'en charge ?

LUCIENNE REDERCHER, *Adjointe au Maire, Déléguée aux droits de l'homme, à l'intégration et à la lutte contre les discriminations, Nancy :*

Tout d'abord je voudrais remercier les organisateurs, les fondations et l'ensemble des participants. Dans cette table ronde, le projet de Stuttgart a tout particulièrement retenu mon attention car nous avons à Nancy un projet absolument similaire à celui de Mme Dauschek, dans un musée qui va profiter d'une extension considérable, de l'ordre de 10.000 m<sup>2</sup>, pour changer entièrement à la fois de scénographie et de présentation. Ce musée est communal mais aussi régional : il s'agit du Musée historique lorrain. Nous avons donc le projet, validé il y a deux ans déjà, de mettre en valeur l'Histoire de toute la Lorraine, qui prend des visages multiples. Nous souhaitons vivement que le musée retrace cette histoire avec le plus d'exactitude possible et sans gommer la polémique, d'une manière vivante et en privilégiant un contact réel avec les populations, tout en réservant une place à l'art et aux traditions. Il nous semble essentiel qu'il témoigne du fait qu'une région comme la nôtre n'a pu se fonder dans ce qu'elle est aujourd'hui et ce qu'elle sera demain, que grâce à l'apport de toutes les migrations qui se sont succédées et se sont croisées sur notre sol lorrain. Nous avons la chance d'être un centre géographique, culturel et économique situé dans une région aux multiples frontières, sur une terre

d'immigration historique. Nous visons un public lorrain, mais également bien sûr venant de toutes les régions frontalières. Nous sommes actuellement dans une phase de partage avec les associations, et j'ai découvert avec plaisir que M. Erpuyan, président d'une de nos associations phares à Nancy, était lui aussi présent ici. Le projet de musée à Stuttgart nous intéresse donc au plus haut point et nous souhaiterions savoir dans quelle mesure on peut faciliter le dialogue et la participation des collectivités, des associations et des particuliers concernés, et comment mettre tous ces acteurs en concordance.

JEAN-PIERRE SCHLAGDENHAUFFEN :

J'aimerais savoir jusqu'où dans le passé vous remontez pour retracer l'histoire de la ville de Stuttgart. En effet, l'immigration ou plus exactement l'arrière-plan migratoire a bien débuté à un moment ou à un autre, et elle ne cessera probablement jamais – j'ai même envie de dire : heureusement pas. Comment voyez-vous les choses et comment allez-vous faire ?

Dr. ANJA DAUSCHEK :

La première question de Salah Amokrane est essentielle : comment rallier les gens ? Il faut – c'est notre expérience – utiliser tous les moyens possibles pour les atteindre. Quand je lance un appel dans un journal, ce sont ses lecteurs que je touche. Nous avons aussi lancé un appel pour publier dans un journal des interviews sur le thème : « Comment les gens voient-ils leur ville, Stuttgart ? » Énormément de gens ont réagi et se sont manifestés, mais peu ayant un passé migratoire. La presse écrite est un bon média, mais ce n'est pas le meilleur. Selon nous, les associations constituent un meilleur accès lorsque nous avons affaire à des communautés qui sont organisées en associations. Notre communauté grecque, par exemple, est extrêmement bien organisée. Il a suffi de discuter avec le responsable pour obtenir une multitude de contacts, qui à leur tour en ont amené d'autres. C'est toujours un effet boule de neige, ce qui nous a été très utile. En revanche, la communauté espagnole n'est absolument pas organisée. Mais en demandant à droite et à gauche, nous sommes tombés sur M. Castilla, patron d'un restaurant qui connaît tout le monde. Le premier soir, sur le thème de « l'Histoire espagnole », mon collègue se trouvait dans ce restaurant en compagnie de 25 autres personnes, qui lui ont

toutes raconté quelque chose, ce qui a engendré par la suite d'autres contacts. Pour ce qui est de la communauté turque, on ne peut pas parler d'une mais de multiples communautés. J'ai rencontré une fois un collègue qui faisait partie d'une association roumaine et qui m'a expliqué qu'il existait deux autres associations roumaines et que je devais savoir qu'elles n'avaient pas de bons rapports entre elles. Voilà les difficultés réelles que l'on rencontre. Il faut beaucoup se renseigner en discutant avec les gens pour savoir comment fonctionnent ces communautés, mais à mon avis cet effet boule de neige marche très bien. Un collègue ici à Berlin était à la recherche de lieux de mémoire liés à l'histoire de l'immigration. Il a simplement envoyé un mail à 80 personnes dont il pensait qu'elles pourraient avoir une idée, en leur demandant de lui indiquer les endroits qu'elles estimaient importants et en les priant de transmettre ce mail à trois autres personnes. Cela a parfaitement fonctionné et il a reçu plein d'idées nouvelles. Cette expérience s'est donc révélée tout à fait positive.

S'il est difficile de se séparer d'objets auxquels on tient, il l'est tout autant d'en trouver de nouveaux. Nous avons récemment fait l'expérience qu'il peut soudain surgir, au détour d'une conversation où les gens racontent quelle a été leur vie, quelque chose d'important. L'exemple qui suit n'a pas trait à l'histoire de l'immigration mais à celle des expatriés, qui en Allemagne – c'est une petite particularité – ne se considèrent pas comme des migrants ; mais c'est un autre problème. Une femme évoquait son enfance dans un camp de réfugiés et expliquait qu'il y avait partout de la boue et qu'elle portait toujours des bottes. J'ai bien évidemment voulu savoir si elle avait encore cette paire de bottes. Elle ne les avait malheureusement plus, mais voilà comment certaines idées vous viennent à l'esprit en discutant. Nous avons reçu quelque chose d'insolite de la part d'un habitant de Stuttgart d'origine grecque, qui avait une boîte entière remplie de ces disques avec lesquels on apprenait autrefois les langues, et il nous a raconté toute l'histoire qui accompagnait cet objet. Nous avons également un costume qui a appartenu à un membre d'un groupe de musiciens espagnols qui dans les années 70 a animé tous les cafés espagnols de Stuttgart. Nous avons aussi les disques qui vont avec et peut-être les passerons-nous pour l'inauguration de l'exposition. Ces musiciens ont certainement aujourd'hui entre 65 et 70 ans. Il suffit de demander pour découvrir des choses au gré d'une conversation. On



voit alors soudain quel objet pourrait figurer dans l'exposition, même si cela n'a rien d'évident pour les autres, et il ne reste plus qu'à se renseigner pour savoir si cet objet existe encore.

Venons-en à la seconde question, celle de l'apartheid. Le cas de Stuttgart, et je crois aussi de Mannheim, est probablement différent de celui de Berlin. Stuttgart et Mannheim sont deux villes qui ont un taux de chômage relativement bas, deux villes relativement prospères, ce qui explique la grande diversité et le bon brassage de ces sociétés urbaines. A Mannheim comme à Stuttgart, il existe peu de quartiers typiques, j'entends par là de quartier turc ou grec. Étant donné que la ville s'étale sur une série de collines et de vallées, on peut parler d'une topographie sociale : si on descend les prix baissent, et plus on monte en hauteur, plus ils grimpent. Ce n'est pas lié à l'arrière-plan migratoire, cela résulte plutôt d'une stratégie inconsciente de la ville, déjà à l'œuvre dans les années 60 et 70, de ne pas laisser se développer de tels quartiers. Voilà pourquoi nous n'avons pas ce problème d'apartheid à Stuttgart, ce qui fait que nous pouvons travailler ici de cette manière. C'est sans doute bien plus difficile dans d'autres villes. En France, on aborderait la situation autrement. Cela fait seulement moins d'une dizaine d'années que nous avons compris en Allemagne que nous sommes un pays d'immigration. Auparavant, nous ne nous considérions pas en tant que tel et nous pouvions sans remord fermer les yeux sur la situation. Stuttgart a bien de la chance.

A présent, je vous exposerai brièvement le concept fondamental du musée. Le bâtiment est un palais classique achevé en 1840, qui correspond donc tout à fait à l'image qu'on se fait d'un musée. Il abrite actuellement la bibliothèque, mais celle-ci va déménager. La superficie dont nous disposons est déjà déterminée. Nous avons réfléchi à la manière dont nous pourrions en faire un lieu qui se prête au dialogue, ce qui est notre objectif. Nous ne voulons pas seulement présenter l'Histoire, nous voulons aussi discuter du présent et de l'avenir tout en ayant en toile de fond l'histoire de la ville. Nous voulons donc être un lieu propice au débat et cela a partie liée avec l'architecture. Si je veux favoriser l'échange, j'ai besoin d'un espace où je puisse dialoguer, c'est-à-dire de salles de réunions, de salles de conférences, en fin de compte d'autres choses que de salles d'expositions. Au rez-de-chaussée se trouve une salle de conférence pouvant accueillir 150 personnes, une salle destinée à devenir une bibliothèque,

mais dans laquelle on pourra aussi discuter librement et où pourront se rencontrer de petits groupes, et un foyer que l'on pourra utiliser pour les grandes manifestations. Si nous voulons susciter l'intérêt chez les enfants et les jeunes, dont les origines sont si diverses, il ne faut pas forcément partir pour ce groupe cible du thème de l'histoire de la ville de Stuttgart : cela pourrait être perçu comme étant peu approprié, puisque justement leur grand-père n'y est peut-être pas né. Nous avons donc cherché un thème qui intéresse les enfants comme les jeunes – peu importe d'où ils viennent, leur origine sociale et leur passé migratoire – et nous avons choisi le thème « Architecture et urbanisme ». Les enfants vivent dans cette ville et nous devrions justement les préparer à leur responsabilité future en matière d'urbanisme : ils doivent apprendre à juger de l'architecture car ils devront être capables de participer au processus de décision démocratique touchant au domaine architectural. C'est pourquoi nous accordons une grande importance à la section jeunesse, axée sur le thème « Architecture et urbanisme » ; elle sera ouverte à tous les enfants, quelles que soient leur origine et l'histoire de leurs parents. Nous avons choisi de limiter l'exposition permanente car la place dont nous disposons n'est pas infinie. Cette exposition permanente est relativement condensée, ce qui m'amène à la dernière question : nous allons nous concentrer sur les XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. Nous proposerons bien sûr une entrée en matière pour les périodes antérieures, mais nous privilégierons l'histoire de la ville à partir du moment où elle est véritablement devenue une ville. Stuttgart a connu une croissance très rapide au XIX<sup>ème</sup> siècle : alors qu'elle n'était qu'une bourgade de 20.000 habitants, elle comptait à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle entre 150.000 et 200.000 habitants. C'est à partir de ce moment-là qu'on peut vraiment parler d'une ville, qui comportait également une bourgeoisie.

Tout cela va de pair avec la question de savoir comment inciter les jeunes à recueillir eux-mêmes des témoignages, à partir en quête de l'histoire de leurs parents et de leurs grands-parents. C'est ce que nous faisons via les établissements scolaires, avec lesquels nous collaborons déjà. Nous développons ensemble des activités et des supports de cours que les écoles peuvent utiliser sans nous, parce que nous n'avons pas encore de musée ; plus exactement, nous avons une personne qui fait cela mais nous ne pouvons pas encore envoyer dans les établissements de pédagogues spécialistes du musée. C'est pour-

quoi nous développons avec les écoles du matériel de cours, ce que nous faisons actuellement pour les classes de lycée sur le thème de la migration. A cet égard, il est primordial d'offrir des supports qui ne soient pas centrés spécifiquement sur une ethnie : au contraire, nous devons satisfaire le large spectre d'origines migratoires qui règne dans les classes. On invite alors les élèves à explorer leur quartier. Tous habitent des quartiers différents et très variés. Les jeunes Allemands et les jeunes Croates ont alors l'opportunité d'explorer la culture turque tandis que les jeunes Turcs peuvent faire de même avec la culture grecque. Il convient d'articuler cela de telle manière que nous puissions aussi intégrer à cette démarche les enfants dont les racines sont allemandes – il y en a aussi. C'est cette diversité que nous devons exploiter.

Concernant la « Cité nationale de l'histoire de l'immigration » à Paris, nous sommes en contact avec ce projet. Il s'agit d'un projet français classique, d'un musée national, comme il n'en existe pas chez nous sur ce thème. Il existe bien une initiative à Cologne, intitulée DOMiT, qui aimerait réaliser un tel lieu ; reste à voir si cela aboutira. Notre collection virtuelle sur la migration va un peu dans cette direction. Ce que je trouve intéressant dans la Cité, c'est que l'institution que l'on peut voir à Paris n'est qu'une petite partie du projet ; en fait, c'est tout un réseau qui sous-tend l'ensemble et que l'on a créé pour concrétiser cette Cité.

Il est important pour nous – c'était une autre question – d'ouvrir le dialogue : c'est le cas essentiellement au travers de manifestations mais aussi de visites guidées de l'exposition centrées sur le dialogue ainsi que de visites guidées thématiques.

Notre musée – comment se nommera-t-il ? Une question fort difficile. Il est probable qu'on l'appelle simplement « Musée de la ville », une dénomination ouverte qui nous laisse le champ libre, même si certains ne la jugent pas très attractive. Mais nous avons déjà longuement réfléchi et nous n'avons rien trouvé de mieux. La question reste ouverte.

A la question de savoir si nous voulons aussi intégrer le débat qui a cours dans la société actuelle, nous répondons oui. Nous disposons pour cela de salles de réunions. Nous considérons l'exposition permanente comme une toile de fond pouvant servir de point de départ pour parler du présent. J'estime que c'est une mission capitale pour

un musée de la ville de ne pas se limiter à présenter l'Histoire, mais d'offrir une place – Homi Bhabha parle d'« espace tiers » – plus exactement un espace neutre où l'on puisse proposer d'ouvrir un dialogue, qui peut être tout à fait critique. Je pense que c'est le rôle et la vocation d'un musée.

Par ailleurs, on m'a demandé comment inciter les migrants à faire des interviews. Nous avons un peu commencé à le faire par le biais des écoles et d'institutions comme le Forum germano-turc, auquel participent de nombreux jeunes, qui s'engagent dans nos activités en tant qu'« interviewers bénévoles ». Je crois que cela fonctionne aussi selon l'effet boule de neige, qui survient au cours du travail. J'espère du moins qu'il en sera ainsi.

Quant au projet de Nancy, je n'ai pas de recette miracle à tirer de mon chapeau. Je pense que le contact réel avec la population est important, bien que j'ignore la situation structurelle de la Lorraine, mais je crois que cela vaut la peine de regarder qui sont les partenaires et comment nouer des contacts avec eux. Ces contacts doivent probablement s'établir sous des formes variées, et je crois – c'est ma conviction personnelle – qu'il ne s'agit pas seulement dans un musée de présenter des expositions mais d'en faire des lieux de culture qui offrent davantage : ce sont des lieux de discussion, des lieux pouvant accueillir des événements, des lieux où faire tourner des expositions. Si de surcroît vous avez la chance de pouvoir lier art et histoire, c'est formidable car vous pouvez créer grâce à l'art des accès complètement différents. Vous pouvez intégrer la dimension du débat et de la controverse sans que cela prenne un tour choquant ou blessant ; en matière d'histoire, les choses sont toujours un peu délicates. Lorsque vous avez tout à l'heure un peu retracé l'histoire de la région, j'ai pensé que les pays d'immigration classiques comme les USA ou l'Australie seraient pour vous de bons exemples. Les Anglais n'ont pas encore de musée de l'immigration mais le Musée de Londres travaille beaucoup dans ce sens. Dans ces pays, l'immigration est au cœur du récit historique, alors que dans le contexte européen, les choses sont encore un peu différentes. Quoi qu'il en soit, il vous faudra beaucoup de patience et de dialogue.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Avant de nous accorder une pause, encore un mot sur la situation générale en Allemagne. Comment juger la situation actuelle ? Peut-on parler d'apartheid ? Il faut préciser que ces dix dernières années, les choses ont énormément évolué en Allemagne, et ce à tous les niveaux de la société. Nous avons très longtemps vécu dans la logique des travailleurs immigrés. Nous nous sommes très longtemps fixés sur une idée purement juridique de la citoyenneté, qui s'acquiert par hérité. Il en a longtemps été ainsi, alors que les choses étaient très différentes en France. Tout cela est exact, mais comme je l'ai déjà dit hier : je crois que la plupart des pays européens ont énormément évolué et ont enfin compris que le changement a du bon. Si l'on regarde aujourd'hui la situation en Allemagne, on ne peut pas dire que ce pays connaisse un grand problème d'intégration – ce que confirment toutes les études internationales. On ne doit pas se laisser persuader du contraire. Ce qui a en ce moment un effet très positif en Allemagne – à la différence de ce qui se passe en France – c'est le fait que nous ayons un système fédéral. Lorsqu'une société évolue, il est parfois bon que les régions soient fortes et disposent de moyens financiers, afin de pouvoir changer elles-mêmes les choses, structurellement et dans la durée. Tout ce qui est politique intérieure – comme c'est le cas de l'intégration – relève chez nous en premier lieu de la compétence des *Länder*. Nous n'avons pas en Allemagne de musée national de l'immigration – et nous n'en aurons probablement jamais – et pas davantage de pouvoir centralisé qui pourrait voter une loi-cadre. Hormis en ce qui concerne le droit de la nationalité, les régions ont une très grande liberté d'action et sont relativement proches des citoyens. Cela fait toute la différence si j'habite à l'est de l'Allemagne, où l'immigration est très faible et d'une toute autre nature. Ce n'est pas la même chose si je vis dans une région dynamique et économiquement forte ou dans une région avec un fort taux de chômage. Les facteurs diffèrent et peut-être que la dynamique positive qui règne actuellement et que nous ne pouvons ignorer est aussi portée par le fait que les villes sont très fortes et ont les moyens d'agir.

Enfin, votre citation était parfaitement juste : nous avons cherché de la main-d'œuvre et ce sont des hommes qui sont venus. Nous avons mis longtemps avant de le comprendre. Mais je crois qu'à présent, l'Allemagne en a bien pris conscience, et ce malgré toutes les

polémiques qui ont entouré la sortie du livre de M. Sarrazin. Je crois que nous devons tous évoluer et que cela vaut pour tous nos pays ; la voie de l'intégration n'est pas à sens unique. Je ne peux pas me contenter de dire : « Tu dois changer. » Chacun d'entre nous change. Vous avez déjà souligné que l'immigration a en Allemagne un visage singulier : 12 millions de citoyens allemands sont arrivés en Allemagne de l'Ouest à la fin de la guerre. Notre pays n'a peut-être pas mieux réussi que les autres, mais la situation n'est certainement pas dramatique. L'apartheid est fini depuis longtemps, dieu merci !

## **Présentation des résultats des groupes de travail en assemblée plénière**

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Que cette séance de clôture nous serve encore à passer en revue quelques points abordés au cours des débats dans les deux groupes de travail, afin que nous puissions partager les éléments essentiels. Madame Bazin et Monsieur Hahn présenteront un compte-rendu des réflexions du groupe de travail 1, puis je ferai de même pour le groupe 2. Nous essaierons ce faisant de tracer quelques grandes lignes à proposer comme résultats, et pourquoi pas aussi comme recommandations. Enfin, il nous restera encore un peu de temps pour échanger.

### **Présentation des résultats du groupe de travail 1**

CLAIRE BAZIN :

Ce qui me semble important à retenir concernant le premier groupe de travail, c'est le fait que les trois expériences présentées avaient à la fois un objet commun, défini par l'intitulé de l'atelier, et trois regards différents, liés non seulement aux trois pays concernés mais aussi au point de vue des intervenants et à leur statut. L'un était à la fois chercheur et conseiller, un autre en situation professionnelle, et le dernier en situation d'élu, ce qui a permis d'aborder les choses sous des perspectives complémentaires.

Dr. OLAF HAHN :

Comme Madame Bazin vient de le dire, nous avons eu trois sensibilités, trois directions différentes. J'aimerais résumer rapidement l'exposé de Madame Bazin, qui est venue de l'agglomération de Montbéliard pour nous parler de la politique d'encouragement de la lecture qu'on y mène en s'appuyant sur un travail intercommunal. Ce programme s'efforce de mettre en place des actions systématiques en établissant un réseau à l'intérieur de cette agglomération. Madame Bazin a évoqué le nombre très impressionnant de 25.000 personnes participant à ces activités de promotion de la lecture, ce qui correspond à environ un quart des habitants de cette agglomération. Ce nombre conséquent a été atteint en un an. Elle a ensuite analysé les points forts et les points faibles de ce programme. J'aimerais revenir rapidement sur

les points faibles, que j'ai trouvés particulièrement intéressants. Elle a expliqué que ces activités n'étaient pas suffisamment ancrées sur le plan politique et que les responsables politiques n'avaient pas apporté à ce programme tout le soutien dont il aurait eu besoin. Par ailleurs, elle a souligné le défi que représente le fait d'atteindre directement le groupe cible des personnes issues de l'immigration dans cette agglomération et elle a mis en lumière les quelques faiblesses qui existent au niveau de la coopération, c'est-à-dire de l'accessibilité du groupe cible. Ce problème nous a conduits à orienter par la suite notre discussion vers des questions comme le lieu d'implantation des bibliothèques et surtout la professionnalisation du personnel spécialisé. A ce propos, elle nous a fait remarquer que le grand défi que doit relever le personnel des bibliothèques à Montbéliard est d'essayer de sortir hors les murs afin de chercher les gens sur le terrain pour les inciter à lire. Un autre problème qu'elle a pointé du doigt et dont nous avons aussi parlé est celui de l'évaluation de ce programme d'encouragement de la lecture : il ne s'agit pas uniquement d'évaluer le niveau linguistique et les connaissances acquises par les enfants, mais également ce qui touche l'intégration générale dans la communauté, et donc la manière dont on peut développer sur plusieurs années l'éducation et la culture dans cette zone géographique, à travers ce type d'activités systématiques et développées en réseau. L'évaluation de l'efficacité constitue un autre grand challenge.

CLAIRE BAZIN :

Je vais à présent résumer l'intervention de M. Ahmed Mouhssin, qui a commencé par présenter la population de Bruxelles, où la part des personnes issues de l'immigration est importante, en insistant sur sa diversité mais aussi sur ses difficultés économiques. Il nous a ainsi fait part de la complexité de la réalité bruxelloise, qui pose un véritable défi que les acteurs culturels ont su relever, parfois en coopération avec d'autres pays. On retiendra aussi l'effort pour diversifier les thématiques d'intervention et les questionnements, par exemple en s'interrogeant sur les questions de la diversité, de l'accès à la culture et de la formation. Ce qui m'a semblé important, c'est le fait de ne pas imposer un modèle unique dans la manière de développer les projets ; en effet, la quarantaine d'acteurs réunis avait des exigences et des préoccupations différentes mais une même contrainte fondamen-



tale liée au financement des projets. La ville de Bruxelles en particulier est soumise à une pression supplémentaire, puisqu'elle est en concurrence avec d'autres villes sur le marché de la culture : cette pression engendre le risque de faire de la culture un outil davantage utile à l'image de marque de la ville qu'aux habitants eux-mêmes. La question se pose donc pour les élus de savoir où placer les priorités. M. Mouhssin a à nouveau évoqué la Maison des cultures, qui s'attache à valoriser à la fois les richesses bruxelloises et la diversité des cultures. Pour toucher le public, le choix du lieu est capital, et il importe d'associer les habitants et d'insister sur le partage afin d'éviter un repli communautaire. Quant aux questions, elles ont porté notamment sur la tolérance, car si l'on est confronté a priori avec autrui, on perd en efficacité. L'idée d'échange à Bruxelles vise à dépasser ces préjugés sur les communautés.

Dr. OLAF HAHN :

A cela s'ajoutaient des questions concernant le financement des projets que vous avez présentés, M. Mouhssin, et l'accent a été mis sur les différents apports financiers, venant des communes, de l'Union européenne et de l'État fédéral. J'aimerais à présent vous présenter une synthèse de l'exposé de Madame Jerman de Düsseldorf. Madame Jerman est non seulement une scientifique active dans le domaine « Ouverture interculturelle », mais encore conseillère politique. Elle a essentiellement parlé de son activité de lobbying en faveur de l'ouverture interculturelle en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Dans son intervention, elle a présenté et analysé la façon dont on a tenté dans ce *Land* de traduire le thème de l'ouverture interculturelle en différentes stratégies d'action. Elle a clairement exposé les difficultés qu'elle a dû surmonter à chaque étape, mais aussi les réussites. Partant du fait que la société en Rhénanie-du-Nord-Westphalie est profondément marquée par l'immigration, elle a montré que l'alliance des trois T, pour technologie, talent et tolérance, constituait une condition préalable essentielle à même de générer dans ce *Land* un climat d'innovation ; cependant, il ne faut pas voir cela uniquement d'un point de vue économique mais aussi social, puisque ce climat favorise la cohabitation urbaine. C'est une des raisons pour lesquelles, selon Madame Jerman, les scènes culturelles au sein de ce *Land* devraient s'ouvrir. Cela a été l'occasion de lancer un petit débat à propos de la Maison

des cultures en Belgique et de celle qui se trouve à l'état de projet à Strasbourg : d'un côté, un lieu où cristallisent les cultures et l'ouverture interculturelle, et de l'autre, l'ouverture complète des institutions. La discussion nous a permis de constater que ces deux approches avaient leur place dans le processus engagé. Madame Jerman a poursuivi son exposé en présentant les différentes références qui sous-tendent son travail, comme par exemple la charte de l'UNESCO, mais aussi le plan national d'intégration allemand et d'autres initiatives publiques, qui mettent l'accent sur le rôle particulier de la culture au regard de l'intégration. Puis elle a expliqué comment, en vertu d'une approche participative – pas exactement comme à Bruxelles, mais néanmoins de façon comparable – on a mené une analyse visant à décrire les besoins en matière d'ouverture interculturelle. Elle nous a ensuite présenté le projet « *interkultur.pro* » en insistant sur l'aspect de la sensibilisation et de la professionnalisation au sein des institutions culturelles. Ce projet d'ouverture interculturelle doit se pérenniser, notamment grâce au soutien financier de la Fondation Mercator : initialement mené sous forme de projet-pilote, il a par la suite été étendu à 6 villes et doit toucher à l'avenir 25 villes de différentes tailles en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Un autre aspect intéressant de cette intervention – également pour nos collègues belges et français – a été la référence à une étude dont on s'est beaucoup servi et dont on a beaucoup discuté en Allemagne, l'« Étude sur les milieux de l'immigration », qui a été réalisée par un institut de Heidelberg et commandée par diverses instances. Elle avait pour but de décrire les différents milieux auxquels appartiennent les personnes issues de l'immigration en Allemagne, afin de s'en faire une idée plus juste. Dans cette étude, ces personnes, dont on parle souvent sans vraiment les connaître, se positionnent au regard de leur situation économique et de leurs valeurs, allant du conservatisme religieux au libéralisme progressiste. En outre, cette étude a montré – et c'était aussi le but explicite fixé par le gouvernement du *Land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, l'une des instances ayant commandité l'étude – que le milieu profondément religieux et conservateur ne représentait en Allemagne que 7 % des immigrés. Madame Jerman a souligné par ailleurs la responsabilité des médias dans l'image qu'ils donnent des immigrés. Fin octobre se tiendra à Bochum le troisième congrès au niveau fédéral sur l'interculturalité, organisé par *interkultur.pro*, évè-

nement qui montre clairement que le thème de l'ouverture interculturelle en Rhénanie-du-Nord-Westphalie demeure plus que jamais d'actualité. Madame Jerman a conclu son exposé en formulant le souhait que ce processus puisse se poursuivre à l'avenir.

CLAIRE BAZIN :

J'ajouterai juste un mot pour dire combien il est important que la recherche scientifique accompagne en continu ce projet. Il est ressorti des différentes interventions que l'interculturalité est sans cesse à l'œuvre dans nos pratiques, comme terrain de partage : elle est ce qui nous permet de coopérer par-delà les communautés. En effet, en soulevant la question du vivre-ensemble, elle nous fait prendre conscience des difficultés et des problèmes, mais elle nous permet aussi d'avancer et de travailler les uns avec les autres. Le second point qui est apparu est que l'on a vraiment conscience d'avoir des défis communs, auxquels chacun répond à sa manière, influencé par le contexte national. Ainsi, la manière dont les Français perçoivent la réalité belge est toute différente de celle dont ils sont eux-mêmes perçus. Autre terrain de partage, nous sommes au moins d'accord sur une chose : le principe, la réalité et la valorisation de l'interculturalité. Mais comment associer au débat les absents, c'est-à-dire aussi bien les décideurs que les habitants, qui en privé refusent le principe de l'interculturalité, sans pour autant le clamer en public ? C'est là que resurgit la question des craintes et des peurs : pour reprendre le même exemple, c'est comme si certains Français plaquaient leurs propres peurs sur le discours de M. Mouhssin à propos de la réalité bruxelloise. L'intérêt de l'échange international, c'est qu'il permet de mettre à distance ses émotions, de gagner en discernement, et finalement de faire évoluer sa position concernant l'interculturalité. Les deux clés pour avancer dans ce domaine sont la transversalité et la formation – notre formation mutuelle.

## **Présentation des résultats du groupe de travail 2**

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Notre groupe a également travaillé sur la base de trois exposés, qui se sont parfaitement complétés. Le premier, présenté par Madame Stoffen de Bruxelles, était centré sur une institution qui existe depuis

maintenant 10 ans et qui a eu lieu pour la sixième fois, la « Zinneke Parade ». Il s'agit d'une structure associative privée qui ne dépend pas de la politique de la ville, une structure qui est née lors des préparatifs destinés à faire de Bruxelles la Capitale européenne de la culture en l'an 2000. Comme on a l'a déjà relevé hier, il est indubitable que le travail entrepris par une ville pour devenir Capitale européenne de la culture sert non seulement d'impulsion, en mettant les choses en mouvement, mais permet de surcroît de retirer de ces préparatifs de nouveaux bénéfiques. Le constat à l'origine du projet de la « Zinneke Parade » était qu'il y avait à Bruxelles une sorte de cloisonnement géographique qui faisait que les quartiers vivaient les uns à côté des autres. C'est pourquoi on a essayé de motiver le plus de groupes possible – il y en a eu finalement 25 comportant chacun au maximum 100 membres – à participer à un évènement qui se tient tous les deux ans et qui demande une très longue préparation en amont. Il s'agit en effet d'une parade, comme son nom l'indique, à laquelle prennent part jusqu'à 2.500 personnes ayant collaboré à sa préparation et qui y présentent des spectacles artistiques. Privilégier la culture et la création artistique a permis de mettre en contact avec succès des personnes qui sinon, d'elles-mêmes, n'auraient jamais travaillé ensemble, pour toutes les raisons possibles liées au fait que l'on appréhende généralement le contact avec des inconnus. Cette action a donc un caractère absolument fédérateur entre des quartiers qui seraient sans cela assez repliés sur eux-mêmes. Le deuxième effet positif est qu'il y a déjà eu plusieurs éditions de cette parade, ce qui a permis de consolider cette tradition bruxelloise. Le troisième point, sur lequel on a beaucoup insisté, est que grâce à la parade, à cette déambulation à travers la ville, les habitants se réapproprient soudain certains lieux qu'ils ne fréquenteraient pas forcément du fait de la segmentation des espaces urbains. Nous avons donc affaire là à un processus d'apprentissage qui concerne aussi bien les participants que les artistes qui y ont collaboré, et même la ville toute entière, puisque tout le monde peut y assister en tant que spectateur.

A propos de notre thème « La visibilité des différentes cultures d'origine des migrants dans la ville », il importe, comme cela est ressorti également des autres exposés, de ne pas se contenter d'évoquer ici simplement le fait de montrer telles ou telles traditions folkloriques, tels ou tels costumes traditionnels. Il s'agit bien plus – comme

cela est justement le cas lors de la « Zinneke Parade » – de faire un pont de façon tout à fait volontaire entre la représentation d'une tradition et une nouvelle création artistique. Madame Stoffen a mis l'accent sur le fait que le but ici est de mettre en avant la diversité présente dans la ville, même si ce n'est pas le but premier : l'essentiel est, puisque nous vivons dans des situations hybrides, de montrer cette hybridation à l'œuvre dans le processus créatif.

Le second projet que l'on nous a présenté, intitulé « Origines contrôlées », vient de Toulouse et émane lui aussi d'une structure associative. Il avait comme point de départ le fait que des historiens étaient à la recherche d'histoires sur l'immigration : il s'agissait donc dans un premier temps d'une approche scientifique. Ces historiens voulaient en apprendre davantage sur le déroulement concret des parcours migratoires. Les personnes concernées ont trouvé cette démarche très intéressante et ont voulu développer quelque chose sur la base de ce travail. Telles sont les bases de ce projet en cours depuis déjà quelques années, qui se développe dans plusieurs directions dans le domaine de la culture, et avant tout dans celui de la musique. Il s'agit dans un premier temps de se réapproprier l'histoire d'une immigration, dans ce cas celle d'immigrés kabyles venus d'Algérie. L'intérêt personnel a également joué un rôle, à savoir l'intérêt de reconstruire le récit au sein des familles. Dans la discussion qui a suivi, nous avons beaucoup parlé de ce problème entre les générations dans les familles d'immigrés. Les enfants étaient très motivés pour se réapproprier la musique qu'écoutait la génération de leurs parents ou de leurs grands-parents. Mais, dans un second temps, il s'est avéré essentiel de ne pas faire la part belle seulement à la réflexion sur soi, à l'assimilation et au témoignage sur ce qui appartient à cette histoire migratoire, mais également de faire émerger une musique nouvelle à travers un travail de réappropriation et de réinterprétation, à travers de nouveaux instruments de musique, de nouvelles orchestrations et de nouvelles voix interprétant des chants traditionnels. Ce processus créatif a lieu dans ce qui fait la réalité de la France d'aujourd'hui : une réalité qui n'est plus celle d'un déchirement des identités mais simplement celle d'un grand mélange, d'une grande diversité culturelle qu'on pourrait qualifier, pour employer un mot à la mode, d'« hybride ».

Pour compléter la présentation de ce projet, Monsieur Amokrane nous a indiqué qu'il s'étendait et s'élargissait un peu puisqu'il planifie des activités culturelles dans ce que l'on nomme les « quartiers difficiles ». Cela nous a permis de prendre conscience d'une chose que nous avons déjà pu observer dans l'ensemble des projets qui nous ont été présentés : il faut toujours prendre en compte les lieux dans lesquels on agit. Est-ce que j'amène la culture là où normalement on n'en profite pas, ou bien est-ce que je sors de mon quartier avec certaines initiatives pour aller les présenter là où normalement on ne me voit pas ? On a déjà décrit ces deux mouvements contraires : la première approche consiste à aller dans le quartier même pour chercher les jeunes avec leur musique, très souvent du rap, et à les épauler, tandis que la seconde approche emprunte un chemin parallèle en s'immisçant dans les « centres du pouvoir », les lieux classiques de décision politique, pour recevoir justement le soutien nécessaire.

Dans l'exposé de Toulouse, il était déjà clair que le fait de pérenniser le souvenir peut être une mission importante de l'intégration, dans la mesure où elle a été tardive. C'est ce thème du souvenir et de sa conservation qui était au cœur du troisième exposé. Madame Dauschek nous a présenté le projet du Musée de la ville de Stuttgart, qui n'est pas encore réalisé mais va bientôt l'être. Ce projet est différent des deux précédents dans la mesure où c'est une ville qui a annoncé, dans le cadre de la politique de la ville : nous voulons construire un musée de la ville et montrer par là-même que Stuttgart est une ville qui n'est pas simplement là, mais qui est née, qui a grandi et qui s'est construite à travers plusieurs vagues d'immigration. L'accent fort est mis sur le XIX<sup>ème</sup> et le XX<sup>ème</sup> siècle, ce n'est donc pas un musée historique, mais un musée qui remonte pour ainsi dire à l'acte de naissance de la ville actuelle. Ici encore, l'idée n'est pas de montrer un musée mort rempli d'objets sans vie, mais au contraire de tenter d'aborder et de traiter les différentes réalités que recouvre le terme de migration de manière vivante. L'espace du musée doit en même temps servir de lieu de dialogue – et par dialogue, on entend un lieu de discussion et de polémique. Le Musée de la ville de Stuttgart aimerait offrir au public un lieu où l'actualité trouve aussi une place, puisque tous les thèmes gravitent autour de la question de savoir comment nos villes se développent. Mais en toile de fond, il convient

de conserver et de renforcer l'idée qu'une ville s'est toujours construite à partir de mouvements migratoires d'origines très diverses.

Si on tente de faire le point sur ces trois exposés, quelques conclusions se dessinent que nous pouvons à présent formuler. Nous devons de toute évidence partir du principe qu'il existe un besoin énorme en termes de reconnaissance mutuelle et de connaissance réciproque – en effet, nous connaissons bien trop peu les différents groupes qui composent notre société, et cela vaut pour tous et dans tous les milieux. Ce n'est pas uniquement la question des cours d'intégration destinés aux migrants qui viennent d'arriver ici, mais c'est un enjeu plus général qui touche toute la société. Un autre point-clé concerne la mission de sauvegarde du savoir et du souvenir, mais également sa transmission et notamment aux jeunes générations, aussi large que possible, et c'est pourquoi le côté pédagogique dans le travail culturel est si important.

Tous les projets présentés dans les deux groupes de travail montrent clairement que le pouvoir de création par le biais de la culture dépend toujours en partie des espaces où il se déploie. Or le travail culturel s'opère dans des lieux et des espaces en réalité très différents les uns des autres. À côté du domaine classique, dont il a été question hier à la tribune, qui est celui, entre autres, des musées et des salles de concerts classiques, il existe une multitude d'autres lieux que l'on doit aussi apprendre à découvrir. C'est là où la question de la mobilité en ville prend toute son importance. La culture offre justement une bonne raison de se déplacer en ville d'une manière ludique, sans qu'il faille commencer par se demander si l'on connaît suffisamment la langue du pays. Au contraire, chacun peut circuler par lui-même, quels que soient son niveau de culture et sa langue maternelle. De fait, il apparaît à l'évidence que l'espace et la culture sont très étroitement liés.

Dans notre groupe, il nous a également semblé clair que la production artistique et le fait de participer soi-même à un projet artistique sont des moyens mieux adaptés que d'autres pour surmonter les barrières. La créativité répond à un besoin fondamental de l'homme et c'est pourquoi il n'y a aucune raison pour que la politique culturelle passe toujours au second plan, selon l'idée qu'une fois que tout le reste a été fait, on peut faire un peu de politique culturelle. Peut-être l'approche culturelle devrait-elle jouer un rôle bien plus important

dans tous les domaines de la politique menée par une ville. Hier, quelqu'un a dit que nous avons avant tout besoin de manger, puis d'un toit, puis d'un travail, et qu'enfin seulement vient la culture. Ce n'est pas faux, mais nos échanges nous ont aussi permis de comprendre que ce ne serait vraiment pas une mauvaise chose que de répéter que la culture ne doit pas venir en dernier dans la politique au niveau municipal, mais qu'elle devrait au contraire être présente dans tous les domaines politiques.

Pour finir, nous avons abordé la question de savoir comment consolider de tels projets dans le temps et comment leur faire quitter le statut de projet pour les réaliser concrètement. On a pu se réjouir en constatant que certains de ces projets existent déjà depuis plusieurs années. Là encore, nous sommes tombés d'accord sur le fait que l'une des missions les plus difficiles est celle qui consiste à unir les deux mouvements, c'est-à-dire le travail de base, de terrain, et une stratégie pour la ville.

Le dernier point que j'aimerais aborder est d'ordre psychologique. Nous ne devons pas craindre le fait que de tels projets puissent aussi éveiller des peurs, ni qu'il puisse y avoir des conflits lors de la phase d'élaboration et de planification du projet. Si nous faisons confiance à la démocratie, si nous la prenons au sérieux, le conflit n'est pas mauvais en soi pour peu que l'on trouve le moyen de l'exprimer verbalement. Il serait faux de croire que l'on peut agir en s'épargnant de rudes discussions. La condition préalable à tout projet est bien sûr l'envie de vivre ensemble dans la même ville, pas seulement d'un point de vue géographique, mais aussi psychologique. Voilà les points essentiels qui sont ressortis de nos échanges et je pense que les conclusions que nous avons tirées rejoignent pour beaucoup celles de l'autre groupe de travail.



## **Session de clôture**

MEMET KARAMAN :

Peut-être deux remarques. J'ai bien apprécié d'être ici et d'entendre ce qui est fait dans le domaine culturel dans tous ces pays et toutes ces recommandations. Mais dans notre groupe, nous nous sommes référés à Paul Scheffer des Pays-Bas, et à son livre. Je n'ai pas eu le temps d'y réagir, je le fais maintenant, c'est un souvenir, faites-en ce que vous voulez.

Je crois qu'il est bon, et cela doit être l'objectif, que l'on s'efforce à ce que les autorités aient une offre culturelle accessible, vu la situation en Europe et les différences entre les individus et les groupes. Mais je crois qu'il serait faux de dire que tout le monde doit participer à tout, car la liberté de l'individu doit être respectée. C'est pourquoi je fais appel à une mixité volontaire. Disons qu'il doit y avoir une mixité sociale, mais cette mixité est déjà un fait dans nos villes. On ne peut pas y forcer les gens, ce serait une erreur. Parlons donc de l'offre, de l'accessibilité et de l'attraction de la culture et ainsi de sa diversité dans les quartiers différents. Mais n'imposons pas une politique qui force tous les gens à participer, ce serait aussi une erreur. Chaque individu choisit au moment même s'il participe ou non.

MURAT ERPUYAN :

J'aimerais vous remercier pour l'organisation de cette rencontre très enrichissante, au sens où les expériences évoquées peuvent parfois nous reconforter ou bien nous pousser à réviser notre tactique. Pour les associations, l'essentiel est d'être écouté et d'obtenir des moyens, ce qui peut s'avérer problématique ; mais à force de ténacité, on peut vaincre bien des obstacles. C'est grâce à cette rencontre que j'ai découvert qu'il y avait à Stuttgart un projet comparable à celui de Nancy : voilà de nouvelles dynamiques en perspective !

KHALIL HENNI :

C'est une initiative vraiment intéressante d'être parvenu à rassembler ainsi des personnes d'horizons différents, qui nous ont montré comment chacune essayait à sa manière de promouvoir la culture et de mettre en place des initiatives, notamment à travers l'art, pour offrir aux habitants un moyen d'expression. On réalise que la culture ne doit

pas avoir un rôle marginal ni venir en dernier, après la satisfaction de tous les besoins primaires ; au contraire, elle est facteur de cohésion sociale, en dépit même des difficultés économiques et sociales. Plutôt que d'attendre une aide hypothétique de l'État ou des institutions, mieux vaut que chacun fasse ce qui est en son pouvoir pour soutenir les initiatives des associations, des acteurs locaux et bien sûr des habitants. A une personne qui éprouverait peu d'intérêt pour l'art contemporain, l'essentiel est de lui offrir un choix. Bien que tout le monde n'ait pas le même accès à la culture, il faut faire en sorte de laisser un éventail le plus large possible d'offres en termes de formation et de culture. En outre, compte tenu de la variété des initiatives prises dans les différents pays, il est intéressant de réfléchir à la manière dont on pourrait transférer ce travail sur d'autres territoires, en tenant compte bien sûr des spécificités de chaque région. L'art sous toutes ses formes, en tant que vecteur et moyen d'expression mis à la portée des habitants, devient alors un moyen de favoriser la démocratie sous d'autres biais que l'expression politique.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Encore peut-être une information pour tous ceux qui sont là pour la première fois : nous avons remarqué qu'après le premier, le second, et le troisième colloque, les participants avaient développé de nombreux contacts directs entre eux. Nous n'avons pas évalué cela de façon systématique, mais seulement observé que cela fonctionne très bien, c'est pourquoi vous trouverez les coordonnées de chacun dans la liste des participants. Profitez de l'occasion et essayez, par-delà la barrière des langues, de nouer des contacts qui vous seront utiles dans le cadre professionnel.

RADOUANE BOUHLAL, *Président du MRAX - Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie, Bruxelles :*

L'une des choses extrêmement intéressantes avec nos partenaires allemands, c'est qu'ils nous proposent tous une série d'outils d'évaluation. Malheureusement, ils sont presque exclusivement en allemand. Ne serait-il pas envisageable de les diffuser en les traduisant en français et en néerlandais ?

HAMZA FASSI FIHRI :

Je voudrais à mon tour féliciter les organisateurs et vous livrer mes sentiments en tant qu'élu. Au-delà de l'échange d'expériences, je retiens d'abord le fait que les autorités publiques des différents pays prennent enfin acte du phénomène de l'interculturalité. Il en résulte que les politiques publiques commencent à s'y adapter et à tenter d'y répondre de manière globale. J'ai retenu deux mots clés qui ressortent de nos discussions et des expériences partagées : la mémoire et l'hybridation. La mémoire, tout d'abord, parce qu'à partir du moment où l'on reconnaît le phénomène de l'interculturalité et son rôle dans la cohésion sociale, il reste à intégrer cela dans une Histoire nationale commune, pour reprendre une notion qu'un des intervenants a utilisée. Il faut inscrire ce phénomène sur la ligne du temps, et ce faisant entamer un travail de mémoire. L'hybridation ensuite, parce qu'une fois ce premier travail accompli en se penchant sur le passé, il faut regarder vers l'avant. Cela passe par des démarches autres : on intègre des personnes dans une ligne historique commune, puis de plus en plus vers l'avant, vers l'hybridation et le métissage. Dernier point que je retiendrai en conclusion et qui constitue un défi pour moi en tant qu'élu et acteur dans le champ culturel, c'est la nécessité de coordonner le travail des associations, qui représentent les populations et les cultures d'origine mais manquent parfois cruellement de reconnaissance, et celui des pouvoirs publics qui à présent ont pris conscience du phénomène.

MEHMET-ALI AKINCI :

Je voudrais également vous remercier pour votre invitation. En guise de conclusion, j'aimerais revenir sur deux points qu'avait abordés hier M. Heylen : diversifier les offres pour intégrer les migrants, et atteindre le public visé. Dans la perspective de la cohésion sociale, nous avons essayé de profiter ici des expériences des uns et des autres, souvent très enrichissantes. Mais il ne faut pas s'arrêter là et nous devons aller de l'avant, puisque nous sommes ici, y compris les élus et les représentants des collectivités locales, entre gens convaincus. Je crois que l'étape suivante consiste justement à atteindre les gens : mais s'agit-il des personnes issues de l'immigration ou bien des autochtones ? Je voudrais vous faire part à ce sujet d'une petite expérience que j'ai menée à l'université en faisant une enquête par ques-

tionnaire auprès des Français monolingues sur leur vision des immigrés. Une grande partie des personnes interrogées ont refusé de répondre ; et pour celles qui ont accepté, les résultats se sont avérés assez flagrants. Ainsi, si ces personnes acceptent que les immigrés parlent leur langue, pratiquent leur religion et suivent leurs coutumes dans la sphère privée, elles ont en revanche déclaré préférer qu'ils parlent français dans l'espace public et qu'ils soient respectueux des valeurs françaises. Cela reflète la mentalité des personnes que côtoient les immigrés. Quant à nous, en tant qu'acteurs associatifs, nous œuvrons en vue de mieux nous connaître les uns les autres pour mieux vivre ensemble. C'est ainsi que nous pouvons espérer changer les mentalités. Personnellement, je pense que l'étape suivante serait de travailler sur la manière de parvenir à convaincre les personnes, non seulement les migrants mais aussi peut-être et surtout les autochtones, de changer leurs opinions afin de mieux vivre ensemble.

MURAT ERPUYAN :

Mon sentiment est que les projets que nous évoquons ici sont condamnés à réussir. Je m'explique : économiquement, nous sommes dans une période trouble. On parle de cohésion alors qu'une partie de la population se sent frustrée et exclue, que ce soit des autochtones ou des immigrés. Or quand existe un sentiment de frustration, il y a toujours des groupes pour l'exploiter et jouer sur la peur de l'autre. Cela se traduit par un repli identitaire et communautaire, contre lequel les projets que nous avons évoqués peuvent justement constituer un rempart. Le fait que nous soyons réunis ici, tous convaincus, est une force, et c'est la raison pour laquelle je disais que nous sommes condamnés à réussir, si nous voulons parvenir à une véritable cohésion sociale et vivre dans une société en paix.

JEAN-PIERRE SCHLAGDENHAUFFEN :

C'est la première fois que nous sommes invités ici et je vous en remercie au nom du maire de la ville de Strasbourg. Au cours de ce colloque, je me suis rendu compte de l'importance du sens et du poids des mots dans cette problématique de l'interculturalité. Par exemple, lorsqu'on a évoqué, pendant les Assises de la culture à Strasbourg, l'idée d'une Maison des langues et cultures d'Alsace, j'ai compris que ce n'était pas la même chose qu'une Maison des langues et cultures

*en* Alsace. J'ai donc voulu chercher le sens exact des termes qui nous occupent : le Petit Robert définit le multiculturalisme comme « la coexistence de plusieurs cultures dans le même pays ». Quant à l'interculturalité, il en donne la définition suivante : « qui concerne les rapports, les échanges, les productions communes entre des cultures et des civilisations différentes ». Ainsi, à Strasbourg, nous avons constaté que le multiculturalisme était un état de fait, alors que l'interculturalité est pour nous un choix politique.

Dr. OLAF HAHN :

Je suis moi-même le produit de migrations successives, ayant quitté l'Allemagne et vécu dans plusieurs pays, notamment en France, et étant revenu dans ce pays que j'adore, l'Allemagne. J'ai retrouvé dans les expériences évoquées dans vos propres villes beaucoup de choses qui ont marqué mon propre itinéraire. Je vous remercie de votre présence, de votre intérêt et pour vos contributions et je vous saurais gré de nous faire parvenir également vos suggestions ou vos critiques afin de nous aider à nous améliorer.

Prof. Dr. FRANK BAASNER :

Nous n'avons pas encore dit un mot sur le rôle des fondations privées dans nos sociétés – et elles méritent plus qu'un remerciement pour leur implication dans l'organisation de cette manifestation. Nous constatons toujours que, dans de nombreux domaines, il existe dans certains pays de grandes fondations qui ont les moyens et qui travaillent avec persévérance depuis des décennies sur des thèmes dont la politique ne se préoccupe pas encore. Je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que de nombreuses fondations en Allemagne, pas seulement la Fondation Robert Bosch, l'une des principales, mais bien d'autres encore, œuvrent depuis longtemps pour améliorer l'état des connaissances sur la nouvelle réalité sociale qui est la nôtre, et pour expérimenter de nouveaux instruments. Je crois également que le fait que des fondations se soient investies sur le thème de l'intégration a contribué dans une large mesure à faire bouger les choses et à créer des initiatives. Si aujourd'hui la politique – du moins en Allemagne – a bien assimilé le fait que l'intégration représente pour notre pays la mission d'avenir par excellence, cela tient aussi au fait que des acteurs privés tels que les fondations se sont engagés avec autant

d'énergie. En Belgique, on peut bien sûr citer la Fondation Roi Baudouin, avec laquelle nous collaborons ici, une fondation importante qui place les questions d'intégration au cœur de ses réflexions. La France a aussi ses fondations, mais elles ont une toute autre tradition. Ce qui manque précisément à la France, c'est cet engagement politique des fondations qui existe dans de nombreux pays européens, mais pas en France sous cette forme.

J'adresse donc tous mes remerciements aux fondations, qui creusent ce thème depuis déjà plusieurs années, qui ont beaucoup contribué à ce que nous puissions nous rencontrer ici, mais également à véhiculer et vulgariser les connaissances. Je remercie aussi ceux qui ont organisé ce colloque. Enfin, je remercie tout particulièrement les intervenants et vous tous, qui avez permis que le dialogue soit aussi vivant, aussi libre et aussi ouvert.